

# MADAGASCAR

## Revue de Presse détaillée novembre 2010

### SOMMAIRE

	Page
<b>La crise politique</b> .....	<b>01</b>
03/11 : Andry Rajoelina critique fermement « <i>l'immixtion</i> » de la communauté internationale.....	03
08/11 : campagne référendaire - Andry Rajoelina fait le plein... Monja Roindefo aussi .....	07
10/11 : manifestations politiques de l'opposition interdites.....	10
12/11 : la mouvance Ravalomanana décapitée par l'incarcération de 3 de ses leaders.....	13
15/11 : l'armée interpellée par Marc Ravalomanana et Monja Roindefo .....	16
17/11 : référendum le matin, tentative de coup d'Etat l'après-midi. Sérieuses défaillances de la liste électorale .....	19
20/11 : les mutins de la BANI d'Ivato se sont rendus, élections communales reportées sine die .....	23
24/11 : l'enquête sur la tentative de putsch s'oriente vers la classe politique.....	29
27/11 : Raymond Ranjeva, inculpé dans la tentative de coup d'Etat.....	35
<b>Droits humains, gouvernance</b> .....	<b>40</b>
Affaire « <i>radio Soatalily</i> », « <i>détenus politiques</i> », peine de mort, CPI, mariages forcés, droits de l'enfant, OMD, insécurité alimentaire, IDH, affaire Ralitera, expatriés à Maurice, les difficultés du Bianco	
<b>Actualité économique et sociale</b> .....	<b>44</b>
- Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales .....	44
- Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement.....	44
- Divers .....	46

### LA CRISE POLITIQUE

**1<sup>er</sup> - 2 novembre : le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, Karl Wycoff, en mission à Madagascar « pour faire bouger le processus de réconciliation ».**

**La représentativité de l'association des maires de Madagascar (AMA) mise en doute.** Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation met en doute le chiffre de 900 maires qui seraient désormais signataires de la résolution qui conteste les modalités d'organisation des municipales anticipées du 20 décembre. *[Lors de l'AG constitutive, ils n'étaient qu'environ 200]* Il demande que la liste des signataires soit divulguée. Des maires non signataires redouteraient d'avoir été inscrits sans leur consentement. L'AMA a déposé une requête au Conseil d'Etat pour l'annulation du scrutin, dont l'organisation ne serait pas conforme aux dispositions en vigueur.

**Elections municipales : « des candidats fonctionnaires intimidés », écrit Midi.** « *Des chefs de districts et des responsables des CISCO [Education nationale] orchestrent l'intimidation* », dénonce un responsable du parti Vert. Les fonctionnaires qui veulent se porter candidats pour un parti d'opposition seraient menacés de mutation ou d'une enquête du Bianco.

**Les trésoriers et secrétaires des 192 Fokontany de la capitale n'ont pas perçu leurs indemnités depuis plus d'un an.** Ils menacent de ne pas participer à l'organisation du référendum et des municipales.

**« Monja Roindefo - Usurpation de titre ! », écrit La Vérité.** Il a réitéré en conférence de presse la déclaration faite récemment à Toamasina, selon laquelle il reste Premier ministre de la Transition. Pour le directeur du quotidien pro-HAT, il s'agit d'une infraction pénale caractérisée. Et d'ajouter : « *Il a pu agir de la sorte consécutivement au laxisme et à l'inertie de l'Etat. En effet, un texte réglementaire clair édicte que les ex-Premiers ministres et ex-ministres pourront bénéficier des avantages, à eux octroyés, durant 6 mois après leur éviction de leur poste. En ce qui concerne Monja Roindefo, cela fait plus de 12 mois qu'il a officiellement passé le pouvoir de Premier ministre entre les mains d'Eugène Mangalaza. Alors que, jusqu'à ce jour, il continue à disposer de gardes du corps, de véhicules de fonction et même de la villa sise à Antsakaviro qui est l'une des résidences officielles du Chef de Gouvernement. [...] Avec cette complicité effective du régime de Transition, Monja Roindefo va incessamment siéger au Palais d'Etat de Mahazoarivo. D'ailleurs, il l'a déjà laissé entendre* »

**Les pasteurs du Mouvement des Ecclésiastiques (HMF) reviennent sur le devant de la scène.** Après quelques mois de silence, ils ont organisé un rassemblement de prière à Antsahamanitra, en présence des employés de la radio *Fahazavana*, emprisonnés suite au drame de Fort-Duchesne, le 20 mai. « *Le rendez-vous d'aujourd'hui n'est qu'un début* », a promis le pasteur Roger Randriamisata, « *Allons commencer notre mission de réconciliation. Nous allons nous lever comme une seule personne pour préserver la justice* », a-t-il proclamé devant ses collègues et en présence de quelques dirigeants des 3 mouvances. Le culte, qui aurait réuni 3.500 personnes, s'est déroulé dans le calme et l'absence de forces de l'ordre.

**«Presque la totalité des véhicules et des mobiliers de l'Assemblée nationale ont été escamotés par des inconnus** », déclare le président du Congrès. Des véhicules sont introuvables ou ont été mutés à des particuliers et vendus sur le marché de l'occasion. Le bureau va porter l'affaire devant la Justice. D'autres institutions, telles que la Primature et la Présidence de la République, sont également touchées par ce phénomène. Raison pour laquelle les nouveaux parlementaires désignés n'auraient pu bénéficier de véhicules de fonction.

**USA : le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines Karl Wycoff en mission à Madagascar « pour faire bouger le processus de réconciliation ».** La chancellerie précise qu'il est porteur d'un message : « *la crise a trop duré et il est temps de passer à la table de nouvelles négociations pour parvenir à une vraie Transition inclusive, consensuelle, neutre et durable* », rapporte *Tananews*. Karl Wycoff a rencontré tous les acteurs politiques locaux au cours de son bref passage à Antananarivo, y compris Andry Rajoelina. À entendre le conseiller à la Communication et aux Affaires culturelles de l'ambassade, Karl Wycoff est « *venu pour faire bouger le processus de réconciliation* ». Il laisse entendre que le gouvernement américain ne fait pas cavalier seul : « *Nous avons discuté avec les autres acteurs de la communauté internationale pour trouver une synergie dans la recherche d'une nouvelle voie* », affirme-t-il. Il explique ce voyage par des raisons humanitaires. « *Le gouvernement américain a dépensé 85 millions de dollars dans l'humanitaire et voit l'évolution de la situation. Il constate qu'il est important de résoudre la crise* », soutient-il.

Dans une allocution prononcée à l'issue de sa visite, le secrétaire d'Etat adjoint a déclaré que son pays était prêt à soutenir un processus de retour à l'ordre constitutionnel mais il s'est montré critique vis-à-vis du processus en cours, pointant des anomalies dans la mise en place des institutions de la Transition et la préparation des différents scrutins. Il a appelé tous les protagonistes à renouer le dialogue. L'opposition et les autres figures politiques, de même que les Ong et la société civile « *ont un rôle important à jouer* », a-t-il affirmé. Les trois mouvances ne cachent pas leur satisfaction après leur rencontre avec Karl Wycoff, qui pourrait précéder une nouvelle réunion du GIC. [*Le secrétaire d'Etat adjoint avait lui-même participé à la réunion du GIC du mois de février à Addis-Abeba*].

**Karl Wycoff exhorte les forces de l'ordre à faire preuve de modération** et à éviter d'agir de telle manière que les acteurs politiques et de la société civile les perçoivent dans un rôle répressif, au moment où toutes les bonnes volontés tentent de trouver une issue à la crise.

**Interrogé sur l'initiative américaine, Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, a confirmé l'existence d'échanges constants entre les deux pays** dans la gestion de la crise. « *Karl Wycoff est passé à Paris avant son arrivée à Antananarivo et il va encore passer là-bas à son retour* », a indiqué le diplomate.

Le quotidien *Les Nouvelles* note que « *cette visite intervient notamment après celle des émissaires de la Sadc conduits par Leonardo Simão et celle des parlementaires français membres de l'association Madagascar Développement Plus* ». Un signe, d'après le journal, que la situation malgache fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part de la communauté internationale. *Le Courrier* écrit : « *La menace terroriste aidant et la piraterie maritime s'aggravant, Washington est très attentif à la situation dans la zone Océan Indien où des pays Islamistes comme le Pakistan, l'Iran ou la Turquie ou encore la Chine s'intéressent de plus en plus aux ressources naturelles du pays. Il y a donc lieu de sécuriser ses alliés* ».

**« Crise malgache : anglophones et francophones s'opposent », titre Sobika.** « *Les anglophones attendaient avec impatience la conférence de presse de Mr Wycoff, secrétaire d'Etat américain chargé de l'Afrique, tandis que les francophones se retrouvaient au CCI d'Ivato pour la 36ème assemblée générale des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF). Quelques jours auparavant une délégation de parlementaires français s'était déplacée pour critiquer notamment la position de la communauté internationale vis à vis de Madagascar : une sanction absurde avait-elle souligné. Mais c'est une position opposée qui a été largement défendue par le représentant américain, qui insiste pour une reprise des négociations tout en apportant son appui à la médiation de la Sadc, une manière pour lui de désavouer le processus en cours (référendum, élections). On voit donc bien*

que les francophones et les anglophones ont politiquement une vision diamétralement opposées. [...] La position des Etats-Unis n'est en fait guère surprenante : que pouvez dire d'autre ce secrétaire d'Etat quand quelques jours auparavant, et ce n'est pas une coïncidence, Madagascar a annoncé des discussions avec l'Iran (ennemi juré des USA), portant peut-être sur l'uranium ! Pas étonnant toujours quand on sait que les relations bilatérales actuelles flirtent avec des pays musulmans (Pakistan pour l'importation de PPN, Turquie, Iran, Algérie), cela ne doit pas rassurer les américains sur les questions de sécurité dans la région Océan Indien ».

**3 novembre : l'Alliance des OSC (composante de la CNOSC) se prononce contre la tenue du référendum constitutionnel. Andry Rajoelina critique fermement « l'immixtion » de la communauté internationale dans la résolution de la crise. Craintes de division au sein de la police.**

**Référendum : « Un processus tronqué » selon l'Alliance des Organisations de la Société Civile (AOSC) qui soutient le processus de médiation initié par la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile (CNOSC).** Elle croit à la nécessité d'une consultation populaire mais elle estime que celle-ci doit se dérouler dans les meilleures conditions de sérénité, d'équité, de neutralité et de transparence. À ce titre, et sur la base du principe de consensus entre les protagonistes, l'AOSC se prononce contre la tenue du référendum constitutionnel. L'Alliance considère que la crise que Madagascar traverse doit d'abord être résolue à travers un dialogue entre les partis politiques et scellée par un accord qui mettra en place un processus consensuel et inclusif avant de pouvoir avancer sereinement vers une consultation populaire. La réconciliation est une condition préalable. En second lieu, le processus électoral en cours ne peut être crédible du fait des contradictions et divergences sur et entre les conclusions des travaux des différentes assemblées l'ayant précédé. Ce référendum est organisé dans la précipitation : les différents textes censés l'encadrer n'ont fait l'objet d'aucune publication au JO et sont de ce fait indisponibles dans leur version officielle. Aucune campagne véritable d'explication du projet de Constitution n'a pas effectuée à ce jour. La CENI n'est pas mise en place selon les normes et principes de neutralité et d'indépendance ; au niveau des régions, les tâches dévolues à la CENI ont été attribuées aux districts. Enfin, le référendum est organisé dans un contexte peu favorable à la liberté d'expression et d'opinion. L'AOSC appelle donc toutes les forces politiques à revenir à la table de négociation.

**Andry Rajoelina critique « l'immixtion » de la communauté internationale dans la résolution de la crise.** « Halte aux manipulations dont nous sommes victimes parce que nous y prêtons le flanc. Nous devons assumer ! Chaque fois qu'un conseil extérieur nous conduit à mal faire, nous sommes coupables nous devons assumer. Chaque fois que nous opérons un choix qui se révèle peu conforme aux intérêts supérieurs de la nation, nous sommes coupables, nous devons assumer », a-t-il déclaré à l'ouverture de la 36ème Assemblée générale de la CPCCAF, en empruntant un extrait de l'ouvrage « Lettre ouverte à l'Afrique cinquantenaire » d'Edem Kodjo, ancien Premier ministre togolais, ancien secrétaire général de l'OUA et médiateur de l'OIF dans la crise malgache. « Le changement intervenu à Madagascar en mars 2009 est le résultat d'une aspiration populaire. Notre souhait serait que la communauté internationale prenne en considération ces aspirations au changement », a relevé le président de la HAT. « L'heure de nous même a sonné, il est temps de dire assez à la face de ceux qui, ouvertement ou sournoisement, veulent nous maintenir en l'état et contenir notre élan », a encore lancé Andry Rajoelina. Contre vents et marées, le régime assure donc vouloir maintenir son cap, écrit L'Express. Il prévient tous ceux qui sont encore tentés d'intervenir ou de critiquer sa gestion de la sortie de crise. « Divaguez, radotez, je me tiendrai toujours debout, le drapeau à la main », ironise-t-il. Une intervention d'une grande fermeté qui a frappé les observateurs et qui pourrait constituer une réponse voilée au Secrétaire d'Etat adjoint Karl Wycoff.

**Suites de l'affaire Verdon : Pierre Tsiranana, membre du CST, se déclare pour une unité sans faille de la police.** Il déclare : « L'unité de la police doit être préservée à tout prix. Ce corps garantit, avec la gendarmerie et l'armée, la stabilité politique du pays. » L'affaire de l'expulsion du « mercenaire » Verdon a mis le feu aux poudres entre le ministre de la Sécurité intérieure, Organès Rakotomihantarizaka, et le chef de la Paf, Jean Brunel. Pierre Tsiranana estime que cette péripétie n'aurait jamais dû être portée à la connaissance du public et n'aurait jamais dû diviser le corps, puisque seuls le ministre, le chef de la Paf et le directeur général de la Police auraient dû être au courant. « Maintenant, on affirme que le corps de la police tout entier est gangrené par la division, cela est inacceptable », affirme l'homme politique. Le commissaire Brunel a été réintégré peu après dans ses fonctions, sur décision « d'en haut », ce qui a été analysé comme un désaveu pour le

ministre et le signe de graves dissensions internes, de nature à préoccuper le régime à la veille des rendez-vous électoraux.

« **Tsena Mora** » : **les malversations spolient les pauvres** », écrit **Madaplus**. Alors que le concept du « **Tsena Mora** » vise à combler les carences alimentaires des populations vulnérables en leur accordant des PPN à prix abordable, les autorités locales chargées de cette action détournent ces denrées à leur profit. Le site dénonce les pratiques des responsables des Fokontany chargés de la distribution, qui provoquent la colère de la population.

**4 novembre : les trois mouvances se remobilisent à l'occasion de leur première manifestation publique autorisée par la commune d'Antananarivo. La CENI se décerne un satisfecit pour la préparation du référendum.**

**Le stade Malacam d'Antanimena leur ayant été accordé par la commune pour des meetings bi-hebdomadaires, les trois mouvances se remobilisent.** Le premier rassemblement tenu hors de l'enceinte du Magro de Behoririka s'est déroulé sans incident. L'assistance était plus nombreuse qu'à l'accoutumé et l'on pouvait observer une certaine ferveur et une vitalité retrouvée, après la routine des réunions du Magro. Le défi était de taille après les échecs rencontrés récemment pour obtenir l'autorisation de tenir meeting au jardin d'Ambohijatovo. Les trois mouvances considèrent ce premier rassemblement comme un pas en avant vers « *la place de la Démocratie* » à laquelle ils n'ont toujours pas renoncé. Fetison Rakoto Andrianirina (mouvance Ravalomanana) et Lalatiana Ravalolomanana (mouvance Zafy) ont réitéré leurs revendications. Les 3 mouvances militent pour le boycott du référendum et la démission d'Andry Rajoelina. Du stade est sortie l'information selon laquelle les deux anciens présidents en exil seront bientôt de retour : Didier Ratsiraka dans un premier temps, suivi de Marc Ravalomanana. Aucune date précise n'a pourtant été annoncée et nul ne peut dire si cette annonce est plus crédible que celles qui ont été faites dans le passé concernant Marc Ravalomanana. Les opposants à la Transition se sentent par ailleurs réconfortés par les propos feutrés mais sévères tenus par le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, Karl Wycoff vis-à-vis du processus de sortie de crise engagé par la HAT. Les trois mouvances ont remercié le PDS de la capitale, Edgard Razafindravaha, pour leur avoir attribué le stade Malacam.

**Référendum : la CENI déclare que tout est bouclé.** Son président s'efforce de démontrer qu'elle maîtrise le processus et que techniquement l'élection peut se dérouler convenablement. Le nombre d'électeurs a été définitivement arrêté à 7.051.809 après refonte des listes, un chiffre en forte diminution par rapport au dernier scrutin présidentiel. La CENI n'a pas émis d'objection vis-à-vis de l'opération « *Tsena mora* » et des autres projets sociaux lancés à grand renfort de publicité, en dépit des critiques portant sur l'opportunité de ces initiatives en pleine campagne référendaire. Seules les inaugurations officielles sont interdites en période électorale, a-t-elle rappelé. De même, elle ne voit aucun inconvénient à ce que les parlementaires et les membres du gouvernement participent à des campagnes de vulgarisation du projet de Constitution. Mais « *dans l'éventualité où un ministre ferait voter Oui ou Non, là, nous prendrions nos responsabilités* », a affirmé le président de la CENI, qui explique que les chefs d'institutions et les membres du gouvernement ne sont pas autorisés à faire campagne, car ils sont « *détenteurs du pouvoir* », à la différence des parlementaires. Tout le matériel électoral a déjà été acheminé dans les circonscriptions. Afin de faire face à la saison des pluies, la CENI élabore une stratégie pour l'acheminement par hélicoptère des résultats de certains secteurs enclavés. Pour l'institution, l'enjeu principal est d'obtenir un taux de participation significatif. Il y va de sa crédibilité, tant au niveau national que vis-à-vis des observateurs internationaux dont le venue a été annoncé. L'Alliance des Organisations de la Société Civile (AOSC), estime pour sa part que les conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et transparentes ne sont pas réunies. Elle s'interroge toujours sur le fait de savoir si la liste électorale a été réellement refondue ou seulement révisée. Seuls 54.000 exemplaires du projet de Constitution ont été édités et diffusés.

**Un cas de fraude électorale signalé à Moramanga.** *TV Plus* révèle que des bulletins de vote pré-cochés « *Oui* » ont été distribués par « *13 chefs de zones d'animation pédagogiques sur 24* » à la population locale. Les chefs de zones auraient été payés 100.000 Ar pour cette « *prestation* ». Ces faux bulletins sont actuellement disséminés dans la population et il est probable qu'on en retrouvera dans les urnes le 17 novembre. *Radio Antsiva*, une station réputée elle aussi pour son sérieux, a démenti l'information mais des vidéos ont été enregistrées qui attestent de la fraude... Des observateurs avancent que ces bulletins ont pu être distribués par des opposants au régime, afin discréditer le scrutin. Le CNOE a immédiatement réagi en demandant une enquête à la CENI. Celle-ci

n'a pas apprécié la médiatisation de la fraude. « *C'est une attitude irresponsable portant atteinte à l'ordre public* », a tonné son président, Me Hery Rakotomanana, qui déclare : « *Nous sommes les premiers responsables du dossier. Pourquoi le CNOE a-t-il porté l'affaire, qui est une infraction grave, sur la place publique alors que nous n'en avons pas encore été saisis ?* ». La CENI a déposé une plainte contre X pour réclamer l'ouverture d'une enquête. Elle a également convoqué les responsables de la société chargée de l'impression des 10 millions de bulletins uniques afin de vérifier si, au niveau de l'imprimerie, aucun bulletin pré-coché n'a été livré. Interrogé sur le sujet, Ernest Razafindrabe, président du CNOE a remercié la CENI d'avoir porté l'affaire devant la justice.

**La liste électorale 2010 recense 300.000 électeurs de moins que pour les présidentielles de 2006.** Une chute d'autant plus surprenante que le dynamisme démographique du pays pouvait laisser supposer que le nombre d'électeurs connaîtrait une forte croissance. Une source auprès du ministère de l'Intérieur considère pourtant la régression comme « *normale* ». La refonte des listes aurait permis d'éliminer les doublons provoqués par les mouvements de population, ainsi que des « *erreurs de saisie* ». Des arguments purement techniques, selon le ministère, qui insiste sur la difficulté des opérations, faute de données fiables, le dernier recensement général de la population et de l'habitat remontant à 1994.

**Le Pr Raymond Ranjeva s'envole pour le Vatican, à l'invitation du pape Benoît XVI.** L'annonce du voyage a été faite par ses proches, qui n'ont pas souhaité dévoiler l'objet de ce déplacement. Il a quitté Madagascar par le même vol que Karl Wycoff, le secrétaire d'Etat américain adjoint, qui s'est montré fort critique durant son séjour sur le processus de sortie de crise engagé par le pouvoir. Certains médias croient savoir que Raymond Ranjeva, bien introduit au Vatican, pourrait revenir au pays avec des consignes de boycott du référendum à l'adresse de la communauté catholique.

**Le Courrier s'interroge le même jour : « La hiérarchie catholique rejette-t-elle le référendum ? ».** Les membres de « *Justice et Paix* » se sont réunis le 31 octobre pour débattre de la nouvelle Constitution. Le juriste Honoré Rakotomanana a été invité pour expliquer le projet. Les participants auraient déclaré en conclusion de leur séminaire qu'il fallait reporter le référendum, celui-ci risquant d'être la source de nouveaux problèmes politiques.

**Elections municipales : des candidats réclament l'annulation de l'état « 211bis ».** Cet état apporte la preuve que le candidat est en règle vis-à-vis du fisc. Des responsables politiques demandent que cette pièce ne soit plus exigée pour postuler, arguant du fait qu'ils doivent s'acquitter de droits d'inscription élevés pour faire acte de candidature. Une revendication qu'une partie de la presse juge déplacée, les futurs élus se devant de montrer l'exemple en matière fiscale... Parmi les pièces exigées, figure également un extrait de casier judiciaire, non mentionné dans les textes en vigueur.

**Création du Conseil National du Travail et des Lois sociales.** Le CNT est appelé à jouer le rôle de plate-forme d'échange entre l'État, les salariés et les employeurs. Rahaga Ramaholimiaso, issu du groupement des employés, a été désigné comme président.

**40 tonnes de pierres industrielles détournées.** 9 personnes dont un Chinois sont impliquées dans une affaire de détournement de plus de 40 tonnes de pierres industrielles. Ils ont été déférés au parquet. 5 d'entre elles, dont le Chinois, ont été placés en détention préventive. L'affaire remonte au mois de juillet. 4 conteneurs chargés de quartz, appartenant à la société d'exploitation minière « *Dragon de Madagascar* », ont été acheminés sur Toamasina à destination de la Chine. 1 mois et demi plus tard, la société expéditrice a été informée qu'une grande partie de la marchandise avait été dérobée.

**Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, aurait commandé une évaluation de la situation malgache à une équipe d'experts.** *Le Courrier* voit dans cette initiative une forme de désaveu de l'Ambassadeur de France à Madagascar, qui faute d'instructions claires du gouvernement français, « *navigue à vue* » et serait en position délicate.

**5 novembre : alors que la campagne référendaire se poursuit, l'incertitude demeure sur le retour annoncé de Didier Ratsiraka et sur ses propositions de sortie de crise. Le mouvement de grève des universitaires se renforce.**

**Incertitude sur le retour de Didier Ratsiraka.** La date de retour de l'Amiral au pays reste aléatoire. Tout dépendrait de l'évolution de l'état de santé de son fils, hospitalisé en France. L'ancien président a cependant profité d'une intervention téléphonique avec ses partisans à l'occasion de son 74<sup>ème</sup> anniversaire pour faire part de son point de vue sur les affaires nationales. « *Je demande respectueusement à Andry Rajoelina et à Camille Vital de ne pas procéder pour le moment à ce référendum qui serait susceptible de diviser les Malgaches* », a-t-il lancé. Il a rappelé qu'il avait trois propositions à formuler pour faire sortir le pays de la crise mais qu'en raison de l'obligation de réserve liée à son statut d'exilé en France, il attendra son arrivée dans la Grande Ile pour les dévoiler. Malgré tout, son accueil se prépare activement chez ses partisans. Tantely Andrianarivo a révélé qu'il avait rassemblé différents responsables de l'ancien parti au pouvoir dans l'objectif de réconcilier les diverses tendances. Sans être membre du comité directeur ni secrétaire national adjoint, Tantely Andrianarivo a exprimé sa détermination à reprendre la direction du parti. Et pour concrétiser cette unité retrouvée, il annonce : « *Le programme que nous allons réaliser ensemble sera l'accueil du seul président fondateur de l'Arema* ». Pour Sobika, « *Ratsiraka persiste et signe ! Bluff politique ou déclaration sincère ? Bref, une belle déclaration en forme d'opération de communication puisqu'elle suscite encore plus de questions que de réponses. Mais quelles sont donc ces fameuses 3 solutions qu'il proposera ? 1 je rentre, 2 je me présente 3 je gagne ? Pas sûr que ce soit aussi simple et efficace !* ». Pour sa part, Monja Roindefo a déclaré que Didier Ratsiraka devrait, avant de rentrer au pays, commencer par faire son mea culpa pour les actes qu'il a commis à l'époque où il était au pouvoir.

**Université : le Seces décide un renforcement du mouvement.** L'assemblée générale du syndicat des enseignants-chercheurs a voté la fermeture des campus et des établissements à compter de ce jour. Les professeurs ont annoncé qu'ils boycotteront les examens d'entrée et la soutenance des mémoires. Le mouvement affectera également les 5 autres centres universitaires de l'île. C'est désormais une direction collégiale qui s'exprime à la tête du syndicat, à la place du président qui a été mis en minorité lors du récent Conseil National. Les responsables du syndicat exigent toujours la démission du ministre Tongavelo Athanase, qui se serait montré méprisant envers le corps professoral. Outre le paiement des heures complémentaires et indemnités de recherche, les enseignants réclament des moyens suffisants pour assurer le bon fonctionnement des universités. Des étudiants qui s'estiment lésés lancent un appel. « *Nous supplions les enseignants-chercheurs de reprendre le travail et de faire passer les examens. Les enseignants et le ministère de l'Enseignement supérieur devraient trouver un terrain d'entente parce qu'ils sont tous deux responsables dans cette affaire* ».

**La grève des employés du ministère de l'Économie reprend.** Une partie du personnel a décidé de poursuivre leur mouvement entamé il y a plusieurs semaines. Les accès au ministère ont été fermés. Les grévistes réclament le paiement d'une prime qui leur est due pour 2009.

**Les magistrats mettent fin à leur grève.** Un accord sur le règlement de leurs revendications a été conclu. « *A priori, une entente est trouvée entre le gouvernement et nous* », a fait savoir Arnaud Marius Auguste, président du SMM. « *Nous avons discuté par téléphone avec la ministre de la Justice. Apparemment, le document que nous souhaitons a été signé* », ajoute-t-il, faisant référence au décret relatif à l'application du statut de la magistrature, concernant l'indemnité liée à la fonction de juger. Arnaud Marius Auguste reste peu loquace sur les termes de l'accord. « *Chaque partie a fait des concessions* », a-t-il seulement indiqué. Certaines indiscretions font état de la décision de l'exécutif de payer dès le mois de novembre une fraction de l'indemnité source du conflit, sans attendre la mise en place de la IV<sup>ème</sup> République. Le SMM rappelle que sa démarche a toujours été purement syndicale et qu'il n'est pas dans ses intentions de boycotter le processus de transition. Il ajoute : « *Nous sommes prêts à participer aux démembrements de la CENI au niveau des régions. Mais pour ce faire, il faut d'abord régler une question. Nous ne reconnaissons pas les magistrats désignés [...] car ils ne sont pas proposés par le SMM. Par contre, nous avons une liste déjà prête en notre possession, pour rester dans le respect de la loi* ».

**Des hommes politiques « écartés » du Parlement de la Transition réclament la démission de Jean Lahiniriko du CST.** Des partis signataires de l'accord d'Ivato et de Vontovorona se plaignent de ne pas avoir de représentants dans les nouvelles assemblées. Selon eux, les clauses de l'accord n'ont pas été respectées, des hommes politiques proches du pouvoir ayant influencé le chef de la Transition dans l'élaboration de la liste des membres du Parlement.

**Les femmes « légalistes » ont organisé un bref sit-in, au centre-ville de la capitale.** Elles ont manifesté leur désapprobation du processus politique en cours et ont protesté contre la vie chère. Les forces de l'ordre présentes sur les lieux les ont délogés sans incident. Cette tentative de manifestation hors du stade Malacamp attribué par la commune aux 3 mouvances était organisée par l'association « Mitsinjo lavitra » regroupant des centaines de mères de familles.

**6 novembre : l'ambassadeur Jean-Marc Châtaigner précise la position française. Nouvelle menace de grève des médecins fonctionnaires.**

**L'ambassadeur Jean-Marc Châtaigner précise la position française.** Il déclare notamment : « *La position de la France par rapport à la crise malgache reste totalement claire et transparente. Elle ne diffère pas de celle de l'ensemble de la Communauté Internationale : la France appuie l'établissement à Madagascar d'un ordre constitutionnel et démocratique stable dans lequel tous les citoyens malgaches puissent se reconnaître. Depuis le début de la crise malgache, la France a inlassablement soutenu les efforts de médiation internationaux (les Nations Unies, l'UA, la Sadc, l'OIF). Elle a participé à la création du GIC/M, dont elle est un membre actif et engagé. Depuis plusieurs semaines, la France plaide pour la tenue le plus rapidement possible d'une réunion du GIC/M afin de prendre en compte les évolutions intervenues depuis le mois de mai 2010 (accord politique d'Ivato, Conférence Nationale...), clarifier les demandes de la Communauté Internationale et établir un bureau international de liaison à Antananarivo sous l'égide de la Sadc. [...] La France n'est pas du tout hostile au principe d'une reprise du dialogue malgache-malgache, mais elle souhaite que les conditions de celui-ci soient bien définies pour éviter la répétition des difficultés rencontrées lors des efforts précédents (cf. attitude des trois mouvances lors de la réunion de Vontovorona des 25-27 août 2010). Parmi ces conditions préalables figurent (1) la fixation d'un agenda précis des négociations entre les parties concernées, (2) la fixation d'échéances de négociation ne permettant pas à telle ou telle partie de poser un veto aux résultats des négociations en distordant les principes d'inclusivité et de consensualité, (3) la conduite d'une médiation neutre et impartiale qui passe pour nous par la détermination d'un processus conjointement agréé entre CNOSC et Ray-Amandreny Mijoro ».*

**Retour des ex-présidents : le parti Tgv émet des réserves.** Selon Hery Rasoamaromaka, membre du bureau national, « *il est vraiment inconcevable de voir des personnalités qui ont été condamnées de vol et extorsion d'argents, de détournements de deniers publics ainsi que de crime se débarquer, après des exils forcés, avec leur grand sabot pour prétendre avoir la solution idoine à la crise ».*

**Menace de grève des médecins fonctionnaires.** Le président national du syndicat des médecins annonce que l'assemblée générale du syndicat a débattu de l'évolution de ses revendications et a décidé de nouvelles actions. Après une grève générale il y a plusieurs mois, pour faire aboutir la révision de leur grille indiciaire et de leurs indemnités spéciales, il a obtenu de l'État la signature en mars d'un décret qui n'a pas encore été suivi d'effets. Pour le ministère de la Santé, la refonte de la grille indiciaire est en discussion mais la situation budgétaire est mise en avant pour différer la réforme. Les médecins semblent décidés à reprendre leur grève générale si aucune avancée n'est enregistrée.

**Sécurité maritime : quatre malgaches entre les mains des pirates Somaliens.** Les pirates ont eu raison du bateau Mv Ali Zoufelkar avec à son bord 29 personnes. Appartenant à la compagnie Oceanis, reliant les Comores à la Tanzanie et au Kenya, il a été pris d'assaut au large de Dar-es-Salam. Les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications.

**7 & 8 novembre : Andry Rajoelina fait le plein... Monja Roindefo aussi. Les 3 mouvances se voient refusée la demande d'utilisation du stade Malacamp pour vice de procédure.**

**Le président de la HAT tente de mobiliser personnellement les électeurs pour le référendum.** « *J'ai besoin de vous à mes côtés* », a lancé Andry Rajoelina au cours de son show politique au Palais des sports de Mahamasina [*refusé peu avant aux opposants au motif que le lieu était réservé à des manifestations sportives et culturelles*]. « *Je vous demande de prendre vos responsabilités pour exprimer votre choix le 17 novembre [...] Il n'y a rien de patriotique dans le boycott* », poursuit-il. Parallèlement, il associe la campagne de mobilisation à l'annonce de ses ambitieux projets. Dans une chaude ambiance, il procède à leur énumération : construction de 10.000 logements sociaux, d'écoles, d'hôpitaux, de stades, programme d'investissement dans l'énergie solaire, construction de lignes de tramway dans la capitale, d'une cimenterie, réhabilitation des usines sucrières de la Sirama

ou encore discussions avec Airbus pour le renouvellement de la flotte d'Air Madagascar. Les Chinois vont rafler l'essentiel de la mise, avec les « nouveaux pays partenaires ». (Turquie, probablement Pakistan et Iran, sans oublier Israël qui a effectué une récente visite dans le pays). Pour *L'Express*, la présidence envoie un message diplomatique fort en direction de Washington. « *Si les USA se dérobent, des pays qualifiés de voyous, pas très clairs et se souciant peu de notre politique interne se présentent, et surtout agissent. Même la présence du vice-président d'Airbus au Palais des sports ne fait pas tâche. Si partenariat avec Airbus il y aura, ce sera au détriment de Boeing, fournisseur américain traditionnel d'Air Madagascar* ». Le message s'adresse aussi aux bailleurs de fonds « traditionnels », en voulant faire la démonstration qu'ils ne sont pas incontournables.

A noter qu'au cours de ce grand show, Andry Rajoelina n'est pas allé jusqu'à franchir la ligne rouge définie par la CENI, qui interdit aux autorités d'exhorter de manière explicite les électeurs à voter « Oui » au référendum. Mais emportée par l'élan, l'assistance a réclamé la candidature d'Andry Rajoelina aux prochaines présidentielles. L'intéressé a répliqué que « *l'heure est encore aux actions* » et que la question n'est pas d'actualité. Le président de la HAT entreprend une grande tournée dans les régions. Il s'est rendu dans la foulée à Mahajanga pour lancer la première opération « *Tsena mora* » hors de la capitale et annoncer la construction dans cette ville de « *la plus grande cimenterie de l'Océan Indien* ». Lors d'un de ses meetings en province, Andry Rajoelina a également annoncé à l'intention des maires qu' « *une somme de 9 milliards d'Ariary sera débloquée et distribuée aux 1.500 communes de Madagascar* ». Le président ne craint pas d'affirmer « *Les projets seront finalisés pendant la période de transition* », ce qui fait dire à certains que celle-ci risque fort de se prolonger.

Plus d'un s'interrogent également sur les sources de financement de ce très ambitieux programme. Pour *Le Courrier*, « *toutes ces annonces risquent d'ouvrir la porte à la corruption d'autant plus que le financement de ces projets n'a pas été mentionné et le mode d'octroi des marchés non clarifié* ».

Pour *L'Express*, « *L'enjeu du référendum explique la démarche. L'éventualité d'une victoire du Oui, avec un taux de participation acceptable, devrait lui permettre d'asseoir une certaine légitimité et légalité. L'éventualité d'une victoire du Non ou un faible taux de participation désavouerait le processus en cours qui se veut malgacho-malgache, consensuel et inclusif, plongeant le pays dans une crise plus profonde. Elle s'apparente en même temps à une action pour contrecarrer les adversaires du régime de transition. Depuis quelques temps, Pierrot Rajaonarivelo, Monja Roindefo ou encore Tantely Andrianarivo ne ménagent pas leurs efforts pour sillonner les provinces. Dans une certaine mesure, ils arrivent à capter l'attention des habitants* ».

Pour *Tribune*, qui titre « *Le couple Andry Rajoelina en campagne : Référendum ou... présidentielle ?* », « *le président de la HAT mène campagne pour sa personne, à travers ce qui est présenté comme une campagne de sensibilisation des citoyens. [...] Pour le simple d'esprit, la confusion est assurée : le référendum n'est autre qu'un plébiscite du régime* »<sup>1</sup>.

**Présence remarquée de l'ambassadeur itinérant de Guinée.** Andry Rajoelina a salué la présence à son meeting d'Ahmadou Diaby, homme clé du régime transitoire guinéen, qui avait réussi à faire fléchir l'ancien secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, rappelle *La Gazette*. Ce dernier a accepté de rencontrer le général Sékouba Konaté, alors ministre de la Défense après l'intervention de cet homme d'affaires, ce qui lui a valu ensuite d'être nommé ambassadeur itinérant du gouvernement guinéen. « *La présence de l'ambassadeur itinérant guinéen au palais des Sports, symboliserait-elle une solidarité entre pays mis au ban de la communauté internationale après l'avènement d'un gouvernement extraconstitutionnel ?* », s'interroge le quotidien.

**Monja Roindefo mobilise les foules à Fianarantsoa et à Toliara.** Le président national du Monima a réussi son pari d'organiser des meetings de grande ampleur. Il s'est prononcé contre l'organisation du référendum du 17 novembre qui, d'après lui, ne résoudra pas la crise actuelle. « *C'est juste une stratégie pour rallonger la transition et rester plus longtemps au pouvoir* », a-t-il soutenu. Il a affirmé que la réalité actuelle ne reflète pas les promesses faites lors du mouvement populaire de 2009 et a manifesté sa détermination à diriger la lutte pour « *un État réellement démocratique et libre, pour un Madagascar magnifique* », réclamant purement et simplement la démission d'Andry Rajoelina. Un meeting est annoncé prochainement à Antananarivo. Pour *Sobika*, impressionné par le succès des rassemblements organisés par l'ancien PM, « *Monja Roindefo serait-il en train d'apparaître comme la principale opposition à la HAT. C'est en tout cas l'image qu'il se donne* ». Contrairement aux 3 mouvances, il semble que le premier Premier ministre d'Andry Rajoelina tombé en disgrâce ne rencontre aucun obstacle pour tenir ses meetings, ce dont s'étonne *La Tribune*. Il prévoit de tenir une grande réunion publique au stade Malacam à Antananarivo.

<sup>1</sup> Cf. Blog Justmad « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/39/88/448497/58793731.pdf>

**Le général Noel Rakotonandrasana, ex ministre des Forces armées de la HAT, s'est dit déçu par Andry Rajoelina** et estime que le prochain référendum sera source d'une nouvelle crise politique.

**Crise de l'université : des étudiants tentent une médiation.** La Plateforme Nationale des Jeunes (PNJ) de la région Analamanga a officialisé la mise en place d'une structure de coordination qui va œuvrer pour le dénouement des conflits opposant le ministère de l'Enseignement supérieur et les enseignants- chercheurs. L'installation de cette structure s'est déroulée en présence du chef de région et de quelques personnalités issues du CST. *« Nous allons commencer à faire retourner les deux protagonistes à la table de négociation. Si cette stratégie tombe à l'eau nous allons durcir notre technique de médiation selon la tournure de la situation »*, souligne le président national de la PNJ. Les étudiants attendent avec impatience la normalisation de la situation.

**Le KMF/CNOE décide de se retirer de la CNOSC** pour, déclare-t-il, se consacrer à nouveau à ses fonctions de base qui sont le suivi des élections et l'éducation de la population, une mission qui lui est reconnue depuis de nombreuses années. L'organisation affirme que son retrait ne doit en aucun cas constituer un obstacle à la bonne marche de la médiation que cherche à promouvoir la CNOSC. Pour *La Vérité*, *« Sans qu'il soit besoin de lire entre les lignes, force est de constater que le KMF/CNOE admet la légitimité et la légalité du scrutin référendaire. [...] Car nul n'ira prodiguer une « observation impartiale » d'une élection qu'il renie. De surcroît, le KMF/CNOE vient là d'infliger une claque cinglante à la CNOSC qui, elle, ne jure que par une unique devise : « médiation d'abord, élection après ! »*. Le quotidien fait le lien entre cette décision et les remontrances qui lui ont été adressées par la CENI dans l'affaire des bulletins uniques pré-cochés « *Oui* » distribués à la population de Moramanga. La CENI n'avait pas apprécié d'être interpellée par le CNOE.

**9 novembre : conflit ouvert entre la CENI et le KMF/CNOE au sujet de la révélation de tentatives de fraude électorale. Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès et leader (dissident) du Tim, justifie sa position et condamne l'intransigeance des 3 mouvances.**

**Le président de la CENI affirme que la prétendue fraude électorale découverte à Moramanga n'est que fiction.** Elle a présenté à la presse le démenti des responsables locaux de la commission électorale et du chef de la Zone administrative pédagogique. Me Yves Herinirina Rakotomanana maintient que le KMF/CNOE a divulgué avant investigation, le contenu d'un dossier susceptible de troubler l'ordre public. Il accuse, sans le dire expressément, le KMF/CNOE d'être fauteur de trouble et met en doute les capacités et la crédibilité de l'organisation. Le KMF/CNOE a également dénoncé l'existence des bulletins de vote comportant une empreinte digitale à l'encre bleue sur la case « *Oui* ». Pour *Madonline*, *« La sévérité de la CENI contre le KMF/CNOE contraste avec le laxisme de cet organe sur la campagne référendaire menée par les membres du gouvernement de la HAT. Le chef de l'autorité se lance aussi dans la « propagande » de manière plus explicite, promettant monts et merveilles aux malgaches mais demande aux citoyens d'apporter leur part de brique en allant voter le 17 novembre de 2010 »*. Selon *La Gazette*, le Groupement d'actions sociales et de suivi électoral (GASSE), une entité créée à la suite du soulèvement populaire en 1991 pour assurer l'observation des élections futures, suspecte certaines organisations de la société civile hostiles au régime d'être parvenues à infiltrer le KFF/CNOE, qui serait dès lors indirectement impliqué dans cette affaire visant à discréditer le processus électoral.

**Raharinaivo Andrianantoandro : « L'amnistie reste un sujet politique délicat ».** Le président du Congrès de la Transition et dirigeant (dissident) du Tim déclare : *« Pour l'instant, il n'est pas clair si la question de l'amnistie doit être discutée par ce Parlement de la Transition ou plutôt par celui de la IVe République. Quoi qu'il en soit, jusqu'ici, nous n'avons reçu aucun projet de loi dans ce sens. Mais s'il y a un projet ou une proposition sur le sujet, nous l'examinerons. [...] L'amnistie est un sujet politique délicat. À mon avis, le flou persiste même sur les critères d'octroi de cette mesure. On ne sait même pas si la Commission Nationale pour la Réconciliation (CNR) existe encore pour élaborer le texte. Même la Conférence nationale n'est pas allée à fond sur le sujet. [...] Certains membres du Congrès ont émis le souhait d'interpeller le gouvernement sur le sujet de l'amnistie. Nous avons transmis leurs desiderata à l'exécutif »*. Le président du CT ne serait pas opposé à un report de la date des municipales pour permettre aux candidats concernés de bénéficier d'une amnistie préalable.

**« L'intransigeance mène à l'impasse ».** A la question de *L'Express* *« N'avez-vous pas l'impression d'avoir été nommé à votre poste actuel pour donner un semblant d'image »*

**d'inclusivité ?** », Raharinaivo Andrianantoandro répond : « *J'ai personnellement décidé d'intégrer le système parce que j'ai constaté que l'intransigeance mène à l'impasse. Il y a eu trop de morts et l'économie du pays est à genoux. Si entrer dans le processus est le prix à payer pour sortir le pays de la crise, alors, je me dis : pourquoi pas ? Loin de moi l'idée d'avoir intégré le système pour échapper à la prison ou à des poursuites judiciaires. Par ailleurs, ici, je suis bien placé pour inviter les uns et les autres à trouver une entente, à dialoguer et à négocier. [...] Pour qu'il y ait dialogue, il faut que chaque partie fasse preuve de bonne volonté, de bonne foi et prouve son patriotisme. Il ne faut pas imposer des conditions draconiennes, presque irréalistes. Exiger le retour de Didier Ratsiraka ou de Marc Ravalomanana comme conditions d'adhésion au processus n'est rien de plus qu'un refus sec des négociations. Néanmoins, je continue de convaincre les trois mouvances d'adhérer au processus. Lors de ma rencontre avec le sous-secrétaire d'État américain chargé de l'Afrique, Karl Wycoff, celui-ci m'a d'ailleurs semblé souhaiter que le processus actuel soit plus élargi et plus inclusif. [...] Karl Wycoff a reconnu que mon entrée dans ce système revêt une part d'inclusivité, mais pas à 100%. D'où la nécessité d'une plus large adhésion* ».

**Enseignement supérieur : début d'affrontements à l'université d'Antananarivo entre étudiants partisans de la grève du Secs et ceux qui s'y opposent.** Le président de la direction collégiale du Seces, réagit face à cette situation « *Nous sommes très déçus de cet acte de déstabilisation. On nous demande de retourner à la table de négociation, alors qu'on nous envoie des mercenaires* ». Des contacts sont en cours entre le Secs et le ministère mais le mouvement se poursuit dans les 6 universités de la Grande Ile.

**La CNOSC entend relancer prochainement ses initiatives en vue de la reprise des négociations.** Après l'échec des pourparlers de Vontovorona et une longue période de mutisme, la CNOSC entend reprendre ses consultations avec l'ensemble des courants politiques. Lalao Randriamampionona reste optimiste quant à l'aboutissement de la démarche : « *Nous sommes confiants que les protagonistes retourneront à la table des négociations* », affirme-t-elle. Elle ajoute : « *tout le monde a intérêt à ce que l'on retourne aux négociations* ». Une détermination qui ne manquera pas de se heurter une nouvelle fois à l'intransigeance du pouvoir ouvertement engagé désormais dans une campagne pour les présidentielles.

**Victoire du « Non » au référendum : prolongement de la Transition ?** Le Ministre des Mines et des Hydrocarbures, Mamy Ratovomalala, se garde de donner une quelconque consigne de vote au référendum mais il met en garde : la transition se poursuivra, au cas où le « Non » l'emporterait.

**10 novembre : le régime réduit les opposants au silence. La possible candidature d'Andry Rajoelina à la présidentielle n'est plus un sujet tabou. L'Association des Maires de Madagascar renforce son opposition. Des Ong déclinent la proposition de supervision des élections.**

**Les manifestations politiques interdites jusqu'au 17 novembre.** Le régime semble vouloir réduire les opposants au silence en cette période électorale. Il a décidé d'interdire toute manifestation politique n'ayant aucun lien avec la campagne référendaire. Les réunions publiques programmées par les 3 mouvances et l'ancien Premier ministre Monja Roindefo au stade Malacam à Antanimena, respectivement les 10 et 12 novembre ainsi que le 13 novembre, sont les premières ciblées. Le préfet de police de la capitale a confié que l'Organe mixte de conception (OMC) dirigé par le Premier ministre a tenu une réunion qui a débouché sur la décision de renforcer la sécurité et de préserver la sérénité à l'approche du scrutin. Seules sont autorisées les réunions publiques organisées par les partis, associations et groupements légalement constitués en comités de soutien, préalablement habilités à faire campagne pour le « Oui » ou pour le « Non ». Dans le camp des 3 mouvances, Fetison Rakoto Andrianirina s'est montré surpris de la décision du préfet de police, un accord ayant été donné précédemment par la commune pour la tenue de meetings dans ce stade 2 fois par semaine. La presse redoute que les manifestants maintiennent leurs rassemblements et se retrouvent face aux forces de l'ordre.

Commentaire de *La Gazette* : « *Les régimes changent dans la capitale mais les mêmes pratiques restent : on ne fait aucun cadeau aux opposants et on ne leur accorde aucune facilité en ce qui concerne les meetings de plein air. Visiblement, le régime ne tient pas à ce que l'opposition draine du monde peu avant le référendum et séduise le public. Pour que le vernis démocratique ne craque pas, on attribue quand même un site de réunion aux opposants, mais à un endroit éloigné pour gêner les éventuels participants, ou dans un lieu étroit pour ne pas donner le spectacle d'un rassemblement de masse. Il en a toujours été ainsi dans la capitale, le préfet de police n'étant rien d'autre qu'un*

*fonctionnaire nommé par le régime et qui exécute ses ordres. Ces pratiques restrictives, associées à l'exclusion des opposants sur les stations officielles, sont le signe avant-coureur d'une autre crise à court ou à moyen terme. Car bâillonnée de diverses manières et ne pouvant exprimer ses vues, l'opposition ne manquera de descendre dans la rue... »*

**La possible candidature d'Andry Rajoelina à la présidentielle n'est plus un sujet tabou.** Des exhortations en ce sens ont été prononcées par des hommes politiques lors des déplacements que le président de la HAT effectue en province dans le cadre de la campagne référendaire. *[Le 12 mai 2010, il avait annoncé sa décision de ne pas se présenter aux présidentielles afin de garantir la neutralité de la Transition. C'était sa réponse à l'une des revendications de la communauté internationale. Entre-temps, la « Conférence nationale » des 13 au 18 septembre a fixé l'âge minimum des candidats aux élections à 35 ans. Exactement celui du président de la HAT, qui, pour l'instant, élude la question. Mais les commentateurs pensent qu'Andry Rajoelina ayant confirmé son divorce avec la communauté internationale, plus rien ne peut faire obstacle à la remise en cause de ses engagements].*

**L'Association des Maires de Madagascar (AMM) se réunit en congrès,** pour définir sa stratégie de conduite du mouvement de contestation des dispositions réglementaires qui régissent les candidatures aux communales du 20 décembre. Les 965 maires signataires de la résolution de l'assemblée générale des 13 au 15 octobre sont attendus au rendez-vous. *« Nous allons nous exprimer sur les affaires nationales en tant que dernier rempart de la légalité et de la légitimité existantes. Parmi les différents élus, nous sommes les derniers à toujours exercer nos fonctions. Ne cherchez pas à rétrécir notre liberté d'expression. Par ailleurs, nous sommes des citoyens comme les autres et, à leur instar, il est de notre droit de réfléchir et d'apporter nos points de vue dans la conduite des affaires nationales »,* a déclaré Guy Maxime Ralaiseheno, président de l'AMM et Ravalomananiste. L'Association déclare qu'elle invitera la population, les politiciens, les membres de la société civile ainsi que la communauté internationale à collaborer à la mise en œuvre du projet de sortie de crise qui devrait sortir de son congrès. *La Gazette doute à nouveau de la représentativité de cette association qui n'aurait pas recueilli le nombre de signatures annoncé.*

**Observation des élections : 4 Ong sur 7 qui avaient été agréées par le régime déclinent la proposition.** Il s'agit de Accès Zon'olombelona, du Ffkm, de Justice et Paix et du FTMF (Fikambanan'ny Tanora Mandala ny Fahamarinana). Ce dernier a expliqué qu'il suspecte certains vices de procédures dans l'organisation du référendum. *« Une élection est la base même de la démocratie et de ce fait, elle doit être exempte de toute opacité et doit être acceptée par tous »* a-t-il martelé. Il demande notamment des éclaircissements sur les origines du financement du ce scrutin. Alain Thierry Raharison de Justice et Paix déclare que chacun devrait se rendre compte que c'est le peuple et lui seul qui détient le pouvoir. Il note qu'actuellement beaucoup font une la campagne électorale avant l'heure et que des intimidations ont aussi cours. L'association estime par ailleurs que l'annonce de l'existence de bulletins pré-cochés est une atteinte à l'ordre public. *[Le quotidien Les Nouvelles du 13/11 contredit cette information pour ce qui concerne le Ffkm et Justice et Paix]*

**Amnistie : une proposition de loi émanant de la commission « Réconciliation nationale » du Congrès de la Transition circule au sein de cette institution.** Les membres du bureau permanent se sont réunis afin de décider si la question sera inscrite à l'ordre du jour de la deuxième session, du 19 novembre au 9 décembre. Celle-ci est, en principe, exclusivement consacrée à l'examen de la Loi de Finances 2011. Aucune décision n'a encore été prise.

**Andrianjaka Rajaonah d'Otrikafo : « La réconciliation nationale est une escroquerie envers la population malgache ».** Il affirme que la population n'a pas besoin de se réconcilier. *« Il s'agit à vrai dire d'une réconciliation des politiciens »* dit-il, rappelant que les Malgaches ne se sont pas battus entre eux. *« Ce sont les politiciens qui ont fait la guerre entre eux. Ou du moins ce sont les politiciens qui ont massacré la population ».* Pour l'association, tous ces anciens dirigeants de retour d'exil doivent d'abord retourner en prison avant de bénéficier d'une amnistie : *« Ils doivent d'abord sentir le goût amer de la vie dans une prison avant de circuler librement au pays ».* Andrianjaka Rajaonah affirme que ces anciens dirigeants ont tous commis des crimes contre la nation.

**11 novembre : des échauffourées suite à la valse hésitation des autorités pour interdire le meeting des 3 mouvances. Les organisateurs déferés au parquet. Monja Roindefo renonce à tenir meeting au stade Malacam. Le parti MDM de Pierrrot Rajaonarivelo appelle à voter « Non ».**

**Échauffourées dans plusieurs quartiers de la capitale suite à la décision d'interdire toute manifestation politique jusqu'au référendum.** Après la décision prise par l'Organe mixte de conception (OMC) d'interdire toute manifestation politique n'entrant pas dans le cadre de la campagne référendaire, la tension était montée d'un cran. En effet, si les partisans des 3 mouvances avaient reçu des SMS les invitant à se rendre au stade Malacam, aucun message d'annulation n'avait suivi. Durant la matinée, alors que Lalatiana Ravololomanana était en train de négocier avec le colonel Richard Ravalomanana l'autorisation de tenir malgré tout la manifestation, des attroupements commençaient à se former autour du stade. Parmi les leaders présents sur place, Fetison Rakoto Andrianirina et le pasteur Edouard Tsarame. Des partisans des 3 mouvances ont tenté de pénétrer de force dans le stade, mais ils ont été refoulés par les militaires qui ont fait usage de bombes lacrymogènes pour les disperser. Les manifestants se sont alors répandus dans plusieurs quartiers proches, pourchassés par les forces de l'ordre. Des barrages ont été érigés, des véhicules incendiés. Lors d'un point de presse à l'issue de la journée, le colonel Ravalomanana a laissé entendre que les forces de l'ordre n'hésiteraient pas à l'avenir à tirer contre les pilliers qui seraient tentés de s'attaquer aux commerces. 15 personnes ont été interpellées. Les 3 mouvances ont déclaré que la cause des échauffourées était l'interdiction de tenue de leur meeting et les décisions contradictoires de la mairie (accordant l'usage du stade Malacam) et du préfet de police s'y opposant.

Pour *La Gazette*, « les émeutes ont eu un caractère plus virulent avec l'apport de spécialistes de la guérilla urbaine venus d'on ne sait où ». Le quotidien évoque une tentative de déstabilisation orchestrée à l'approche du référendum, destinée à provoquer son report, et un moyen d'attirer l'attention de la communauté internationale pour qu'elle fasse pression en faveur de la reprise des négociations. L'éditorialiste écrit : « *Mbola tsy lany ny volan'i Dada* » [l'argent de Marc Ravalomanana n'est pas encore tari]. « *La réaction est quasi-unanime de la part des Tananariviens qui ont subi les assauts de gros bras parfaitement organisés qui ont mis à profit l'interdiction du préfet de police d'interdire le meeting des trois mouvances. [...] Ces échauffourées n'ont pas surpris les observateurs. [...] Mais rien ne se serait passé sans la gaffe de certains dirigeants d'interdire l'accès au stade après un premier meeting librement autorisé de l'opposition au même endroit. L'erreur n'exclut cependant pas l'entière responsabilité de Fetison Andrianirina et Lalatiana Ravololomanana* ».

Sobika écrit : « *Loin de nous l'idée de soutenir les exactions commises, mais pourquoi le pouvoir en place peut-il faire la propagande qu'il souhaite sans aucun problème et pas les autres ? [...] Nous estimons que toutes les formations politiques devraient avoir le droit de tenir des réunions publiques en cette période de campagne référendaire, même sans avoir faite acte de soutien à un comité en particulier. Quand les ministres, quand le président de la HAT, battent les provinces pour parler du référendum mais aussi pour faire leur propre campagne, personne ne leur interdit l'accès aux places publiques non ?* »

**Les initiateurs du meeting du stade Malacam déferés au parquet.** La convocation concerne Fetison Andrianirina, Lalatiana Ravololomanana, Emmanuel Rakotovahiny, le pasteur Edouard Tsarame et Zafilahy. Ils se sont présentés spontanément.

**Le meeting que Monja Roindifo devait tenir au stade Malacam le 13 novembre se tiendra dans un autre lieu.** Après avoir pris contact avec la préfecture de police, il a renoncé à occuper le stade convoité. Après avoir refusé le théâtre de verdure d'Analamahitsy, un compromis a pu être trouvé.

**Les médecins fonctionnaires en grève.** La « *journée sans médecins* » est appliquée ce jour dans les hôpitaux publics suite à l'échec des négociations entre leur syndicat et le ministère de la Santé. Le ministre, le général Rajaonarison, estime que ce mouvement de grève est le signe d'un manque de considération envers les malades. Il reproche au syndicat de ne pas avoir déposé de préavis.

**Communes : le délai de dépôt de candidature est rallongé de 5 jours.** Une décision qui semble avoir été prise après avoir fait le constat que peu de dossiers avaient encore été déposés, en liaison probablement avec la fronde des maires en place. Comme certains partis l'avaient réclamé, le gouvernement n'exige plus des candidats la fourniture de l'état « *211 bis* » qui atteste de leur situation vis-à-vis du fisc.

**Le colonel Raymond Andrianjafy de la FIGN a comparu devant le juge d'instruction, avec un autre officier.** Aucune information n'a filtré de leur audition. Après l'interrogatoire, le colonel Andrianjafy a été reconduit sous haute surveillance à la maison de force de Tsiarafy.

**Le Mouvement des Ecclésiastiques (HMF) interpelle la communauté internationale.** Il dénonce « *le mépris des droits de l'Homme et de la liberté d'expression* » qui prévaudrait actuellement, ainsi que la répression dont les ecclésiastes feraient l'objet<sup>2</sup>.

**12 novembre : la mouvance Ravalomanana décapitée par l'incarcération de 3 de ses leaders. Un avertissement adressé aux opposants et notamment à Monja Roindefo. Les maires de l'AMM réclament une « nouvelle transition neutre ».**

**Trois leaders de la mouvance Ravalomanana organisateurs du meeting avorté du stade Malacam placés sous mandat de dépôt.** Suite aux émeutes consécutives à l'interdiction qui leur avait été faite par le préfet de police de tenir meeting au stade Malacam, Fetison Rakoto Andrianirina, Lalatiana Ravalomanana, Zafilahy, Emmanuel Rakotovahiny et le pasteur Tsarahame ont été déférés au parquet. A l'issue de cette présentation, un mandat de dépôt a été signifié aux leaders de la mouvance Ravalomanana Fetison, Zafilahy et Tsarahame. Par contre, Lalatiana Ravalomanana et Emmanuel Rakotovahiny, qui ne sont pas de la mouvance Ravalomanana, ont pu rentrer chez eux. « *18 autres personnes sont également incarcérées dont deux femmes et un mineur* », affirme l'avocate de la défense, Hanitra Razafimanantsoa. Trois chefs d'inculpation pèsent sur les personnalités incarcérées. « *Elles sont accusées de participation à un attroupement sans autorisation, de destruction de biens d'autrui et de refus de dispersion* », a-t-elle indiqué. [Pour mémoire, Fetison Rakoto Andrianirina est le chef de la représentation à Madagascar de la mouvance Marc Ravalomanana, le député Zafilahy est à la tête des parlementaires Tim restés fidèles à l'ancien président et le pasteur Édouard Tsarahame est l'un des membres de la mouvance Zafy Albert les plus actifs lors des meetings des trois mouvances].

Pour *Sobika*, la HAT porte ainsi un coup sérieux aux pro-Ravalomanana tout en donnant un signal fort aux opposants, Monja Roindefo en tête, qui prévoit un meeting dans la capitale. On se demande maintenant qui, au sein de cette mouvance, aura le charisme pour reprendre la tête du mouvement. Ces arrestations peuvent-elles conduire aussi à une solidarité accrue de l'opposition ? Rien n'est moins sûr, estime *Sobika*. Pour les opposants, c'est avant tout un concurrent en moins et des voix à récupérer. Reste à savoir quelle sera la durée de détention de ces leaders. Leur procès est prévu pour le 23 novembre, une semaine après le référendum. Le temps sans doute de calmer leurs ardeurs, puis de les faire sortir contre une promesse de non-agression comme ce fut le cas avec Raharinaivo Randrianantoandro du Tim. Une stratégie qui avait rétabli momentanément le calme.

**Monja Roindefo : « Toute manifestation revêt un caractère politique ».** Réagissant à l'interdiction de toute manifestation politique jusqu'à la date du référendum, il déclare : « *C'est une forme de dictature. A mon avis, les raisons avancées pour justifier la prise de cette mesure ne sont pas convaincantes. Dans un tel contexte, toute manifestation est politique. Qui pourrait affirmer que le référendum n'est pas politique ?* ». L'ex-Premier ministre maintient son projet de meeting sur le site négocié avec la préfecture de police.

**Campagne pour le « Non » : l'association ZIVA se plaint de n'avoir pas accès aux chaînes nationales RNM et TVM.** Vonjisoa Rafaralahimalala déclare que malgré les demandes faites auprès des autorités, l'association n'a pas encore pu expliquer sa position aux citoyens de toutes les régions de l'île. Motif invoqué : les plages horaires réservées à la campagne électorale sont « saturées ». L'association déplore de ne plus pouvoir exprimer ses positions sur la voie publique, depuis les émeutes du stade Malacam.

**Communauté musulmane : pour le report du référendum.** Trois membres du bureau national du « *Fikambanan'ny Silamo eto Madagasikara* » (FSM) ont adressé un courrier au Premier ministre pour faire remarquer que « *le référendum du 17 novembre coïncide avec le jour de l'Ide El Kebir qui est la fête du sacrifice pour les Musulmans* ». Selon eux, « *c'est faire fi de la religion musulmane* ». « *Est-il imaginable qu'un scrutin puisse se tenir le jour de Pâques ou de Noël ?* », se demandent-ils. Ils prient les Chrétiens de soutenir leur cause afin de demander le report du référendum. Ils appellent les Musulmans à s'opposer à ce qu'ils considèrent comme un « *blasphème* » à l'endroit de leur religion. « *Les 3 millions de Musulmans à Madagascar se sentent exclus* », déplorent-ils. Ils pensent que « *durant ces 50 ans d'indépendance et à l'exception de l'Amiral Didier Ratsiraka, aucun chef d'Etat ou président de la République n'a daigné prendre en considération la religion musulmane* ».

<sup>2</sup> Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/93/04/448497/58907655.pdf>

**Les maires réclament une « nouvelle transition ».** « Nous avons décidé de mettre en place une transition impartiale. Nous allons désigner nous-mêmes le président de la Transition neutre », a déclaré Guy Maxime Ralaiseheno, président de l'Association des Maires de Madagascar (AMM), à l'issue du congrès de l'association. « Nous n'attendons que le soutien de la communauté internationale », a-t-il ajouté. Il confirme son opposition à l'organisation du référendum et des communales. D'après le décompte effectué par le président de l'AMM, près de 300 maires auraient assisté au congrès national. « Toutes les régions ont été représentées », s'est-il réjoui.

**Le ministre Hajo Andrianainarivelo, ministre de l'Aménagement du Territoire, s'exprime sur la bonne gouvernance et la dépendance budgétaire externe.** Il déclare notamment au quotidien *Les Nouvelles* : « Il y a évidemment quelques lobbies et esprits nostalgiques des dérives de gouvernance et de confusion de l'utilisation des aides internationales qui ont valu à Madagascar la suspension de son éligibilité au FMI en 2008. Ces nostalgiques voudraient, à Madagascar comme ailleurs, que le fonctionnement de la gouvernance d'un Etat souverain dépende et soit financé par les contribuables étrangers. En ce qui nous concerne, nous avons voulu et su montrer que la bonne gouvernance passe par la capacité de l'Etat à assumer et assurer, sans dépendance budgétaire externe, le bon fonctionnement de l'appareil d'Etat et de la sphère publique : salaires des fonctionnaires, dépenses générales de l'Etat et des collectivités... Cette bonne gouvernance correspond d'ailleurs aux critères d'éligibilité du FMI. A l'instar des principes de cet organisme multilatéral, nous pensons que, ce qu'il convient d'appeler les aides au développement, ne doivent pas servir à financer les dépenses de fonctionnement de l'Etat comme il est malheureusement le cas dans certains pays d'Afrique y compris Madagascar avant 2009. Ces contributions internationales doivent avoir vocation à financer les grands investissements et projets structurants du développement. Lorsque les aides prévues sont bloquées par tous ces lobbies et esprits nostalgiques, ce ne sont pas les gouvernants de Madagascar que l'on sanctionne mais le peuple malgache et les projets de développement que la communauté internationale prétend soutenir. On peut, dès lors, se demander pourquoi la suspension des aides est maintenue alors que tous les critères d'autonomie budgétaire, en termes de fonctionnement de l'Etat, de bonne gouvernance et de stabilité monétaire sont remplis. Je n'oserai pas dire justement que nous avons peut-être été trop bons élèves, que nous avons démystifié la dépendance budgétaire si souvent brandie comme une menace de paralysie de l'appareil d'Etat et que nous avons aussi été suffisamment probants dans le maintien de notre monnaie, malgré les insinuations d'effondrement annoncé de celle-ci... »

**13 novembre : Monja Roindefo revêt les habits d'opposant en chef. Pierrot Rajaonarivelo franchit le Rubicon et prône le « Non » au référendum. La mouvance Ravalomanana lance un appel « urgent et solennel » à la communauté internationale, alors que celle-ci est à nouveau fustigée par Andry Rajoelina.**

**Interdiction des meetings politiques : Monja Roindefo n'en a cure.** En application des consignes du ministère de l'Intérieur, la commune d'Antananarivo a fait savoir que toute réunion publique politique en dehors de la campagne référendaire est désormais interdite. Cette mesure annule ainsi toutes les autorisations d'utilisation des infrastructures de la capitale accordées avant cette décision ministérielle, y compris l'accord qui avait été négocié pour la tenue du meeting de Monja Roindefo à Ankorondrano (à défaut du stade Malacam). Le service communication de l'ancien Premier ministre a réaffirmé qu'il tiendra meeting en dépit de ce rappel à l'ordre. Pour *Sobika*, Monja Roindefo veut profiter de l'incarcération des ténors de la mouvance Ravalomanana pour « revêtir la toge d'opposant en chef. [...] Longtemps pris de haut dans la capitale, Monja grignote lentement mais sûrement des voix aux 3 mouvances. Mais pourra-t-il leur faire le grand écart ? La mouvance Madagascar [les 3 mouvances] n'oublie pas que c'est M. Roindefo qui a conduit les manifestants au palais d'Ambohitsorohitra avec les conséquences qu'on connaît ».

**On apprenait en soirée que l'ex-PM avait renoncé à présider le meeting** et que Gabriel Rabearimanana avait pris la parole à sa place. Les manifestants des 3 mouvances réunis au Magro ont débuté leur rassemblement par un culte avant de tenter une sortie en ville, qui a été rapidement contrée par les forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes. La jonction redoutée par le pouvoir entre les manifestants du Magro et les pro-Roindefo ne s'est pas produite.

**Climat de tension à l'approche du référendum : Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès et dirigeant Tim tire la sonnette d'alarme.** Il se dit préoccupé par les risques d'escalade de la violence, suite aux émeutes qui viennent de se produire dans la capitale. La détermination de

Monja Roindefo fait craindre une radicalisation. « *Est-ce que tout cela veut dire qu'il n'y aura plus de discussions ? [...] Est-ce qu'on va encore poursuivre les scènes de destruction et d'incendie des biens des gens ?[...] Il est nécessaire d'œuvrer pour la paix et non pour la violence* », lance-t-il, tout en promettant de rendre visite à Fetison Andrianirina, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana, à Stanislas Zafilahy Rakotomandimby et au pasteur Edouard Tsarahame, placés en détention préventive à Ambatolampy.

**La mouvance Ravalomanana lance un appel « urgent et solennel » à la communauté internationale** afin que toutes initiatives soient prises pour obtenir la libération sans délai ni condition de ses leaders incarcérés. Elle revendique l'accélération du processus de dialogue réactivé par la CNOSC en vue de l'instauration d'une transition réellement neutre. Mamy Rakotoarivelo [*« co-président » de la Transition selon les Accords de Maputo*], fustige la Transition : « *la Transition foule aux pieds la démocratie, la liberté d'expression en particulier* ». Et de rappeler l'histoire aux tenants du pouvoir actuel revendiquant les droits de l'homme, dont la libre expression.

Suite à la mise sous mandat de dépôt de son chef de délégation et par la voix de son porte-parole, Guy Rivo Randrianarisoa, la mouvance Ravalomanana estime qu'il s'agit d'une volonté de « *décapiter la mouvance* ». Parmi les raisons avancées pour étayer cette affirmation figure le fait que ces arrestations frappent de manière sélective son courant, déjà fragilisé par la condamnation de son chef de file à une peine de travaux forcés à perpétuité, le 23 juin.

Le groupement politique UDM a fait le tour des chancelleries pour déposer un dossier accusant la HAT d'utiliser les forces armées pour intimider la population et imposer la tenue du référendum ; il réclame l'intervention de la communauté internationale pour faire libérer Fetison Andrianirina et consorts.

**Pierrot Rajaonarivelo : « Présidentielle après le référendum ».** Le Mouvement pour la Démocratie à Madagascar (MDM) revient à la charge. Deux mois après la « *Conférence nationale* » d'Ivato, il continue à réclamer l'organisation des élections présidentielles après le référendum. Les autres échéances électorales s'effectueraient sous la IV<sup>ème</sup> République. Il dénonce une période de transition « *prorogée démesurément* » et prône de voter « *Non* » au référendum, à défaut d'avoir pu obtenir le report du scrutin pour permettre un réel débat sur le texte. Pour *La Gazette*, en prônant le « *Non* », Pierrot Rajaonarivelo a franchi - tardivement- le Rubicon. « *C'est la rupture entre Andry Rajoelina et Pierrot Rajaonarivelo, après 20 mois d'entente cordiale qui ont démarré le jour du retour d'exil de l'ex-vice-Premier ministre. Pendant 20 mois, en effet, comme pour rendre hommage à celui qui a permis son retour au pays, Pierrot Rajaonarivelo s'est interdit de critiquer ou de contester Andry Rajoelina. [...] Selon toute vraisemblance, le véritable motif de ce divorce repose sur la question de l'amnistie. Pierrot Rajaonarivelo a, en effet, été condamné en 2003, à 5 ans de prison ferme pour usurpation de fonction et concussion, puis, en 2006, à 15 ans de travaux forcés pour détournements de fonds. La justice de Marc Ravalomanana avait chargé ainsi l'ex-vice-Premier ministre afin de l'écartier de l'élection présidentielle. Il reste que ces condamnations privent Pierrot Rajaonarivelo de ses droits civiques et le rendent inéligible au scrutin présidentiel. Andry Rajoelina aurait pu le blanchir au moyen d'une mesure administrative, mais il a temporisé avant de passer la « patate chaude » au Parlement* ».

**Andry Rajoelina fustige la communauté internationale.** A l'occasion de son déplacement à Fénérive Est pour la campagne référendaire, il déclare : « *C'est vraiment désolant de savoir que la communauté internationale a décidé d'aider financièrement, avec une importante somme de 8 millions de dollars, le Zimbabwe de Robert Mugabe dans la préparation de l'élection référendaire. Pourtant pour Madagascar, la préparation du référendum a été entièrement pris en charge par l'État malagasy et ce, sans aucune aide extérieure* ». Cette déclaration coïncide avec la démarche que le président de la CENI vient de faire part auprès de la communauté internationale représentée dans la capitale, pour présenter l'état d'avancement des préparatifs de ce scrutin, dans l'espoir sans doute qu'elle mette la main à la poche. Une démarche restée infructueuse. La venue d'observateurs en provenance des pays membres de l'ACP n'a pas été confirmée. Pour *Tribune*, « *ce que le président de la HAT n'a pas compris c'est que le président Mugabe a accepté de gouverner son pays avec un Premier ministre issu de l'opposition et un gouvernement d'union nationale ; un processus et une méthodologie ou une démarche qui répondent aux recommandations et aux normes admises internationalement* ».

**Andry Rajoelina à Toamasina : journée chômée et payée, les établissements scolaires mobilisés.** *Le Courrier* s'indigne de telles pratiques qui constituent, selon lui, une infraction caractérisée au code électoral : « *On ne peut pas au nom d'un meeting de sensibilisation, mobiliser*

*les moyens de la fonction publique, les deniers publics et faire valider une non-continuation des services publics* ». La tournée électorale du président de la Transition se poursuit sans susciter la moindre réaction des instances chargées de superviser le déroulement de la campagne, déplorent les médias d'opposition.

**Crise alimentaire et référendum.** Interrogé sur les motifs qui pourraient conduire au report du référendum, maître Willy Razafinjato, alias Olala, avocat du parti fédéraliste, a déclaré qu'une situation d'urgence telle que la crise alimentaire qui sévit actuellement pourrait justifier une telle décision.

**Fondation Friedrich Ebert : le projet de Constitution annoté et commenté.** La Fondation a fait appel à de jeunes experts pour éclairer la compréhension du texte soumis au référendum, en prenant en compte la longue expertise du Kmf/Cnoe en matière d'éducation des citoyens. Mais la diffusion de ces travaux intervient à quelques jours seulement du scrutin...

**14 & 15 novembre : la campagne référendaire s'achève par une nouvelle débauche de promesses de réalisations. La Grande muette au cœur de la bataille politique, malgré elle. Tensions dans la capitale.**

**La campagne du « Oui » a pris fin dans un stade de la capitale en présence d'une foule importante et dans une ambiance de fête,** à peine perturbée par des alertes à l'intrusion de perturbateurs armés. Les directeurs de campagne ont misé sur le spectaculaire pour boucler leur tour de Madagascar en faveur de la nouvelle Constitution. La campagne du « Oui », commencée le 2 octobre, a duré un peu moins de deux semaines.

De son côté, Andry Rajoelina a bouclé son tour de la Grande Ile par le sud du pays, fief de Monja Roindefo, octroyant sur son passage un centre anticancéreux dont les soins seraient gratuits, des hôpitaux aux normes internationales, une piscine olympique, des stades et des pistes d'athlétisme en tartan, des logements sociaux, l'adduction d'eau dans toutes les régions du sud et l'extension du « *Tsena mora* ». Tous ces travaux doivent démarrer dans les prochaines semaines. 10 camions comprenant 600 tonnes de vivres et de médicaments vont être distribués dans certains villages touchés par cette famine.

**« Ceux qui militent pour le boycottage sont des inconscients »,** accuse Augustin Andriamananoro, directeur de campagne pour le « Oui », qui espère dépasser les 40% de participation et un score de plus de 65% en faveur du « Oui. » Parlant d'un « *rendez-vous avec l'histoire* », il met en avant une nouvelle Constitution qui « *va corriger les erreurs du passé par rapport aux abus du pouvoir* », et instaurer « *un pacte social entre gouvernants et gouvernés* ».

**Meeting avorté de Monja Roindefo après une partie de cache-cache avec les autorités.** Seule une centaine de personnes ont fait le déplacement. Elles sont rentrées bredouilles après avoir assisté à l'installation de l'estrade et de la sonorisation. Ni Monja Roindefo, ni les artistes promis pour animer la manifestation n'étaient présents. Une partie de cache-cache s'est jouée entre l'ancien Premier ministre et les autorités, provoquant le fiasco de la rencontre. En effet, alors qu'à la veille du meeting, les protagonistes campaient sur leurs positions (maintien du meeting interdit à Ankorondrano), le matin même de la manifestation le préfet de police a accordé aux organisateurs un terrain vague à Andohatapenaka, proposition acceptée par Monja Roindefo. Le délai étant trop court, le meeting n'a pas eu lieu et Monja Roindefo n'a pas fait le déplacement. Dans une conférence de presse tenue peu après, il s'est justifié en dénonçant « *les multiples blocages administratifs, les menaces envers les artistes programmés et les prestataires techniques* ». Il a dénoncé les dénigrement permanents dont il fait l'objet, affirme-t-il, de la part de journalistes de la station radio Viva appartenant à Andry Rajoelina, qu'il a qualifié de « *Radio des Mille Collines* » en se référant au Rwanda.

**Les forces de l'ordre ont maté la manifestation des 3 mouvances.** Contrairement aux appréhensions des commerçants et en dépit des quelques grenades lacrymogènes, la situation a été vite maîtrisée par les forces de l'ordre. Trois personnes interpellées, trois voitures vandalisées et une femme blessée par balle, c'est le bilan des échauffourées survenues aux alentours du Magro de Behoririka et de Soarano.

**Tour à tour, Marc Ravalomanana et Monja Roindefo interpellent l'armée à se positionner à la veille du référendum. La Grande muette au cœur de la bataille politique, malgré elle,** écrit

*L'Express*. « Je lance un appel aux Forces armées, en tant que derniers remparts, pour qu'elles prennent leurs responsabilités afin de protéger la population, victime de la crise issue d'un coup d'État irréflecti », a lancé Marc Ravalomanana dans un message vidéo posté sur YouTube. Il invite l'armée à « rétablir l'Etat de droit et les droits de l'homme ». L'ancien chef de l'État exhorte les militaires, les maires et chefs de Fokontany à rejeter le référendum constitutionnel du 17 novembre et les communales du 20 décembre. La veille, l'ancien Premier ministre Monja Roindefo a été le premier, après son meeting avorté, à interpeller les hommes en treillis. Il les a exhortés à « sauvegarder la solidarité des Forces armées » et à se prononcer pour le « vrai changement », « Au cas où vous ne vous leveriez pas tous, ceux qui le feront, auront raison », a-t-il prévenu. *La Gazette* rapporte que Tabera Randriamanantsoa, leader pro-Zafy, a déclaré de son côté sur une radio privée : « Vous autres militaires, vous êtes partie intégrante du peuple malgache. Qu'est-ce que vous faites dans la conjoncture actuelle ? Prenez vos responsabilités au lieu de vous contenter de réprimer les manifestations... ».

Le général Noël Rakotonandrasana, ancien ministre des Forces armées de la HAT affirme : « C'est le droit de tous de s'exprimer et tout cela reprend ce que j'ai toujours dit. C'est le résultat d'une absence de dialogue et d'une incapacité d'écouter. Ce qui pourrait conduire finalement à des débordements. Il faut vite restaurer ce dialogue », analyse-t-il. Les responsables des Forces armées restent sereins malgré ces appels du pied. « La situation n'est pas alarmante, mais cela ne nous empêche pas de suivre son évolution », a déclaré Lucien André Rakotoarimasy, ministre des Forces armées. Toutefois, le colonel Richard Ravalomanana a confié l'existence d'une entreprise visant à rallier les Forces armées. « Des hommes politiques ont tenté de distribuer de l'argent à des éléments de la Grande muette, mais cela a échoué », a-t-il dévoilé. D'autres faits laissent également entrevoir une certaine tension, comme le renforcement de la garde rapprochée d'Andry Rajoelina.

Analyse de *La Gazette* : « du côté de l'opposition, on sent que le contexte est favorable à une éventuelle « entrée en lice » de l'armée et on pousse les militaires à l'action. La conjonction de trois facteurs pourrait, en effet, inciter l'armée à sortir de sa réserve. D'abord la vigoureuse répression des manifs de rue, ensuite la proximité d'une consultation populaire très controversée, enfin l'arrestation d'opposants et les diverses atteintes à la démocratie et aux libertés. Malgré les déclarations rassurantes du ministre, l'unité de l'armée n'est que de pure façade. [...] Elle ne vit pas en vase clos et est réceptive à tous les événements qui se déroulent hors des casernes. [...] Un mouvement populaire ne se suffit plus à lui-même car pour abattre un régime, il lui faut le concours de factions militaires », comme en 2009 avec l'appui décisif des militaires du Capsat au mouvement de rue d'Andry Rajoelina. « Bref, dans l'opposition, on crée l'effervescence dans les rues, on provoque une intervention vigoureuse des forces de l'ordre puis on crie à la répression féroce et à l'absence de démocratie et de liberté. On invite ainsi l'armée ou ses factions à franchir le Rubicon... Depuis le début de la crise d'ailleurs, on a constaté la prolifération des « coups d'Etat », complots, mutineries ou rébellions initiés par des officiers (voire des sous-officiers) de l'armée. Preuve que la Grande Muette a des états d'âme politiques et peut être accessible aux sollicitations émanant des partis ».

**Conférence épiscopale de Madagascar : des résolutions assez vagues évoquent les maux dont souffre la société malgache.** Ainsi, l'assemblée dénonce « ce qui prévaut actuellement : l'égoïsme à travers l'amour démesuré de l'argent, le non-respect de l'environnement, sans oublier les vols, la corruption, les violences, le non respect des droits des petits et des démunis ». La Conférence appelle l'État à s'occuper avant tout des démunis avec justice, « l'unique fondement d'une vraie paix sociale. [...] La paix n'est pas simplement une absence de guerre, elle ne se réduit pas à l'établissement d'un équilibre entre forces adverses, elle est le fruit de la justice » Elle indique aussi que toute élection est une occasion pour le citoyen de montrer son civisme. « Rappelons-nous que nos choix auront des conséquences durables ».

**Justice et Paix : agir en conscience.** Concernant les récents débordements autour du stade Malacamp, *Madaplus* note que l'association catholique regrette que des citoyens se laissent manipuler pour de l'argent. « Comment peut-on en arriver à cette extrémité ? », a déploré le Père Alain Thierry Raharison, qui se dit troublé par la concomitance de mouvements revendicatifs (enseignants-chercheurs, médecins fonctionnaires, agitations chez les militaires...). De telles mobilisations sociales comportent nécessairement, selon lui, une source de financement. Aussi, Alain Thierry Raharison en appelle à la conscience de chacun. Il invite chaque citoyen à agir selon ses convictions, en conscience, et non pour de l'argent. Il invite ses compatriotes à se défier de toutes manipulations susceptibles de nuire au rapprochement entre malgaches.

**16 novembre : le scrutin référendaire boudé par les observateurs étrangers. Roland Ratsiraka dénonce les pratiques politiciennes des dirigeants de la Transition, malgré son titre de vice-président du CST. Albert Zafy en appelle à son tour à l'armée.**

**Le scrutin référendaire boudé par les observateurs ?** La CENI a enregistré la participation du Kmf/Cnoe, du « *Malagasy miray tanindrazana mandroso* » (MMTM) et l'AMICI, une organisation malgache-italienne. Justice et Paix ou encore le Ffkm ne se sont pas manifestés. Les partisans du « *Non* » avouent ne pas pouvoir disposer de délégués dans tous les bureaux de vote. Les annonces de participation d'observateurs étrangers ne se sont pas concrétisées, à l'exception d'une délégation de la CENI du Niger, du Sénégal et une délégation de parlementaires français venus à titre privé. L'UA, l'UE, l'OIF se sont abstenus. On signale toutefois la présence de parlementaires européens. Pour *La Gazette*, « *Ce silence éloquent de la communauté internationale équivaut, en tout cas, à un soutien tacite, implicite, des forces politiques qui ne cessent de perturber le processus électoral, particulièrement le référendum. Pire, elle serait favorable à cet appel à l'armée de prendre le pouvoir, lancé conjointement par Marc Ravalomanana et Monja Roindefo. [...] Que le monde dit civilisé et, de surcroît, donneur de leçons en matière de démocratie, n'oublie pas qu'Antananarivo n'est pas Madagascar, car le calme règne ailleurs en province. Un calme qui, il faut l'avouer, désespère des activistes des « trois mouvances »* ».

**Nouvelles interrogations sur la baisse inexplicable du nombre d'inscrits sur les listes électorales.** Ainsi, dans la capitale, quelques 150.000 électeurs ont disparu de la liste. Lors de l'élection communale de 2007, Antananarivo comptait un peu plus de 620.000 électeurs. Dans la région Diana 27.072 électeurs n'y figurent plus. Le nombre d'électeurs passe de 260.000 en 2007 à 226.496. Certains quotidiens se demandent si cette baisse ne dissimule pas une manœuvre visant à rehausser le taux de participation au référendum, seule inconnue du scrutin. Des partisans de l'opposition affirment que ceux qui ne sont pas sûrs de voter en faveur de la HAT ont été sciemment rayés de la liste.

**Bilan de L'Express sur la campagne référendaire :** « *45 jours de campagne référendaire marqués par l'inégalité flagrante des ressources déployées par les partisans des différentes tendances* ». Me Hery Rakotomanana, président de la CENI, est d'accord avec ce constat : « *Cela pourrait être vrai, mais nous ne pouvons pas sortir du code électoral* », explique-t-il, faisant référence à l'absence de réglementation sur le financement des partis et des campagnes électorales. Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès et dirigeant du Tim, concède un manque d'enthousiasme des électeurs durant la campagne. Pour nombre d'électeurs, cependant, le référendum offre l'espoir de voir le bout du tunnel de la crise politique, quel que soit le contenu du texte soumis à leur approbation et qui n'a donné lieu à aucun débat.

**Albert Zafy sollicite à son tour l'armée.** Après Marc Ravalomanana et Monja Roindefo, c'est au tour de l'ancien président d'inviter les Forces armées à prendre leurs responsabilités. L'ancien chef de l'État lance en même temps un clin d'œil à la Justice et à la population pour faire face au « *danger que court la Nation* ».

**Roland Ratsiraka, malgré son titre de vice-président du CST, dénonce les pratiques politiciennes auxquelles des dirigeants de la Transition se livrent.** Lors de meetings tenus sur la côte Est, il a semblé vouloir balayer les traces d'Andry Rajoelina qui avait rencontré les populations quelques jours auparavant. « *Nous n'avons pas ordonné la fermeture des écoles quand nous tenons un meeting. Nous n'avons pas, non plus, fait monter beaucoup d'artistes sur le podium* », a-t-il ironisé. Il s'est montré critique vis-à-vis du programme de grands projets annoncé par le président de la Transition, préférant mettre l'accent sur les besoins immédiats de la population qui ne sont pas satisfaits.

**Raymond Ranjeva est rentré à Madagascar après avoir assisté à la réunion du Conseil pontifical « Justice et Paix » au Vatican.** A ce titre, il a été reçu en audience par Benoît XVI mais rien n'a filtré de ces conversations. Lors de son précédent voyage en Europe, révèle *Le Courrier*, il a eu des contacts avec des personnalités politiques de haut rang à Paris, en particulier l'ex-premier ministre Alain Juppé, Michel Rocard, Henri Guaino ou encore Michèle Alliot-Marie. Pour la seconde fois, Raymond Ranjeva a eu des entretiens avec Didier Ratsiraka. A son retour il déclare notamment : « *Ce qui arrive aujourd'hui [arrestations des leaders des trois mouvances, interdiction de manifestations, bref le climat politique] est une atteinte flagrante aux droits constitutionnels, politiques*

et publics ainsi qu'aux droits de l'Homme ». Ces actes sont, d'après cet éminent juriste, « universellement condamnés ». Il affirme que le référendum sera ni plus ni moins qu'un « non-événement », qui n'aura été précédé d'aucun débat.

**Raharinaivo Andrianatoandro autorisé à rendre visite aux 3 leaders de la mouvance Ravalomanana incarcérés.** La Justice a donné son accord, au nom du « *Fihavanana* ».

**Conflits sociaux :** deux journées mortes ont été décrétées par le Seces à l'université d'Antananarivo. Les étudiants se disent très préoccupés par la situation qui compromet la clôture de l'année universitaire et la prochaine rentrée. L'assemblée générale des médecins-chefs des Centres de santé de base (CSB) a décidé d'arrêter tous les travaux dans les structures décentralisées.

**17 & 18 novembre : référendum le matin, tentative de coup d'État l'après-midi. Un collectif de militaires a déclaré avoir suspendu les institutions de la transition. Les auteurs sont, pour la plupart, ceux qui ont porté Andry Rajoelina au pouvoir 20 mois plus tôt. Ils se retrouvent aussi avec des militaires proches des 3 mouvances et de Monja Roindefo. Le référendum s'est déroulé sans incident majeur mais la liste électorale a connu de sérieuses défaillances.**

« **À partir de maintenant, toutes les institutions existantes sont suspendues, et c'est un Comité militaire de Salut qui va gérer les affaires du pays** ». Les auteurs de cette déclaration, lue à la presse en début d'après-midi du 17/11, jour du référendum, à la base aéronavale d'Ivato, proche de l'aéroport international, ne sont autres que le colonel Charles Andrianasoavina, l'ancien co-commandant des FIS et le général Noël Rakotonandrasana, ancien ministre des forces armées de Rajoelina démis de ses fonctions en avril 2010 et qui a ensuite rejoint les « *Raiamandreny Mijoro* » pour l'organisation de la « *Conférence nationale* ». Ils étaient 18 officiers au total, dont certains ont activement participé au coup d'État ayant abouti à la prise de pouvoir par Andry Rajoelina le 17 mars 2009. Soit 20 mois après le putsch ayant entraîné la chute de Marc Ravalomanana. Présents également le général Raelina Jean Heriniaina, ancien chef de la sécurité de Marc Ravalomanana, en cavale depuis deux ans et qui pourrait être l'ordonnateur du massacre devant le palais d'Ambohitsorohitra le 7 février 2009, ainsi que le colonel Assolant Coutiti, connu pour ses exactions lors de la crise politique de 2002, Ratsirikiste, libéré par Andry Rajoelina en mars 2009 de la prison de Tsiarafahy et censé être en résidence surveillée à Antsiranana. Présent aussi le colonel Raberanto Alfred, de la 10ème promotion de l'Académie militaire, que l'on range parmi les pro-Ravalomanana. Dans les minutes qui ont suivi l'annonce, la capitale est restée calme, sachant que les autorités ont verrouillé les médias, et notamment les radios qui n'en ont pas fait l'écho (50 stations ont été fermées il y a quelques semaines).

Mais en fin d'après-midi, l'information commençait à circuler. Vers 18h, des individus ont érigé des barrages et brûlé des pneus aux alentours du camp militaire. Les forces militaires restées fidèles au pouvoir ont réussi à disperser la foule à coups de gaz lacrymogène et de tirs en l'air, avant de démanteler les barrages. La tension a régné toute la nuit suivante à Ivato et ses environs où patrouillaient les forces armées de l'Emmoreg.

À la tombée de la nuit, Andry Rajoelina a fait une déclaration : « *J'ai personnellement reçu des menaces de morts. Des colonels que je connais m'ont expressément dit qu'ils attendraient à ma vie si je ne démissionnais pas. Je ne démissionnerai pas, je n'ai pas peur, j'ai la foi* ». Et le président de la Transition d'apparaître en public, assistant au décompte des voix dans un bureau de vote de la capitale.

S'adressant aux mutins, le Premier ministre Camille Vital a rappelé la tenue des Assises nationales militaires d'avril 2009, soulignant que tous les problèmes qui ont miné les forces armées ont été évoqués lors de ces rencontres et que les résolutions qui en sont sorties devraient faire l'objet de projets de lois qui seront soumis au Parlement.

Des négociations se sont engagées avec les mutins retranchés et le régime pourrait recourir à la force en cas d'échec de ces discussions, a indiqué une source militaire sous couvert d'anonymat. « *C'est moi qui ai mis Andry Rajoelina à sa place et c'est moi qui le délogerai de là* », aurait déclaré au *Courrier* le colonel Charles Andrianasoavina au portail du camp du 1er RFI d'Ivato. L'ancien président Zafy Albert aurait convié ses compatriotes à rallier le Comité militaire du Salut.

**La Gazette écrit :** « *On notera surtout que les officiers qui dirigent la mutinerie sont issus des diverses factions de l'armée proches de l'opposition, notamment les trois mouvances mais aussi la mouvance de Monja Roindefo. Les uns et les autres ont tenu ces derniers mois des conférences de presse et on sait, en gros, quelles sont leurs revendications : règlement rapide de la crise selon une*

formule consensuelle, respect des droits de l'homme (lors des opérations de répression des manifs), liberté de réunion et de rassemblement. [...] Les rumeurs sont plutôt inquiétantes quant à l'existence d'une coalition de plus en plus déterminée entre les trois anciens chefs d'Etat et Monja Roindefo. A tort ou à raison, on pointe surtout du doigt Didier Ratsiraka après une « étrange » coïncidence entre l'annonce de son retour imminent et le reportage de TVPlus, selon lequel l'Amiral reviendra au pays pour apporter la paix sociale, [ainsi que] la présence d'un certain Coutiti qui est un ratsirikiste pur et dur parmi les mutins d'Ivato ».

« **Coup d'éclat ou tentative réelle ?** », titre Sobika. Madagascar attend pas mal de réponses : la réponse au référendum, les résultats, les taux de participation... mais aussi la réponse à la déclaration d'une vingtaine de militaires retranchés à Ivato en un Comité, dont les revendications ne sont pas moins que la prise du pouvoir. L'expectative demeure. Du coup, le référendum est passé au second plan. Est-ce une mutinerie, est-ce un coup d'Etat en gestation ? Le colonel Charles Andrianasoavina, interrogé par France24 disait vouloir prendre le palais présidentiel le lendemain. « *Comment peut-il dévoiler au grand jour ses intentions ou alors il est persuadé d'y arriver ?* », s'interroge l'éditorialiste du site. « *Référendum sous tensions avions-nous écrit il y a 3 jours, mais on ne s'attendait pas à cet épisode-là, bien que des personnalités politiques et des chefs des 3 mouvances aient appelé "l'armée à prendre ses responsabilités". Le message semble avoir été entendu par certains ex-amis d'Andry Rajoelina dont le colonel Charles, celui-là même qui avait déclaré " si j'avais voulu prendre le pouvoir, je l'aurai pris". Il faut croire que cette idée ne lui est pas sortie de la tête, encore moins depuis son éviction des FIS* ».

**Le référendum s'est déroulé sans incident majeur mais la liste électorale a connu de sérieuses défaillances.** Constatant le faible taux de participation et les défaillances de la liste, le pouvoir a pris à 13 heures une ordonnance pour reporter de 16h à 18h00 l'heure de fermeture des bureaux de vote. Il a permis également à des électeurs qui ne figuraient pas dans la liste, de voter. « *Un électeur peut participer s'il présente son ancienne carte électorale, son certificat de résidence ou encore son carnet de fokontany avec sa carte d'identité nationale* », a expliqué le président de la CENI. Les autorités se sont ensuite relayées pour faire passer la mesure auprès de l'opinion. Le ministre de l'Intérieur et le président de la CENI ont expliqué la nouvelle disposition dans les médias publics. Les responsables étatiques ont tenté de motiver la décision. Andry Rajoelina a noté l'« *enthousiasme* » des votants en marge de la séance de dépouillement en fin d'après-midi. Avant lui, Me Hery Rakotomanana a parlé d'« *élan populaire* » et d'« *aspiration des électeurs à aller aux urnes* » pour expliquer la volte-face. Mais les autorités ont également reconnu l'existence des défaillances dans la liste électorale, conduisant à la modification du texte de base du scrutin. Le président de la CENI a indiqué que des électeurs « *n'ont pas pu être inscrits dans la liste* ». À demi-mot, Andry Rajoelina a admis qu'il y avait un « *problème* ». L'ordonnance a été transmise à la CENI, laquelle l'a répercutée par le biais des ondes sur toute l'île, ce qui fait douter certains de l'indépendance réelle de l'institution. C'est l'Etat lui-même qui a peut-être ouvert la porte aux anomalies et aux fraudes, s'interrogent certains observateurs. Les risques de votes multiples s'en sont trouvés accrus.

La journée a été déclarée chômée et payée. Les responsables de Fokontany qui auront été mobilisés ce jour-là recevront l'équivalent de 1 mois et 2 jours de salaires.

**Rappel du devoir de réserve pour Marc Ravalomanana.** Dans une note verbale adressée au gouvernement d'Afrique du Sud, le ministre des Affaires étrangères, Hippolyte Ramarison, réclame pour Marc Ravalomanana l'application du devoir de réserve. Cette demande faite suite à l'appel lancé à l'armée par l'ancien président depuis son exil. En fait, Marc Ravalomanana n'est pas un réfugié politique astreint au devoir de réserve, mais un « *hôte d'honneur* » à qui le gouvernement sud-africain assure la sécurité, les déplacements, le logement, etc. Ce statut privilégié lui a été accordé par Thabo Mbeki en mars 2009, et a probablement été reconduit par l'actuel maître du pays, Jacob Zuma, si on se réfère à la place d'honneur où le président déchu a été installé lors de la cérémonie d'investiture de mai 2009 à Pretoria. Marc Ravalomanana a confirmé peu après qu'il n'a pas le statut d'exilé politique mais celui de citoyen libre. *La Gazette* remarque que le régime de Transition ne sévit pas contre l'ex-Premier ministre Monja Roindefo qui a lancé le même appel à l'armée, alors que celui-ci se trouve au pays. Le Pr. Zafy Albert a également adressé un message semblable et n'est pas inquiété.

**Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas les résultats du référendum.** Et ce quelle qu'en soit l'issue.

**19 novembre : les mutins refusent de plier et affirment vouloir négocier. Appui timide de l'opposition. Le ralliement populaire espéré se fait attendre. La centralisation des résultats du**

**référendum se poursuit. Le taux de participation atteindrait les 50% et le « Oui » l'emporterait assez largement.**

**Tentative de putsch : les mutins refusent de plier mais veulent éviter « tout bain de sang ».** En dépit de leur isolement au sein même de l'armée, les soldats qui ont affirmé avoir « *suspendu les institutions* » veulent aller jusqu'au bout et faire tomber le pouvoir en place. À la question : « *Allez-vous continuer la mutinerie ?* », l'ancien ministre des Forces armées, le général Noël Rakotonandrasana, qui mène la mutinerie, a répondu : « *Bien sûr ! Rien ne va plus à Madagascar, ça ne peut plus continuer* ». Pourtant cela faisait déjà plus de 24h que celui-ci avait déclaré - apparemment sans effet - avoir suspendu « *toutes les institutions* » du pays. « *Pour l'instant nous n'avons pas l'intention de nous battre entre nous* [au sein de l'armée]. *Ça passera par des négociations* », a-t-il encore indiqué. Des discussions ont en effet eu lieu, tout au long de la journée, entre les rebelles et, vraisemblablement, l'armée régulière. Le général Rakotonandrasana a affirmé qu'il voulait « *discuter avec nos gars* [les militaires non mutins] *qui ont voulu empêcher notre action* », assurant que « *d'autres rejoindraient [sa] cause* ».

La multitude d'avertissements et de menaces d'interpellations émanant des responsables militaires de la HAT n'ont donc pas fait vaciller les membres du « *Comité militaire pour le Salut public* ». Au contraire, à entendre leurs propos, l'entêtement des dirigeants n'a fait que creuser le fossé au sein de la Grande muette. Pour preuve, ces différentes déclarations glanées par *Tananews* : « *la division de l'armée est en majeure partie la faute des politiciens. [...] Nous voici réunis aujourd'hui afin de chercher une solution de sortie de crise rapide et durable* », explique le colonel Ravoavahy. « *Auparavant, nous étions séparés suite aux tendances politiques divergentes, mais l'intérêt supérieur de la Nation prime avant tout* », précise le doyen des officiers. « *Ainsi nous avons pris les devants et avons initié ce mouvement pour réconcilier tous les malgaches* », ajoute-t-il. Selon le colonel Toto Vincent, « *l'armée est le dernier rempart de la Nation. Nous ne nous laisserons plus dicter par les politiciens encore moins les dirigeants actuels* ». Relayées par le général Noël Rakotonandrasana, les déclarations se font plus précises : « *Nous avons mis tout en œuvre pour sortir Madagascar de ce gouffre. Certes, une Conférence militaire a été organisée mais elle n'a pas reflété les aspirations de tous.* » Puis de confirmer : « *des négociations sont en cours, les militaires ne vont jamais s'entretuer* ». Le colonel Coutiti Assolant parle de « *vraie réconciliation nationale* ». Terminant la série d'allocutions, le colonel Charles Andrianasoavina crève l'abcès : « *Si Tgv est là où il est actuellement, c'est grâce aux éléments du Capsat. Il était déjà perdu, il s'est terré à l'ambassade de France jusqu'à ce qu'on lui vienne en aide. Mais cette action a entraîné la scission au sein de la Grande muette* ». Zafy Albert affirme « *soutenir l'action des officiers rebelles* », et estime nécessaire la « *démission de l'actuel exécutif* ».

**Aucun assaut n'a été donné, contrairement aux rumeurs qui ont persisté toute la journée, mais la situation pourrait évoluer rapidement.** Des réunions se sont tenues dans les locaux de l'Etat-major général de l'armée avec les principaux responsables des Forces armées et en présence du commandant du RFI d'Ivato. Les uns et les autres chercheraient à résoudre le problème en évitant le recours à la violence à l'encontre du groupe rebelle, un assaut ne pouvant que fragiliser encore plus l'institution militaire, notent les observateurs. Mais le 19 au matin, le gouvernement a appelé la population civile à évacuer les environs du camp militaire : « *Nous demandons aux familles qui habitent dans le camp militaire d'Ivato et aux habitants des environs de quitter momentanément les lieux et de rejoindre un endroit plus sûr* », indique ce message du ministère de la Défense, diffusé notamment par un bandeau déroulant sur les écrans de la télévision publique ».

« **Farce Attaque ?** », titre *Sobika*. « *Madagascar n'est décidément pas un pays comme les autres. Il y a deux jours, des officiers supérieurs, dont le colonel Charles et le général Rakotonandrasana, annonçaient la prise du pouvoir. Une annonce symbolique jusqu'à ce jour puisque depuis cette annonce, rien de nouveau si ce n'est que les militaires en question sont prêts à négocier plutôt que de se battre entre militaires. Que veulent-ils négocier ? De l'argent ? De l'honneur perdu ? Un poste dans la Transition ? Peut-être un peu de tout cela en fin de compte. C'est vraiment une drôle de situation que vit le pays : une tentative de coup d'Etat qui va se finir au bout du compte par des négociations ? [...] Des questions se posent dans l'opinion publique sur la motivation des militaires : « et si toute cette mise en charge c'était pour l'argent ? ». Une option tout à fait plausible ».*

**Les médias Matv, Fréquence Plus et TVPlus ont reçu une lettre de mise en demeure du ministre de la Communication, Félix Malazarivo.** Il lui est reproché d'avoir diffusé la déclaration des officiers mutins et d'avoir incité l'armée à la désobéissance.

**Réactions unanimes des grandes puissances.** La France condamne toute tentative de coup de force militaire, « *qui ne ferait qu'accroître la crise malgache* », a déclaré la porte-parole adjointe du ministère des Affaires étrangères. Paris s'en remet à l'initiative des autorités : « *Les autorités malgaches déclarent contrôler la situation. Il leur appartient de résoudre au mieux cette mutinerie, dans le respect des droits de l'Homme* ». Des proches d'Andry Rajoelina déploieraient la teneur de cette déclaration : de quels droits de l'homme s'agit-il, alors que l'opposition projetait d'éliminer physiquement le président de la HAT ? Celui-ci, d'après *La Gazette*, aurait échappé à un attentat. Un communiqué de l'ambassade américaine déclare : « *Les États-Unis condamnent fermement tout effort destiné à prendre ou maintenir le pouvoir par l'usage de la force* ». A la différence de la position française, la diplomatie américaine suggère que la situation résulte de l'attitude du pouvoir en place, qui s'oppose à la réouverture du dialogue avec toutes les sensibilités politiques.

**L'Association des Maires de Madagascar (AMM) se fait menaçante envers tous les acteurs de la crise politique.** Elle réclame la mise en place d'une transition neutre et a fixé un ultimatum pour l'exécution de cette requête. A défaut d'être entendus, ils déclarent : « *conformément aux résolutions que nous avons prises lors de notre congrès des 11 et 12 novembre, nous allons nommer les responsables de la Transition neutre. Bien entendu, puisqu'il s'agit de rechercher la neutralité, aucune des quatre personnalités [les 3 anciens présidents et le président de la Transition] ne devraient en faire partie* ».

**Élection : la CENI au banc des accusés.** Pour Ndriana Rabarioelina, chef de la « *Conférence des rois et princes de Madagascar* », partisan du « *Non* », « *la préparation du référendum a été médiocre et inacceptable* ». Il critique la CENI et ses méthodes de travail. Il déplore l'absence de liberté d'expression et l'impossibilité d'intervenir dans les médias officiels. Il juge incompréhensible que le nombre d'électeurs inscrits ait chuté aussi fortement et le fait qu'il y ait eu autant d'erreurs dans la confection de la liste. Il annonce le dépôt de plaintes auprès de la CENI et de la HCC et demande l'annulation du référendum. « *La CENI a atteint ses limites* » estime la présidente nationale du parti Vert, Saraha Georget Rabeharisoa. Elle craint même qu'à ce rythme, chaque dysfonctionnement ou irrégularité de la CENI ne compromette les échéances à venir, « *et ne fasse ressembler notre pays à la Guinée* ». Hery Rakotomanana nie toute responsabilité de la CENI dans les erreurs rencontrées dans les listes électorales. Il a ainsi expliqué que la Commission n'a fait que fournir en matériels les Centres informatiques régionaux qui avaient en charge la saisie des données. Il a aussi précisé que c'est le ministère de l'Intérieur à l'époque du vice-Premier ministre qui avait la responsabilité d'établir cette liste.

**Le groupe d'observateurs internationaux se déclare satisfait de sa mission effectuée à titre privé, mais il souligne les carences de la CENI.** Ils font porter la responsabilisation de cette situation à la communauté internationale qui a suspendu ses aides. Eric Raoult, un des parlementaires français venus à titre d'observateur, estime cependant sur *LCI* que les élections se sont déroulées « *de façon sérieuse* », dans le calme et la sérénité. Il compte interpellier les nouveaux ministres français des Affaires étrangères et de la Coopération sur la nouvelle donne qui vient d'avoir lieu dans la Grande Ile, à l'issue du référendum. La délégation de parlementaires européens, composée d'Yves Censi, Cécile Dumoulin, Jean-François Mancel et Henri Page, a tenu une conférence de presse avant son départ<sup>3</sup>. Jean-François Mancel a déclaré que sa délégation a visité plus d'une cinquantaine de bureaux de vote de la région Boeny et a constaté l'engouement de la population. « *Le processus fonctionnait assez bien, mais il y a des améliorations à apporter et [il faut] remettre aux normes la liste électorale* ». Il déclare : « *Nous allons saisir le Parlement européen et toute la communauté internationale qui semblent déphasés par rapport à ces désinformations qui circulent en Europe et ailleurs. La communauté internationale doit se rendre compte des réalités et bénéficier d'un éclairage réel sur le déroulement du scrutin. Nous espérons qu'à partir de cet éclairage, la communauté internationale reverra sa position pour accompagner tout le processus électoral à Madagascar* ». [Jean-François Mancel et Cécile Dumoulin, députés UMP, sont membres du groupe d'amitié France-Madagascar à l'Assemblée nationale. Le premier a reçu Andry Rajoelina dans les locaux du Palais-Bourbon, à Paris en février, à la tête d'une délégation de ce groupe d'amitié, et a manifesté son soutien au chef de la Transition. Jean-François Mancel est un proche de Nicolas Sarkozy. Il ne cache pas l'intérêt de la France dans le référendum organisé par la HAT : « *La présence française à Madagascar est la 2ème du monde avec 25.000 de nos ressortissants établis sur place, écrit-il sur son blog*]. Deux députés

<sup>3</sup> Cf Blog Justmad « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/76/15/448497/59244495.pdf>

communistes de La Réunion étaient également présents. Pour *La Gazette*, la venue de ces deux parlementaires pourrait résulter des liens anciens entre le Parti communiste réunionnais et l'Akfm, parti aux origines marxistes, qui participe à l'actuel régime de Transition.

Pour *Le Courrier*, « *la population malgache se demande, qui a envoyé ces observateurs européens pour surveiller le déroulement des opérations électorales. Notre journal a posé la question à la présidence de l'Assemblée nationale française et au Conseil de l'Europe, mais la réponse est unique : aucun mandat officiel n'a été donné à ces missionnaires bénévoles. Que sont-ils venus faire dans notre pays alors, si ce n'est pas faire une opération de lobbying en faveur de certains hommes politiques du CST et de la Présidence ?* ».

**Ouverture de la deuxième session du Parlement de Transition.** De quoi pouvoir soupeser l'impact de la déclaration des militaires qui disaient la veille avoir suspendu les institutions. Le Congrès sollicite le gouvernement sur les dossiers brûlants des communales et de l'amnistie. Son président, Raharinaivo Andrianantoandro, a transmis au gouvernement les « *suggestions* » de ses membres concernant ces deux dossiers. Le report des communales serait envisagé, pour des « *raisons techniques* » (entre autres, « *le cas de la confection de la liste électorale* »). La session du Parlement devait initialement être consacrée en totalité à l'examen de la Loi de Finances 2011.

**Tim : le bureau politique suspend Raharinaivo Andrianantoandro et consorts pour « faute grave ».** Ils considèrent que le président du Congrès et son groupe dissident a violé la discipline du parti : « *Raharinaivo Andrianantoandro n'est pas habilité à représenter valablement le parti, en quelque circonstance que ce soit et dans quelque institution que ce soit* ». Yvan Randriasandratiniony réaffirme que le Tim « *ne participe pas aux institutions créées unilatéralement par le gouvernement de facto et n'a jamais mandaté personne pour la représenter au sein de ces institutions* ».

**Retour de Didier Ratsiraka à nouveau différé,** « *en raison du contexte politique qui prévaut actuellement* ». Pourtant, souligne *Le Courrier*, « *des rumeurs ont couru et essaient de faire croire que l' "Amiral rouge" serait impliqué dans l'affaire de déclaration des officiers supérieurs et généraux dans le camp de la Base Aéronavale d'Ivato* ».

**Un rapport de l'International Crisis Group (ICG) fait part de ses préoccupations et de ses suggestions.** « *Madagascar s'enfonce dans une crise politique majeure* », écrit l'organisation, qui décline ses propositions et suggère que le GIC se réunisse le plus rapidement possible pour que la communauté internationale commence à agir de manière coordonnée<sup>4</sup>. L'Ong coupe la poire en deux et suggère la tenue des élections dont les conditions seront discutées sans négociations préalables : « *Il est temps de mettre fin à toute tentative de médiation entre les différentes parties et de se concentrer sur le soutien à l'organisation d'élections crédibles, soumis au respect de conditions strictes* », affirme-t-elle. L'ICG sollicite les Nations Unies qui « *devraient rapidement envoyer une mission d'évaluation électorale afin de déterminer quand des élections crédibles peuvent être organisées, et le calendrier électoral devrait être revu en fonction de ses conclusions* ». Le rapport pointe du doigt l'attitude de tous les acteurs politiques et économiques sans exception, qui, selon le document, d'une manière ou d'une autre, trouvent tous des arguments pour faire traîner la Transition, avant de tirer sa conclusion. « *La gestion du pouvoir par les autorités actuelles est contestée* ». Interrogé sur le rapport, un responsable de parti au pouvoir le considère comme « *théorique* » et « *difficilement applicable* ».

**20 novembre : difficiles négociations avec les mutins de la Base aéronavale d'Ivato (BANI). Les autorités tentent d'évacuer la dimension politique et d'en faire une affaire interne à l'armée. Le mouvement des maires prend le risque d'une manifestation publique. Le groupe parlementaire Escopol du CST favorable à des mesures d'apaisement et à la reprise du dialogue.**

**Si l'option de négociation est privilégiée, la résolution de l'épineux problème de la BANI reste compliquée.** « *Un Comité de médiation est mis en place pour mener les négociations* », a confié l'un des officiers retranchés à la BANI à l'issue d'une rencontre de 2 heures avec le général André Ndriarijaona, chef d'état-major général de l'armée (Cemgam). L'officier n'a pas donné d'autres précisions sur la composition du Comité, mais il a laissé filtrer un autre « *acquis* » : « *l'engagement d'assurer notre sécurité* », a-t-il précisé. Le général André Ndriarijaona, entouré des chefs de corps, a

<sup>4</sup> Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/30/81/448497/59140518.pdf>

mis en avant l'évolution positive des pourparlers, promettant la résolution de la crise « *dans les plus brefs délais* ». Il a réaffirmé que « *seules les négociations constituent la solution à la situation* ». Le Cemgam a relégué au second plan le volet politique de l'affaire. « *C'est une action qui s'est déroulée dans un camp militaire. Il faut d'abord régler l'aspect militaire, avant celle du gouvernement* », a-t-il insisté. Une démarche qui risque de gêner le gouvernement. Au tout début de la mutinerie, l'exécutif s'était en effet montré très ferme et avait promis des sanctions à l'encontre de « *ceux qui bafouent la loi* » et cherchent à fomenter des troubles. Mais la revendication des mutins de « *suspendre toutes les institutions* » dépassent le simple cadre militaire et donnent une dimension politique à l'affaire. Pourtant, le Premier ministre Camille Vital, cherchant à minimiser les événements, persiste à dire que c'est une affaire entre militaires, qui doit se régler entre militaires.

La crainte d'une intervention armée pour mater la mutinerie a été ravivée par des communiqués exhortant la population civile à évacuer le camp de la BANI et ses abords. Le général André Ndririjaona a présenté cette décision comme une mesure préventive.

L'appareil militaire, profondément divisé par le renversement de Marc Ravalomanana ne résisterait pas à une épreuve de force, selon de nombreux observateurs. Certains jugent en outre que les putschistes ont surestimé l'appui dont il disposait dans ses rangs, mais le président déchu ou l'un de ses prédécesseurs pourraient encore souffler sur les braises, estime-t-on. « *Ça peut encore finir dans le sang, mais l'affrontement sera quoi qu'il en soit limité* », juge le directeur pour l'Afrique du cercle de réflexion Eurasia Group, cité par France 24. « *Rajoelina va probablement survivre à cette tempête à condition que l'armée et ses fidèles restent derrière lui. Les heures qui viennent seront décisives* », estime la responsable de l'évaluation des risques politiques chez StrategieCo.

#### **Pour La Gazette, les négociations devront inévitablement aborder les questions politiques.**

« *On s'interroge sur les revendications politiques qui seront avancées par les officiers mutins. Vont-ils ressortir la plate-forme revendicative qui a fait le consensus entre ces officiers de diverses tendances politiques ? Dans ce cas, ils vont gêner le régime de transition qui pourrait repousser leurs prétentions. Le premier jour en effet, ces officiers ont évoqué la dissolution des institutions de la transition, la libération de tous les prisonniers politiques, le retour au pays des exilés, la destitution des ministres et leur remplacement par leurs secrétaires généraux. S'y joindra certainement la liberté de réunion et de rassemblement pour les mouvances, de manière à éviter l'utilisation de l'armée pour bâillonner les opposants. Ainsi qu'ils l'ont déjà exprimé, les officiers d'Ivato militent pour l'avènement d'une transition sur de nouvelles bases, l'actuelle étant par trop unilatérale au goût des officiers proches des trois mouvances* ». La rumeur a couru que les militaires souhaitaient confier la présidence de la nouvelle transition à Raymond Ranjeva.

Le quotidien observe que les « *9 colonels du Carlton* » ont rejoint en bloc le mouvement des mutins d'Ivato. Le 15 décembre 2009, ils avaient organisé une conférence de presse éclair dans cet établissement, alors qu'une directive ferme de l'armée avait interdit aux militaires de s'exprimer en public. Présentés comme proches des trois mouvances, les 9 ont réclamé le retour des négociateurs de Maputo bloqués à l'extérieur suite à une mesure du régime de Transition. Peu après, des éléments des FIS conduits par le lieutenant-colonel Lylison René, sont arrivés sur les lieux, apparemment pour tenter de procéder à l'arrestation des 9 officiers.

**Ministère de la Communication : black-out total.** La Gazette écrit : « *Pas un seul mot sur les mutinés d'Ivato ! Tel semble être la consigne diffusée par Malazarivo Félix, ministre de la Communication. Pour cette raison, c'est le black-out total sur les deux stations officielles, TVM et RNM, concernant le putsch d'Ivato* ». Les stations privées, menacées de fermeture, ont respecté la consigne.

**Les maires descendent dans la rue :** Guy Maxime Ralaiseheno, président de l'Association des Maires (AMM) n'a pas attendu l'expiration de l'ultimatum lancé au pouvoir pour annoncer une occupation ce jour de l'esplanade d'Analakely, au centre-ville. « *Nous n'avons besoin d'aucune autorisation pour tenir cette manifestation puisque c'est une forme d'expression* », a-t-il soutenu. « *Au même titre que tous les autres tenants du pouvoir actuel qui ont organisé des rassemblements publics un peu partout dans le pays, nous estimons avoir le droit de nous exprimer librement, sans avoir à essuyer une répression. D'ailleurs, nous sommes les derniers remparts de la légalité et de la légitimité, ayant été démocratiquement élus par le peuple* », a fait valoir le président de l'AMM. Outre la demande de report des élections municipales, la mise en place d'une Transition neutre figure dans leurs revendications, avec le rejet de tous les protagonistes de la crise.

**Transfert de Fetison Andrianirina, du pasteur Edouard Tsarahame et de Zafilahy à la prison de Fianarantsoa, plus éloignée de la capitale que celle d'Ambatolampy.**

**Le groupe parlementaire de l'Escopol du CST favorable à des mesures d'apaisement et à la reprise du dialogue.** Il a déposé plusieurs propositions de loi dès l'ouverture de la session budgétaire. Il s'agit de deux lois sur le statut de l'opposition : une loi de circonstance qui prendrait en compte la situation qui prévaut actuellement dans le pays et une loi organique qui organise de manière plus pérenne le débat démocratique. Une troisième loi concerne la dépénalisation des délits de presse. Des propositions qui vont dans le sens des mesures d'apaisement dont le pays a besoin, précise son porte-parole, qui déclare : « *Nous pensons qu'il faut reprendre de nouveau les dialogues, toujours dans l'esprit d'une nouvelle inclusivité et d'une large consensualité. Il faudrait aussi mettre en place ensemble et d'une manière concertée le « pacte républicain », basé sur ces nouveaux textes fondamentaux. Enfin, il faudrait améliorer les conditions nécessaires et exigées au bon déroulement des prochaines élections et qui doivent satisfaire les critères de transparence, de liberté, de pacifisme et de crédibilité. [...] Nous estimons que ce serait la seule et unique voie pour atteindre la reconnaissance nationale et internationale et nous permettrait de donner un nouveau souffle à notre démocratie et à nos ambitions de développement. Par conséquent, nous demandons fermement à réétudier le calendrier électoral, tout en considérant les textes réglementaires régissant ces élections* ». Le président du CST admet que « *beaucoup de défaillances ont été remarquées quant à l'organisation des élections. Ainsi, nous avons sollicité que le Parlement puisse prendre des décisions sur la question* ». Une déclaration qui fait écho à celle de la présidente du parti Vert, Saraha Georget Rabeharisoa au lendemain du référendum (« *Si la CENI persiste à opérer avec autant d'incompétence et de partialité, il est certain qu'elle va faire échouer ce rendez-vous historique entre le peuple malgache et son avenir démocratique, compromettant ainsi l'avènement de la quatrième République* »).

**21 & 22 novembre : Reddition des mutins de la BANI d'Ivato. Le leader de l'Amicale des Maires appréhendé. Report sine die des élections municipales anticipées. L'UE et la Sadc appellent à la reprise du dialogue.**

**Reddition des mutins de la BANI d'Ivato : la rébellion d'une vingtaine d'officiers a pris fin après quelques échanges de tirs.** « *La voie choisie a été payante car cette crise s'est dénouée par la reddition des mutins sans effusion de sang, ni perte en vie humaine* », exulte le chef du gouvernement, entouré des généraux Lucien Rakotoarimasy, Randrianazary, André Ndriarijaona et Bruno Razafindrakoto, respectivement ministre des Forces armées, secrétaire d'Etat à la gendarmerie, Cemgam et commandant de la gendarmerie. Pourtant, le dénouement de la crise a failli prendre un tour dramatique. « *Des sous-officiers semblaient vouloir refuser la reddition. Ils ont ouvert le feu* », raconte un officier. Le geste a provoqué des échanges de tirs, parfois sporadiques, parfois nourris à l'intérieur du camp pendant une vingtaine de minutes. Après l'arrestation, 10 mutins précédemment condamnés ont été transférés à la maison de force de Tsiafahy. Il s'agit notamment du général Heriniaina Raelina, du colonel Assolant Coutiti (poursuivi pour des crimes commis lors de la crise de 2002 et en résidence surveillée à Antsiranana), du colonel Ravoavahy, du lieutenant-colonel Ratsioarisoa (impliqué dans l'attaque du siège de la station Viva), du lieutenant-colonel Faustin Rabetokotany (à la tête de l'Emmo/Nat le 7 février 2009 lors de la tuerie d'Ambohitsorohitra) et enfin, d'un certain Djadjiffar que l'on présente également comme impliqué dans l'affaire du 7 février 2009. Les 10 autres ont été gardés à vue dans un camp de la gendarmerie. C'est, entre autres, le cas du général Noël Rakotonandrasana et du colonel Charles Randrianasoavina. Une douzaine d'autres mutins seraient encore recherchés. « *Tous les rebelles, sans exception, seront traduits devant un tribunal militaire* », a déclaré le Premier ministre Camille Vital. Celui-ci a souligné d'une manière particulière l'apport du général André Ndriarijaona, Cemgam, dans la gestion du dossier, gommant ainsi certaines divergences de vues qui étaient apparues au cours des 3 jours : l'exécutif avait voulu afficher sa fermeté, tandis que le général André Ndriarijaona avait voulu privilégier jusqu'au bout la solution négociée afin d'éviter un affrontement entre frères d'armes. *La Gazette* rappelle que l'opération qui a conduit à la reddition des officiers mutins a permis de mettre la main sur le général Raelina, recherché depuis deux ans par la Justice. Ce dernier a été le chef de la garde présidentielle du temps de Marc Ravalomanana, avant d'être nommé à la tête de la force de développement pour être rappelé en 2009, au moment fort de la crise, à Ambohitsorohitra pour diriger d'une manière informelle, la garde présidentielle.

**La mutinerie soulève à nouveau la difficile question de l'amnistie :** pour Haja Ramehirijaona, membre du groupe parlementaire UDR-C au CST, le projet d'amnistie n'est pas urgent, même s'il admet sa nécessité. « *Voyez ce que le colonel Coutiti Assolant a osé faire après qu'on lui ait accordé la grâce. [...] Il faut être prudent sur le sujet pour ne pas tomber dans un piège* », affirme-t-il.

**Analyse de La Gazette : Andry Rajoelina sort grandi de cette épreuve.** « *A l'issue de l'échec du coup d'Etat, [...] Andry Rajoelina, de par sa détermination de ne pas céder aux revendications des mutins, a pris du galon. Au même titre que Camille Vital. Tous deux sont salués par une opinion qui en a assez des troubles dans l'île, particulièrement à Antananarivo. Les présumés " donneurs d'ordre ", résidant à l'extérieur, n'auraient pas apprécié l'attitude de ces généraux et colonels qui, selon eux, ont failli à leur mission* ». La position d'Andry Rajoelina se trouverait renforcée et la voie est ouverte, avec les nouvelles dispositions constitutionnelles adoptées, à sa candidature à la présidentielle.

**Analyse de Sobika : l'armée, dindon de cette farce tragicomique.** , « *Les dindons, ce sont bien sûr les hommes de ce Comité militaire, mais l'autre grande dinde de cette farce restera l'Armée avec un grand A, qui se voit doublée par une autre armée : celle des FIS et les forces d'Alain Ramaroson. Ces dernières semblent désormais au dessus de la grande muette à la fois en force, en efficacité et prérogatives car ce sont elles désormais qui règlent les problèmes inter-armées comme l'épisode de la FIGN et celui de la BANI. Preuve en est que l'Armée n'est capable de rien, ni de faire un coup d'Etat, ni de régler un coup d'Etat !* ».

**Pour Le Courrier, le Cemgam serait devenu l'homme fort du régime.** Il serait parvenu à minimiser le rôle joué dans l'assaut par la FIS et les éléments de la garde présidentielle, qui voulaient récupérer la mise. « *Le Cemgam a pu réunifier toutes les tendances au sein de l'armée. En tenant compte de tous ces desideratas, il pourra maintenant imposer au pouvoir les conditions d'une meilleure gestion de la transition* », écrit le quotidien.

**La manifestation de l'AMM dispersée à coups de grenades lacrymogènes par les forces de l'ordre. Son leader interpellé.** Rassemblés à l'appel de l'Association, quelques centaines de manifestants entendaient protester contre la tenue des élections municipales anticipées. Une question sans lien apparent avec l'appel des officiers mutins. Un détachement d'une trentaine de gendarmes est intervenu sans ménagement dès le début du rassemblement et a appréhendé le président de l'AMM, Guy Maxime Ralaiseheno, qui a été transféré à la gendarmerie dans l'attente de son déferrement au parquet.

**Report sine die des élections municipales anticipées :** « *Les élections des membres des Conseils et des maires des communes urbaines et rurales sont reportées à une date ultérieure* » non précisée, indique un communiqué du gouvernement. Cette décision a été prise suite à une résolution du CST « *recommandant le report* » de ces élections. Le scrutin devait se tenir le 20 décembre, une date anticipée décidée par le régime suite à une résolution de la « *Conférence nationale* » qui prévoyait initialement le remplacement de tous les maires par des présidents de délégation spéciale (PDS). Le gouvernement n'avait pas voulu mettre en application cette résolution et avait opté pour des élections anticipées, avec obligation pour les élus en fonction de démissionner 2 mois avant s'ils souhaitaient se représenter. « *Il y a des raisons techniques (listes électorales défaillantes...etc.) et des raisons politiques, pour donner une chance à la tenue de négociations* » avec l'opposition, a justifié Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès. A la date limite de dépôt des candidatures, un nombre très faible de dossiers avait été enregistrés. *Tribune* voit dans ce report un clin d'œil adressé à la Sadc et à l'UE. Le Malagasy Tonga Saina (MTS) de Roland Ratsiraka est la seule formation politique à déplorer ce report, il craint que cette décision ne diffère encore le terme de la Transition.

**Nouveau transfert des leaders de la mouvance Ravalomanana et de la mouvance. Zafy.** Fetison Andrianirina, le pasteur Edouard Tsarahame et Stanislas Zafilahy ont été transférés en pleine nuit de la prison de Fianarantsoa vers une destination inconnue, selon la déclaration de leur avocate, Me Hanitra Razafimanantsoa, qui proteste contre cette manière de procéder : « *En tant qu'avocats, les responsables sont en devoir de nous faire part des déplacements de nos clients* », rappelle-t-elle, ajoutant : « *de surcroît, ils sont interdits de communication* ».

**« Après la mutinerie et le référendum, on attend le remaniement », titre La Gazette.** « *On attend le remaniement gouvernemental qui, selon la promesse du chef de la transition, sera réalisé après le référendum. Car c'est là l'échéance la plus importante, après les péripéties de ces derniers jours qui ont tenu la population en haleine. On ne s'attardera pas sur le putsch avorté des officiers d'Ivato. On se contentera de dire que l'actuel processus de sortie de crise provoque de vives rancœurs et*

d'énormes frustrations dont on ferait bien de tenir compte. Signalons qu'en une semaine, environ 60 arrestations ont été opérées, chez les chefs de l'opposition, chez les officiers, chez les maires ou chez les manifestants de rue. A l'heure où on emprisonne massivement ceux qui osent s'exprimer en public, rappelons deux résolutions votées à une large majorité par la conférence nationale d'Ivato : l'instauration d'une " Place de la Démocratie " dans chaque district et la mise en place d'une " Haute Autorité pour la Défense de la Démocratie " ».

**La Haute représentante de l'UE, Catherine Ashton, « appelle la Haute Autorité de Transition et toutes les parties malgaches [...] à reprendre urgemment le dialogue ».** Elle précise : « En raison du manque de consensus et de transparence ayant présidé à l'adoption de ce schéma de sortie de crise, l'Union Européenne n'a pas pu accepter une demande des autorités malgaches d'envoi d'une mission d'observation électorale de l'UE à Madagascar lors de ce référendum constitutionnel et des élections communales prévues pour le 20 décembre. [...] l'UE encourage vivement la Médiation internationale conduite par l'Union Africaine et la SADC à réfléchir à la meilleure façon de se réengager rapidement dans le processus malgacho-malgache afin d'en renforcer le caractère consensuel et démocratique avec le soutien de la Communauté internationale. L'UE reste disponible pour contribuer, politiquement et financièrement, à un tel accompagnement, en vue de mettre un terme à une longue crise politique aux conséquences économiques et sociales chaque jour plus lourdes ».

**La situation à Madagascar reste « fragile », selon les chefs d'Etat de la Sadc réunis à Gaborone.** « La situation politique à Madagascar reste fragile, en suspens, malgré tous les efforts de médiation entrepris par la Sadc », a déclaré le secrétaire général, Tomaz Salomao. « Si l'on en juge les récents développements, nous échouons à faire des progrès. Nous appelons tous les protagonistes à Madagascar à travailler ensemble avec les médiateurs de la Sadc pour permettre le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays », a-t-il poursuivi, reconnaissant tout de même « des efforts déployés dans la recherche de solutions politiques durables ». « Nous envoyons une équipe pour évaluer la situation sur le terrain et attendons leur rapport pour le 29 novembre », a précisé le secrétaire général.

**23 novembre : l'enquête sur la mutinerie de la BANI met en cause des hommes politiques et fait basculer le régime dans une phase répressive alors que des voix s'élèvent en son sein pour l'adoption de mesures d'apaisement. La France pose ses conditions.**

**Le colonel Richard Ravalomanana n'exclut pas l'extension de l'enquête sur la mutinerie aux hommes politiques,** notamment en direction de ceux qui ont appelé à la prise de responsabilité des forces armées « pour faire sortir le pays de la crise ». Le commandant de la circonscription régionale de gendarmerie indique que leur convocation pourrait intervenir en fonction des besoins de l'enquête. 10 officiers sont actuellement détenus et auditionnés par la gendarmerie. Monja Roindefo n'a pas tardé à réagir : « Je suis grand-croix de première classe. On ne m'interpelle pas. De toute façon, une infraction a ses éléments constitutifs », se défend-il, ajoutant que de telles arrestations ne conduiront jamais à la résolution de la crise. Selon l'ancien Premier ministre de la HAT, dénoncer la défaillance du pouvoir fait partie des devoirs des politiciens. « Moi, j'ai aussi beaucoup d'amis militaires. J'ai effectué le service national et je suis militaire de réserve. Je suis en contact avec le général Noël Rakotonandrasana, un des mes ministres, jusqu'aux derniers moments », a-t-il révélé. Des perquisitions ont été effectuées au domicile du général Noël Rakotonandrasana, du lieutenant-colonel Charles Randrianasoavina et du professeur Raymond Ranjeva. D'après L'Express, trois chèques d'un montant total de 219 millions Ar [8.100 euros - montant contesté et minoré par Le Courrier] ont été découverts chez le général, tandis que le plan du coup de force ainsi qu'une liste de futurs membres d'un gouvernement auraient été trouvés au domicile du lieutenant-colonel Charles. Le domicile de Raymond Ranjeva abrite la fille du professeur, Riana Ratsisalovanina, et son époux, Marc Ratsisalovanina, directeur de publication du quotidien « Madagascar Tribune » [format « papier », sans attache avec le site Web]; ils ont été entendus par la gendarmerie. La fille du professeur, enceinte, a été retenue par les enquêteurs. La Vérité titre : « Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana, Monja Roindefo et Raymond Ranjeva - Commanditaires de la mutinerie ».

« **Tout est question de sous!** » titre Le Courrier. « Dans l'opinion publique, entendre parler d'énormes sommes d'argent dans pareilles situations de crise ne surprend plus. L'affaire FIGN et les suites données aux trafics de bois de rose sont édifiantes pour le commun des citoyens quant à la puissance de l'argent dans les différents politiques, aussi bien dans les mouvements de contestation

que dans les opérations de lutte contre les activités qualifiées de terroristes. La preuve en est cet appel à contribution contre pièces sonnantes et trébuchantes à quiconque permettrait d'identifier les sources ou les réseaux et commanditaires des actes de déstabilisation ou portant atteinte à la paix sociale. Une sorte de fonds pour chasseurs de primes et qui, aux yeux des opposants au régime, n'est ni plus ni moins qu'appel à délation. Il faut cependant remarquer que les initiateurs de cet appel à contribution sont présentés comme étant des privés, des citoyens de bonne volonté et de bonne foi associés qui veulent mettre fin à cette peur sur la ville. On se souvient que la tête de Pety Rakotoniaina avait été, en son temps, mise à prix à 100 millions Ar. On se souvient aussi que dans sa fuite, le "wanted" avait lui-même par la suite doublé la mise pour défier le détenteur du pouvoir en place à l'époque. Dans cette désormais "affaire BANI", une interview parue dans le blog Rovahiga, réalisé par Tananews auprès d'un des membres du groupe originel du Comité militaire pour le salut national ne nie pas de manière formelle l'existence de financements, mais avoue que "la corruption n'a pas atteint la totalité des éléments armés. Il est partiellement vrai que nous avons reçu de l'aide, mais l'argent n'était pas notre unique motivation". En tout cas, l'argent coule à flot dans certains milieux depuis les débuts de cette crise, tandis que les simples gens trinquent ! »

**« La tenue du référendum et la fin rocambolesque de la mutinerie à la BANI signifient-elles la fin de la crise ? Rien n'est moins sûr »,** écrit L'Express. « Désormais les Forces armées sont divisées au moins en deux. Celles qui sont placées sous la conduite du Chef d'état-major vainqueur de la « guerre » d'Ivato et qui a toutes les chances de prendre une troisième étoile sur son épaule, et celles qui sont en train de se reconstruire à Tsiarahy avec deux éminents généraux à leur tête. Le danger n'est pas pour autant écarté. Avec l'interdiction des manifestations politiques et la neutralisation des opposants, la contestation a pris une autre forme beaucoup plus dangereuse et difficile à maîtriser en l'occurrence les attentats à la grenade et les incendies criminels dont les auteurs agissent de manière isolée. Il va falloir mettre l'équivalent d'un colonel Ravalomanana à chaque mètre carré pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Heureusement que pour le moment on a affaire à des commandos peu lucides qui ratent leur cible à tous les coups. [...] Les Antananariviens se sont résolus de se terrer chez eux. Le message des opposants étant on ne peut plus clair. Prends-en de la...grenade. Autant ils étaient inoffensifs et s'essoufflaient de guerre lasse parqués au Magro ou au Malacam, plutôt à plaindre qu'à craindre, autant ils sont désormais devenus agressifs et imprévisibles à la manière des snipers ».

**Quelles leçons retenir de la mutinerie de la BANI ?** Sobika écrit : « Même si ce coup d'état était plus tragique qu'autre chose, il faut tout de même en retirer quelques conclusions si on veut sortir de cette crise. La première, c'est que malgré la feuille de route tracée par la HAT, les frustrations sont trop grandes. [...] Ces frustrations étaient au départ dans le camp de l'opposition (3 mouvances), elles ont au fil du temps de la Transition qui dure, débordées au sein des alliés politiques de la première heure comme chez les militaires. Le coup d'Etat de la semaine dernière est un coup d'Etat de la frustration et non pas un coup d'Etat de conviction idéologique. C'est d'ailleurs parce qu'il ne reposait sur aucune revendication politique solide que celui-ci s'est auto-effondré. Ces frustrations ne partiront pas avec l'arrestation des militaires. Les mesures répressives à l'encontre des médias (mise en demeure de TV Plus, Matv, Fréquence Plus), la "disparition carcérale" des leaders Fetison et consorts, l'arrestation de Guy Maxime Ralaiseheno, vont encore alimenter la rancœur d'une partie de l'opinion contre la HAT. Aussi, comme nous l'avons maintes fois répété, sans mesures de réconciliation, l'engrenage de l'affrontement s'éternisera peut-être ad vitam aeternam ».

**Guy Maxime Ralaiseheno incarcéré à Antanimora.** Le président de l'Association des Maires de Madagascar (AMM) a été placé sous mandat de dépôt après son déferrement au Parquet. Il a été inculpé pour appel à une manifestation non autorisée et outrage aux forces de l'ordre.

**Les « Raiamandreny mijoro » réclament la mise en place de mesures d'apaisement** comme il a été décidé lors de la « Conférence nationale », avec la création d'un Comité pour la Réconciliation Nationale et d'un gouvernement d'union nationale. Lanto Rakotomavo, présidente nationale du parti Tgv, vice-présidente du CST et membre de la commission de réconciliation nationale déclare pour sa part : « l'amnistie devrait être abordée. Nous sommes prêts à discuter du sujet ». Mais des avis contraires se font encore entendre, qui estiment que ce dossier relève du Parlement de la IVème République.

**Référendum : le « Oui » l'emporte avec 74% des suffrages exprimés,** selon des résultats quasi définitifs annoncés par la CENI. **Le taux de participation atteint près de 53 %.** Le principal enjeu de

cette consultation concernait le taux de participation, alors que la campagne pour le « Non » a été très limitée. Les partisans du projet espéraient atteindre une participation d'au moins 43%, comme lors du précédent référendum constitutionnel en 2007. Seule une région sur 22 a donné la majorité au « Non ». Parmi les grandes agglomérations, c'est Antananarivo qui a manifesté le moins d'enthousiasme, avec un taux de participation de 38,5%, ce qui n'est pas interprété comme un bon point pour le régime, la capitale étant toujours le fer de lance des bouleversements politiques. L'ordonnance prise en milieu de journée pour reporter l'heure de clôture du scrutin et autoriser le vote sur simple présentation de la carte d'identité et d'un certificat de résidence aurait eu un impact négligeable (moins de 2% des votes selon la CENI).

**La HAT déplore la position de la communauté internationale, malgré la tenue du référendum.** « *Mais que veut la communauté internationale ?* », s'est demandé Benjamina Ramanantsoa, président de la commission des relations internationales du CST, réagissant aux prises de position de l'UE, de la Sadc et des États-Unis. Il déplore notamment que l'UE n'ait pas envoyé d'observateurs.

**Le Congrès envisage une proposition de modification du calendrier électoral.** Le report des élections municipales provoquerait également le report des législatives et de la présidentielle. L'accord politique d'Ivato du 13 août, validé par la « *Conférence nationale* », prévoyait les législatives pour le 16 mars et la présidentielle pour le 4 mai 2011.

**Roland Ratsiraka préconise la modification de l'ordre des scrutins :** « *Programmez les présidentielles avant toutes les autres échéances électorales dès que le travail d'amélioration des listes électorales est effectué* », a-t-il recommandé.

**Les conditions de Paris pour une reconnaissance internationale d'Andry Rajoelina en tant que chef de la Transition<sup>5</sup>.** Dans un document de travail dont LOI a obtenu une copie, la diplomatie française énumère les propositions qu'elle soumettra aux autres membres du GIC et aux pays intéressés par une relance de la médiation internationale. Plusieurs conditions présentées comme indispensables sont adressées au président de la HAT s'il veut obtenir une reconnaissance internationale en tant que chef de la Transition. Au premier rang d'entre elles figurent la réaffirmation par TGV qu'il ne se présentera pas au prochain scrutin présidentiel, suivie de l'octroi, avant les prochaines élections d'une large amnistie pour tous les événements politiques intervenus entre 2002 et 2009, ainsi que de la suspension des poursuites judiciaires engagées depuis le début de la Transition. De leur côté, l'ensemble des candidats aux élections devrait s'engager sur « *un code de bonne conduite politique et citoyenne* ». Ce texte écarte tout retour à Madagascar de Marc Ravalomanana « *jusqu'à l'instauration d'un environnement politique et sécuritaire favorable* ».

**24 novembre : Raymond Ranjeva fait de l'ombre au régime. Le général Raelina et le lieutenant-colonel Coutiti seraient dans un état critique à la maison de force de Tsiarahy. Le procès des 3 leaders de l'opposition est reporté. Le lieu de leur incarcération reste inconnu. Le Cnoe très critique sur le référendum.**

**Enquête sur la tentative de putsch : Raymond Ranjeva et sa fille ainsi que le pasteur Paul Ramino, président des « Raiamandreny Mijoro », se sont présentés devant les enquêteurs.** Le colonel Richard Ravalomanana a indiqué que les enquêteurs font le rapprochement des faits susceptibles d'avoir un lien avec les événements qui se sont produits à la BANI. Pour expliquer la convocation de Raymond Ranjeva, le commandant de gendarmerie a rappelé que ce dernier avait manifesté sa détermination à diriger une nouvelle Transition. « *Un éventuel lien entre la mutinerie d'Ivato et ses déclarations nous intéresse. Le professeur aurait également participé à une réunion avec ces mutins* », a-t-il soutenu. Le colonel a confié que la mesure de détention prise à l'encontre de la fille de Raymond Ranjeva s'explique par des raisons techniques. « *Son isolement est nécessaire afin qu'elle n'entre pas en contact avec son père. Tous deux pourront rentrer chez eux après l'enquête s'il n'y a pas de motif valable pour les retenir* », a-t-il affirmé. En ce qui concerne le pasteur Paul Ramino, le colonel Ravalomanana a indiqué qu'il devait apporter des éclaircissements sur les chèques découverts au domicile du général Rakotonandrasana, supposés appartenir aux « Raiamandreny Mijoro » et destinés à financer la « *Conférence nationale* ». L'ancien ministre des Forces armées est, en effet, le trésorier de l'association des « Raiamandreny mijoro ». Interrogé sur sa présence à la gendarmerie, le président du groupement des dignitaires, accompagné de Mathilde Rabary, membre de l'association et présidente de l'ong « *SOS Victimes du Non Droit* », a refusé de

<sup>5</sup> Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/27/13/448497/59293689.pdf>

répondre à toute question, « *par respect pour le maître des lieux* ». Selon une radio privée de la capitale, Raymond Ranjeva a été frappé d'une interdiction de sortie du territoire prononcée par le procureur général de la Cour d'appel.

**« Le dossier mutinerie d'Ivato pour se débarrasser de la menace Ranjeva ? » écrit Madonline**  
« *Après l'audition des militaires concernés par la mutinerie d'Ivato, les autorités dirigées par l'incontournable colonel Richard Ravalomanana passent à l'offensive pour mettre la main sur des civils opposants à la HAT et qui militent pour la mise en place d'une « vraie » transition à Madagascar. Le professeur Raymond Ranjeva paie ses critiques qui ont discrédité fortement la HAT. Tous ceux qui s'aventurent à s'exprimer ou agir contre l'autorité de fait sont arrêtés et jetés en prison. [...] Qu'est-ce que le professeur Raymond Ranjeva, l'ancien magistrat international, fait dans cette histoire ? Ayant fait de nombreuses sorties médiatiques pour dénoncer le forçage et l'unilatéralisme de la HAT, il a revendiqué la mise en place d'une vraie transition démocratique. Cela fait-il de lui un suspect dans cette affaire de coup d'Etat présumé ? [...] Des éléments aurait révélé que le Comité militaire de salut public du général Noël Rakotonandrasana aurait voulu donné à cet éminent juriste un premier rôle dans la gestion de la « vraie » transition. [...] Que fait alors la fille du magistrat international dans l'histoire au point d'être gardée à vue à la gendarmerie ? Officiellement, c'est pour éviter tout contact entre le père et la fille, ce qui pourrait saboter l'enquête. Le colonel Ravalomanana s'est plaint des « propos irréfléchis » qu'elle aurait tenus à l'endroit des enquêteurs. [Elle les aurait traités d'incompétents]. Le Pr Ranjeva constitue une grande menace, qui plus est local, d'atteinte contre la sûreté de la HAT ».*

**La Gazette titre « Inquiétude de l'intelligentsia ».** « *Dans les milieux de l'intelligentsia de la capitale, on s'inquiète du traitement infligé à celui qui fut juge à la CIJ puis a accédé aux fonctions de vice-président de cette institution avant d'être admis à la retraite. D'autant qu'il y a quelques jours, le Pr. Ranjeva a fait la déclaration suivante : « Je suis un juge et un professeur de droit. Cela m'empêche de tremper dans un coup d'Etat ». On soupçonne le régime de transition de vouloir profiter du coup d'Etat d'Ivato pour mettre durablement sur la touche ce brillant magistrat international. Soit en l'intimidant afin qu'il abandonne la pratique politique, soit aussi en l'incarcérant de sorte qu'il n'entrave pas la marche « unilatérale » du régime de transition. En effet, les propos récents de Ranjeva Raymond gênent considérablement le pouvoir de transition, lequel ne serait pas mécontent de le réduire au silence. [...] Le rayonnement international et la culture juridique et politique de Ranjeva Raymond font de l'ombre aux tenants du régime de transition. L'homme surclasse sur tous les plans même Norbert Ratsirahonana, conseiller spécial informel d'Andry Rajoelina ».*

**Le général Raoelina et le lieutenant-colonel Coutiti Assolant se trouveraient dans un état critique, à la maison de force de Tsiafahy.** Ils présenteraient des blessures et des traces de coups, affirme *L'Express*, qui tient l'information du directeur général de l'administration pénitentiaire. Après la reddition des officiers mutins de la BANI, le général Raoelina est arrivé à Tsiafahy inconscient. « *Son corps était couvert d'hématomes. Son visage, enflé. Il s'est plaint de douleurs à la poitrine* », indique le directeur. Le lieutenant-colonel Coutiti a été victime du même sort. Lorsqu'il a repris ses esprits, il s'est plaint de douleurs aux côtes et à la cuisse. Il avait des bleus au visage. « *Le colonel Coutiti était quasi-muet lorsqu'il est arrivé Tsiafahy. Maintenant, il peut aligner quelques phrases* », rassure le général Ranaivo Tovonjanahary. Le colonel Ravalomanana, commandant de la circonscription de gendarmerie déclare ne pas être au courant de ce qui a pu se produire durant leur transfert à la maison de force. Il souligne qu'il a défendu aux militaires de lever la main sur ces officiers. Selon un quotidien de la capitale, les autorités malgaches auraient reçu une note du SG de l'ONU, Ban Ki-Moon, afin que le strict respect des droits de l'Homme soit assuré dans le règlement de la mutinerie à la BANI.

**« Putsch raté d'Ivato : la désinformation gagne les capitales européennes », titre La Gazette.**  
« *Les titres de la presse internationale [...] ont été influencés par une campagne de désinformation, véhiculée par le GTT International, une association malgache proche de Marc Ravalomanana. C'est le constat émis par le président de News Press, Jean-François Puech, dans une lettre adressée à un ministre du gouvernement malgache. [...] M. Puech a précisé : « Je constate que Madagascar fait à nouveau l'objet d'une campagne virulente de désinformation. Il faut désormais contre-attaquer et engager à votre tour, une action forte en termes de communication internationale », ce qui, il faut le dire, n'est effectivement pas le cas. Aussi, ce patron de presse propose au ministre en question ses services. M. Puech offre au gouvernement malgache son savoir-faire, en créant un lobbying dans les principales capitales européennes ».*

### **Le procès de Fetison Andrianirina, Edouard Tsarahame et Zafilahy reporté au 25 janvier 2011.**

Le procès s'est ouvert comme prévu au tribunal à Anosy mais les prévenus étaient absents. Le procureur a évoqué « *des difficultés d'extraction* » pour justifier cette situation. Une déclaration qui intrigue car les prévenus, après avoir été transférés à Ambatolampy, puis à Fianarantsoa, ont été une nouvelle fois déplacés dans un lieu inconnu qui n'a pas même été révélé à leur avocate. Me Hanitra Razafimanantsoa a vivement critiqué les dérives administratives envers son client. « *Même l'ordre d'extraction n'a pas été émis, pour la seule bonne raison que personne ne sait où se trouve Fetison Andrianirina actuellement* », a-t-elle protesté. Et d'ajouter que « *les droits de l'Homme, ainsi que le droit des avocats sont bafoués* ». Le conseil de la défense a demandé la liberté provisoire pour ses clients mais elle leur a été refusée.

**Les 3 mouvances demandent à nouveau l'autorisation de manifester**, et ce malgré l'arrestation de 3 membres de la direction du mouvement. Le référendum constitutionnel étant accompli, elles reviennent à la charge et demandent à préfecture de police et à la commune d'Antananarivo l'autorisation d'organiser des réunions publiques au stade Malacam. Elles entendent « *tester* » les autorités, qui s'étaient opposées à la tenue de meetings au prétexte que ceux-ci étaient incompatibles avec la campagne référendaire.

**Rapport d'observation du référendum par le Kmf/Cnoe : « C'est la pire des élections observées »** en 20 ans d'expérience, affirme l'organisation, qui relève plusieurs défaillances : la faible connaissance du projet de Constitution par la population, l'abus des prérogatives de puissance publique par les différentes autorités pendant la campagne, la poursuite de la campagne en faveur du « *Oui* » durant le scrutin, des erreurs flagrantes dans les listes électorales. Le Kmf/Cnoe a mené son enquête dans 18 régions sur 22. 4.754 personnes ont été enquêtées. Le Cnoe annonce que les délégués du « *Non* » n'ont pu couvrir que 1% des 439 bureaux de vote observés, contre 80% pour les délégués du « *Oui* ». Il constate qu'une partie de la population confond le référendum et l'élection présidentielle, « *cela à cause des descentes fréquentes du président de la Transition dans les régions et districts qui ont fait croire qu'il s'agit d'une élection présidentielle* ». Le vice-président du Cnoe, Félix Rabekijana, a émis un doute sur le taux de participation. Cette réserve s'appuie sur les informations en provenance des membres de l'association répartis dans les bureaux de vote. L'organisme note néanmoins quelques avancées positives. Les observateurs électoraux ont pu mener à bien leur mission et le dépouillement a répondu aux règles en la matière.

**Premier bilan du « Tsena mora » : 25 points de vente dans la capitale et 30 dans les régions.** Un mois après son lancement, les responsables de l'opération de vente de PPN à prix cassés annoncent que 50.000 familles nécessiteuses ont pu en bénéficier. Les autorités se disent préoccupées par les détournements et manœuvres frauduleuses, elles entendent y remédier en mettant à disposition du public un numéro de téléphone.

**25 novembre : controverses sur le référendum. La Transition a trouvé son avocat en la personne du sénateur honoraire belge Paul Wille. La Sadc persiste dans son refus de reconnaissance du processus électoral et annonce la venue d'une nouvelle délégation.**

**La CENI riposte aux déclarations du Kmf/Cnoe relatives au référendum.** Selon lui, « *le Kmf/Cnoe a omis de respecter les procédures d'usage en publiant de suite les détails* ». Pour le rapporteur général de la CENI, Bruno Rakotoarisoa, « *le plus important est que les règles et principes démocratiques aient été respectés. Il n'y a eu aucune entrave majeure à signaler* ». Il rappelle la nécessité de collaboration entre les deux parties dès la base, dans le respect des missions respectives des deux organismes, afin d'éviter les incompréhensions. Contredisant le Kmf/Cnoe, la CENI considère que le référendum du 17 novembre s'est mieux déroulé que les précédents. Le Kmf/Cnoe est accusé par certains de mauvaise foi et de complaisance vis-à-vis de l'opposition.

**Le sénateur Paul Wille, président de la délégation belge à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe satisfait du déroulement du référendum**, malgré les lacunes constatées, auxquelles il est possible de remédier. Dans une conférence de presse tenue avant son départ de Madagascar, il a expliqué qu'il va se donner pour mission de convaincre le Parlement belge et le Parlement européen d'encourager le pouvoir en place à poursuivre ses efforts dans le processus de sortie de crise. Il va tenter de les convaincre de la bonne voie dans laquelle le pouvoir est engagé. Le sénateur honoraire, qui avait invité des personnalités francophones pour observer avec lui le déroulement du scrutin, affirme avoir été invité par la Transition à suivre toutes les étapes-clés du

processus de sortie de crise depuis les « *dinika santatra* ». Paul Wille incitera la Commission européenne à débloquer les fonds sociaux et à apporter son appui à l'amélioration du système électoral. [Selon Les Nouvelles, cette délégation comprenait, outre Paul Wille, quatre autres membres dont Eric Raoult (député UMP et ancien ministre français), Jean-Paul Henry (député honoraire et questeur de l'Assemblée nationale française), Alain Destexhe (sénateur sortant et député de la communauté française de Belgique) et Michel Becquevert (expert)]<sup>6</sup>

**Sadc :** « **Nous ne reconnaissons pas le référendum** », a fait savoir Tomas Salomao, secrétaire exécutif du bloc régional, à l'issue du sommet qui s'est déroulé à Gaborone. « *Le problème est que le gouvernement d'Andry Rajoelina s'est préparé à faire le spectacle de façon unilatérale* », poursuit-il. Les chefs d'Etat ont « *appelé à un dialogue renouvelé pour un processus consensuel, crédible, ouvert et neutre de la transition à Madagascar* ». Si elles notent des « *efforts* », elles signalent la « *fragilité* » de la situation. L'organisation compte poursuivre sa démarche pour trouver une issue à la crise en envoyant à nouveau un émissaire, l'ancien ministre des Affaires étrangères mozambicain, Leonardo Simao. Le ministre malgache des Affaires étrangères, Hippolyte Ramaroson, rétorque : « *Laissons-les venir. D'ailleurs, c'est mieux d'avoir l'adversaire en face de soi que de se réunir et discuter de notre cas loin du pays. En tout cas, le peuple s'est déjà exprimé* ». Benjamina Ramanantsoa du CST a déclaré vouloir essayer de convaincre les émissaires de la Sadc de poursuivre leur médiation en prenant pour base la « *Conférence nationale* » et l'accord politique d'Ivato.

**Tantely Andrianarivo :** « **Le président Didier Ratsiraka et l'Arema n'ont rien à voir avec tout ce qui s'est passé à la BANI d'Ivato. La présence d'un officier proche de Ratsiraka était tout à fait fortuite et n'a pas été orientée** ». Pour l'ancien Premier ministre, cet incident ne remet pas en cause le retour au pays de l'ancien président. « *On n'a jamais encore annoncé de date précise. On a juste dit que son retour sera annoncé 5 jours à l'avance* », a-t-il souligné, tout en précisant que la HAT aura la primeur de l'information. Un retour concerté avec les autorités en place, s'étonne *Le Courrier*, qui note que l'ancien Premier ministre affirme avoir une relation facile avec le président de la HAT. Pour *La Gazette*, Didier Ratsiraka ne rentrera pas au pays de sitôt. Il redouterait d'être mis en cause dans la tentative de putsch.

« **Le coup d'Etat, un acte citoyen ?** », s'interroge *Le Courrier* à propos des récentes déclarations d'Emmanuel Rakotovahiny, l'un des leaders des 3 mouvances. Le quotidien s'étonne qu'il ait pu déclarer « *qu'il s'agissait d'un "acte citoyen", légitimant ainsi par ces deux mots un acte qu'ils ont condamné venant de la part d'autres. En effet, si ces officiers avaient été véritablement motivés par la recherche de l'intérêt supérieur de la nation, ce qui reste encore à prouver, le même objectif peut, sans conteste, être appliqué au mouvement Orange qui a abouti au renversement du dictateur Ravalomanana. Et pourtant, depuis 2 ans, ils n'ont eu de cesse de rabâcher que l'arrivée du jeune (c'est peut-être cette jeunesse qui reste en travers de leur gorge !) Andry Rajoelina à la tête de l'Etat est dû à un "coup d'Etat", un putsch. Le commun des Malgaches est en droit de se demander alors sur quelle base ou à partir de quels critères qualifie-t-on un acte qui vise à destituer le président d'un pays de "coup d'Etat", donc condamnable, d'une part, et, d'une part, à partir de quels données le désigne-t-on d'acte citoyen, donc légitime ?* »

« **Commune d'Antananarivo – HAT : la fin d'une idylle ?** » s'interroge *Sobika*. L'arrivée d'Andry Rajoelina au pouvoir avait eu pour corolaire la nomination d'Edgar Razafindravaha, président du groupe Prey (TV *Rta*, radio *Antsiva*, quotidien *L'Express*, boulangerie industrielle Mouf Rey...) en tant que PDS de la capitale. Les deux hommes étaient connus pour être sur la même longueur d'onde. Mais ces derniers temps, leurs relations se sont dégradées. Le ministre de la décentralisation a déposé une plainte au Bianco contre le PDS pour une affaire de terrain attribué au delà des prérogatives de la commune, signifiant clairement au PDS qu'il n'est plus le « *bienvenu dans l'équipe* ». *Sobika* note que la HAT continue à faire le vide autour d'elle et semble avoir une certaine facilité à se mettre à dos ses amis, comme on vient encore de le voir à la BANI. La Transition pourrait être tentée de placer un homme à elle en tant que PDS de la capitale lors des prochaines municipales. Une situation à suivre de près, la mairie de la capitale ayant décidé du sort du pays depuis l'arrivée à sa tête d'un certain Marc Ravalomanana.

**26 novembre : l'enquête sur la mutinerie de la BANI prend de l'ampleur. Raymond Ranjeva interdit de sortie du territoire. Fetison Andrianirina et ses co-détenus de retour à la prison**

<sup>6</sup> Cf Lettre ouvert à la communauté internationale du 29/11/10 – Blog Justmad « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/69/95/448497/59485769.pdf>

**d'Ambatolampy. Le président de l'Association des maires de Madagascar (AMM) condamné à une peine de 2 mois d'emprisonnement ferme. Interdiction des meetings maintenue.**

**L'enquête sur la mutinerie à la BANI porte sur près de 200 personnes**, que celles-ci soient entendues comme suspects ou comme témoins, révèle le colonel Richard Ravalomanana. Les enquêteurs sont dans l'attente des délégations judiciaires pour pouvoir ainsi élargir le champ de leurs auditions. Une cinquantaine de personnes ont déjà été entendues. Raymond Ranjeva doit à nouveau être auditionné. Le colonel a tenu à rassurer les personnes concernées que convoqué ne veut pas dire arrêté. « *A preuve, bon nombre de ceux qui ont été convoqués sont rentrés après leur audition. Seuls ceux qui pourraient présenter un danger seront gardés* », a-t-il conclu. Le colonel de gendarmerie a affirmé que les officiers mutins détenus à la gendarmerie de Fiadanana sont bien traités, et qu'ils ont reçu la visite d'un représentant du CICR. Le directeur de l'administration pénitentiaire a démenti les rumeurs selon lesquelles le général Raelina et le colonel Coutiti seraient mourants. « *Ils suivent actuellement un traitement à l'infirmerie de la maison de force* », a-t-il indiqué.

**Le CICR va rédiger un rapport** : après avoir rendu visite aux mutins, détenus à la maison de force de Tsiarafy, les représentants du CICR, conduits par Olivier Jenard, ont rencontré les officiers rebelles retenus à la caserne d'Ankadilalana. Ils vont rédiger un rapport qu'ils adresseront aux autorités malgaches et aux institutions internationales.

**Didier Ratsiraka** : « *Je n'y suis pour rien...* ». « *On dit que j'étais l'initiateur du putsch manqué. C'est là une insulte à mon intelligence. Qu'on sache, une bonne fois pour toutes, que je n'y suis pour rien. Pour moi, ce putsch raté n'est qu'un coup monté, du cinéma, dans le dessein de me salir. D'ailleurs, certains avancent même que lors de mon arrivée, l'aéroport d'Ivato sera fermé. Quoi qu'il en soit, je vous dis que je vais revenir au pays, tôt ou tard. A condition que les Malgaches ne soient pas contre mon retour. Dans tous les cas, j'ai des solutions, non seulement en vue de résoudre la crise, mais aussi afin de développer durablement l'île. J'ai un projet sérieux, pourvu qu'on me fasse confiance...* »

**Raymond Ranjeva interdit de sortie du territoire** : après avoir enchaîné allers et retours à la gendarmerie, le juriste se trouve dorénavant interdit de sortie du territoire. « *Tout concorde à présent, et les faits convergent vers l'implication du professeur dans l'affaire BANI, en plus de plusieurs autres mouvements militaires* » a déclaré le colonel Richard Ravalomanana. Et d'ajouter que seuls les individus suspectés de fuir seront interdits de sortie du territoire. Raymond Ranjeva s'est abstenu de commenter cette mesure.

**Fetison Andrianirina et ses co-détenus ramenés à Ambatolampy.** Le directeur de l'administration pénitentiaire a indiqué au cours d'une conférence de presse que les 3 leaders de l'opposition sont à nouveau emprisonnés à la maison centrale d'Ambatolampy. Leurs proches, leurs avocats et même les magistrats étaient sans nouvelles d'eux depuis 6 jours et ignoraient où ils étaient incarcérés. « *La décision de les transférer d'Ambatolampy à la prison de Vatondry en passant par celle de Fianarantsoa est d'ordre sécuritaire. Maintenant que le calme est revenu, nous les avons ramenés à Ambatolampy* », a-t-il expliqué avant d'ajouter qu'il s'agit d'une procédure réglementaire afin d'assurer la sécurité de la prison et des personnes concernées. Le directeur évoque des rumeurs « *d'attaques éventuelles organisées contre les établissements pénitentiaires pour enlever les détenus* ». Le numéro un de l'administration pénitentiaire précise que « *durant les déplacements, leurs droits en tant que personnes détenues ont été strictement respectés sauf celui de recevoir des visites* »

**Le président de l'Association des maires (AMM) condamné à une peine de 2 mois d'emprisonnement ferme** pour « *participation à une manifestation non autorisée et refus de l'ordre de dispersion* ». « *Notre président est condamné mais l'association n'est pas dissoute* », a commenté l'un des vice-présidents de l'AMM à la sortie du tribunal. Guy Maxime Ralaiseheno a refusé la double charge lue par la présidente à son encontre. « *Nous étions une cinquantaine de maires à être présents sur place. Aucun appel n'a encore été lancé à l'endroit des gens pour qu'ils entrent dans les rangs. Mais les forces de l'ordre ont mis la main sur ma personne. Nous n'avons envisagé que de jouir de notre liberté d'expression* », a-t-il soutenu, sans répondre d'une manière directe à la question du juge sur l'absence d'autorisation. Dans sa plaidoirie, la défense a pointé du doigt les forces de l'ordre qui, suivant ses termes, n'ont pas suivi les formalités légales avant de procéder à l'arrestation. Les forces de l'ordre n'auraient lancé aucune sommation, alors qu'ils avaient face à eux des élus en écharpe. Le tribunal a cependant estimé que l'usage d'un mégaphone caractérisait le délit. La délibération a duré à peine 20 minutes. C'est sous les huées des partisans de l'accusé que la justice a prononcé son verdict.

**Francis Odilon Rasoanaivo, préfet de police :** « *L'interdiction des meetings politiques est maintenue* ». L'interdiction de toute réunion politique publique durant la période électorale ne s'achèvera que lors de la proclamation officielle des résultats du référendum. Pour qu'une réunion publique puisse être autorisée, les organisateurs doivent respecter les conditions de forme lors du dépôt de leur demande et ils doivent « *garantir la paix et la sécurité avant, après et durant la manifestation* », précise le préfet de police, qui ajoute : « *Il nous appartient [ensuite] d'apprécier l'opportunité ou non d'une manifestation suivant les circonstances. Nous devons nous soucier de la circulation dans le périmètre général de l'évènement, au maintien de l'ordre ainsi qu'à la poursuite des activités indispensables de la population* ».

**Andry Rajoelina confirme le futur remaniement.** Celui-ci, attendu de longue date, en application des résolutions de la « *Conférence nationale* », interviendra après la proclamation officielle des résultats du référendum. Il ne précise pas s'il s'agit d'une simple retouche ou d'un changement de plus grande ampleur mais Camille Vital semble assuré de conserver son poste jusqu'au terme de la Transition. Pour Sobika, « *Si remaniement il y a, ce sera un remaniement dans l'optique de l'élection présidentielle 2011 (la candidature de Andry Rajoelina ne semble plus faire de doutes). Andry Rajoelina devrait monter un gouvernement de combat, une sorte de Task force tournée vers l'élection présidentielle. Si des mesures d'apaisement sont attendues par la plupart des observateurs pour calmer le jeu (surtout après les cas de torture et brutalité sur des prisonniers politiques), la saison des pluies pourrait bien contribuer à instaurer une trêve involontaire mais utile dans les tensions politiques actuelles* ». Le report des municipales controversées contribuera à cet apaisement.

**Communiqué de la CNOSC sur le référendum<sup>7</sup>** - Extraits : « *Le référendum du 17 novembre 2010, qui fait partie d'un processus imposé par la HAT, a permis de constater que la CENI dans sa forme actuelle a raté son premier test et fait une démonstration éclatante de son incapacité à faire valoir ce changement. Elle a également manqué l'occasion de faire montre aux yeux de tous les observateurs de sa crédibilité et de son efficacité dans l'exercice de sa mission. [...] L'ensemble du processus de sortie de crise proposé par la HAT dont ce référendum constitue une des étapes principales, se trouve remis en cause. [...] La CNOSC réitère son appel aux politiciens et responsables de tous les niveaux (civils et militaires) en les incitant instamment à prendre leur responsabilité et à entamer un dialogue franc sous l'égide de la CNOSC et de la Communauté internationale. [...] Madagascar se trouve à un tournant décisif de son histoire et il importe de le négocier au mieux des intérêts et de l'aspiration profonde du peuple malgache. [...] La reconnaissance internationale est vitale pour la relance de la vie économique, la sécurité de la population, la stabilité du régime de la transition et l'intérêt supérieur de la Nation* ».

**Communiqué de l'AOSC : les dérives d'une consultation populaire<sup>8</sup>** - Extraits : « *par son communiqué du 2 novembre, l'AOSC est de ceux qui ont dénoncé le caractère tronqué du référendum. Ainsi, l'AOSC a, d'une part, mis en cause la nature unilatérale et précipitée de la préparation et de l'organisation pratique du scrutin, notamment au niveau de la liste électorale, et d'autre part, émis des doutes sur l'indépendance réelle de la CENI. Les faits qui se sont déroulés avant et pendant la journée du 17 novembre ont malheureusement donné raison à l'AOSC. En effet, les lacunes, les imperfections et surtout le déni total des textes en vigueur de la part de l'administration et de la CENI ont été nombreuses et flagrantes au niveau de la campagne électorale, la liste électorale, la carte d'électeur et le bulletin unique* ». L'Alliance des organisations de la société civile (AOSC) appelle au retour dans les meilleurs délais à la table des négociations initiées par la Coordination nationale des organisations de la société civile (CNOSC).

**Une Constitution plébiscitée sans réelle adhésion populaire.** La Gazette écrit : « *Depuis le référendum, le régime de transition croit bénéficier de l'onction populaire et monte sur ses ergots. Pour lui, en effet, le triomphe du « Oui » et le taux de participation sont une approbation par le peuple de l'option « unilatérale », et un encouragement à poursuivre dans cette voie. Voilà une conviction illusoire car l'électorat est docile et vote toujours « Oui » au référendum. Dans notre histoire, les Constitutions plébiscitées dans ces conditions, sans réelle adhésion populaire, sont ensuite abrogées dans l'indifférence générale. En tout cas, pour faire admettre ce texte, qui est loin de faire l'unanimité, le régime sera contraint de gouverner à coups de bâton, de lacrymogènes et même de kalachnikov. On en a déjà un aperçu actuellement avec ces emprisonnements massifs d'opposants, d'officiers, de*

<sup>7</sup> Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/01/97/448497/59367593.pdf>

<sup>8</sup> Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/60/98/448497/59385477.pdf>

manifestants... On cherchera vainement dans notre histoire une période qui a connu une répression aussi vigoureuse à l'endroit de la contestation ».

**Annnonce de l'arrivée d'une mission de la Sadc : « Les Malgaches ont tracé leur destinée » déclare Andry Rajoelina.** « S'ils viennent pour semer le désordre et imposer leur point de vue, ils feraient mieux de rester chez eux », a-t-il déclaré. « S'ils viennent pour soutenir le processus engagé, alors ils seront les bienvenus ». Andry Rajoelina a tenu à rappeler qu'à travers les élections, les Malgaches ont manifesté leur choix, de manière démocratique, et par ce scrutin le pays a tenu à marquer sa souveraineté.

**27 novembre : Raymond Ranjeva, inculpé dans la tentative de coup d'Etat, en liberté provisoire. Sa fille placée sous mandat de dépôt pour « insulte envers les forces de l'ordre », 11 militaires accusés de rébellion et d'atteinte à la sûreté de l'Etat également placés sous mandat de dépôt. Arrivée de l'émissaire de la Sadc.**

**Raymond Ranjeva, inculpé de complicité dans la mutinerie de la BANI, reste en liberté provisoire.** La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, a déclaré que l'accusé avait été remis en liberté sous caution, « ne présentant pas de danger immédiat ». La ministre précise qu'« il est accusé d'avoir menacé la sûreté intérieure de l'Etat », ajoutant qu'il était lié à des officiers à l'origine de la mutinerie. La date de son procès n'est pas encore fixée. Reuters rapporte que Raymond Ranjeva, qui appartient à l'aristocratie, jouissait d'un large soutien parmi les dirigeants de la société civile et qu'il aurait pu devenir un chef populaire en cas de succès du coup d'Etat. En octobre, il avait publiquement dénoncé Andry Rajoelina, l'accusant de n'avoir pas respecté un règlement négocié de l'impasse politique. « A Andry Rajoelina [...] je demande simplement de transférer les responsabilités à une autorité provisoire véritablement neutre. Je me mets à la disposition de la véritable transition », avait-il alors déclaré. Selon le colonel Richard Ravalomanana, « le Pr Ranjeva est concerné plus ou moins directement dans l'affaire de coup d'Etat de la BANI du 17 novembre, jour du référendum. Des documents compromettants auraient été retrouvés chez lui lors d'une fouille », ajoute l'officier supérieur. Pour RFI, « Sa stature et ses bonnes relations avec les chancelleries installées à Madagascar lui ont certainement évité de dormir en prison ».

**La fille du Pr Ranjeva, Riana Ratsisalovanina, qui devait être incarcérée, est admise, pour raison de santé (elle est enceinte) dans un hôpital de la capitale.** Elle a dans un premier temps bénéficié d'une liberté provisoire mais a été par la suite placée sous mandat de dépôt pour « insulte envers les forces de l'ordre » lors de la perquisition de son domicile. Une décision accueillie avec une vive émotion par les proches de Raymond Ranjeva présents au tribunal. Certains juristes crient au scandale, vu la sévérité de la peine par rapport au délit : un « outrage », considéré dans le Code Pénal comme un délit et non comme un crime, ne justifierait pas une mise en détention provisoire.

**11 des militaires dissidents accusés de rébellion et d'atteinte à la sûreté de l'Etat sont également placés sous mandat de dépôt :** le général Noël Rakotonandrasana, les colonels Ramboasalama, Rabezandry, Andriambahoaka, Andrianasoavina, Raberanto, Toto Vincent, Ravoavahy et Mahaleo Randrenja, le lieutenant-colonel Ramilijaona. Le lieutenant-colonel Luc Ramilijaona et le lieutenant Dera bénéficient quant à eux d'une liberté provisoire.

La ministre de la Justice a été la première à réagir aux rumeurs qualifiant le procès de « politique ». D'après la garde des Sceaux, « la Justice est indépendante ». Le colonel Richard Ravalomanana, indique que d'autres personnes pourraient être auditionnées prochainement. « Tous ceux qui ont parlé pour empêcher la tenue du référendum, ou déclaré tout faire pour perturber le bon déroulement du scrutin, seront auditionnés. Tout comme certains qui ont appelé les Forces armées à prendre leurs responsabilités », a-t-il poursuivi. Allusion faite à Monja Roindéfo qui, juste après son meeting avorté dans la capitale, a appelé à la prise de responsabilités des Forces armées.

**Commentaire de Sobika : « A Madagascar on a compris une chose : les gens ne savent pas ce que c'est qu'une preuve. Ils confondent soupçons et preuve. Si vous avez écrit un email à une personne soupçonnée de coup d'Etat, vous êtes un terroriste. On ne se demande même pas quel est le contenu de l'email. Si vous avez des idées pour "une autre transition", vous êtes un terroriste car vous portez "atteinte à la sûreté de l'Etat" ! C'est comme cela que les gens du pouvoir raisonnent à Madagascar : par interprétations et non par preuves. Si le colonel Ravalomanana a des preuves d'un coup d'Etat fomentés par les Ranjeva, eh bien qu'ils les publient au lieu de verser dans les supputations de pièces soi-disant compromettantes ! On s'acharne plus sur eux que sur un colonel Charles qui a menacé de mort le président de la Transition. Cherchez l'erreur ! Une chose est sûre et**

*certaine : avec cet épisode ajouté aux tortures inutiles sur deux mutins (Coutiti et Raelina), la HAT peut faire une croix sur ses désirs de reconnaissance internationale suite au référendum. Les chancelleries étrangères ne sont pas aveugles ».*

**Les partisans de l'ancien vice-Premier ministre Pierrot Rajaonarivelo fustigent à leur tour le référendum du 17 novembre.** *« Nous avons déjà soulevé la nécessité du report de scrutin. Il y avait trop de lacunes dans son organisation. Les résultats sont là pour confirmer nos appréhensions »,* a déploré l'un des responsables régionaux du MDM, qui rappelle avoir posé en vain 12 questions aux autorités. Le MDM reconnaît les résultats, mais il s'en prend à la CENI, qui refuse d'endosser la responsabilité dans la confection de la liste électorale.

**Bras de fer entre les médecins et le ministre de la Santé. L'État recourt à la réquisition.** Une mesure prise *« dans l'intérêt supérieur des malades et de la population »*. Pour le secrétaire général du ministère de la Santé, ce n'est pas un mouvement de nature syndicale. Il est reproché aux médecins fonctionnaires de ne pas avoir déposé de préavis de grève. *« Le refus des médecins d'exercer leur fonction peut entraîner un emprisonnement de 6 mois à un an avec le paiement d'une amende »,* conclut le secrétaire général. Le ministère incite le grand public à dénoncer les médecins qui refusent de soigner. Les intéressés comptent porter plainte contre le ministère.

**Leonardo Simao, émissaire de la Sadc, revient à la charge. A son arrivée à Madagascar, il relance le dialogue pour une sortie de crise.** L'ancien ministre des Affaires étrangères mozambicain a pour mission de faire appliquer les résolutions du Sommet de la Sadc du 20 novembre à Gaborone, appelant à la *« reprise du dialogue, en faveur d'un processus de transition crédible, inclusif, consensuel et neutre »*. Une mission compliquée, compte tenu de la position affichée par Andry Rajoelina. Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès, se montre plus ouvert : il est d'accord avec l'émissaire pour la poursuite du dialogue. Pour lui, la décision de reporter les communales constitue ouvre la voie à de nouvelles discussions. Mais il insiste tout de même sur la poursuite du processus actuel. *« D'une part, il faudrait prendre des mesures d'apaisement comme la réouverture des radios fermées ou encore engager le procès des hommes politiques en détention préventive. D'autre part, l'autre camp devrait cesser la provocation »,* lance-t-il. Le rapport de l'émissaire devrait être déposé à la Sadc le 29 novembre.

**Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France : « Le référendum, un fait politique à prendre en compte... ».** Il déclare notamment : *« Après le référendum, la situation est calme et stabilisée. Je constate pour ma part que le référendum s'est plutôt bien déroulé sans incident majeur. Maintenant, il faut voir comment ce processus pourra être pris en compte dans une dynamique de sortie de crise. Je crois qu'il est important que la communauté internationale prenne compte de ce référendum, mais aussi des étapes antérieures qui ont été la Conférence nationale et l'accord politique d'Ivato. Et que la communauté internationale discute avec les autorités de transition et toutes les forces politiques et sociales pour définir un cadre commun de sortie de crise. Il est maintenant important que la communauté internationale fixe un certain nombre de conditions d'accompagnement du processus. [...] J'espère donc beaucoup du déroulement de la mission de l'émissaire du Président Chissano, le Dr Leonardo Simao. [...] La population malgache aspire dans son immense majorité à sortir de cette crise. La communauté internationale doit accompagner cette aspiration. Mais il faut aussi, bien entendu, que cette sortie de crise se passe dans le respect des normes internationales. [...] Les élections doivent être préparées, contrôlées, surveillées conjointement [avec la communauté internationale]. Le processus électoral doit être neutre et indépendant des autorités. Le calendrier électoral soit discuté avec la communauté internationale pour remédier aux dysfonctionnements constatés ».*

**28 & 29 novembre : les 10 officiers mutins encore interrogés par la gendarmerie placés sous mandat de dépôt. Remous suite aux accusations de mauvais traitements infligés au colonel Coutiti Assolant et au général Raelina. Tantely Andrianarivo jette l'éponge. Une enquête impliquant le frère de Raymond Ranjeva (en fuite) « opportunément » relancée.**

**Enquête sur la mutinerie de la BANI : les 10 officiers retenus pour interrogatoire à la gendarmerie ont été incarcérés.** 7 d'entre eux ont été transférés à la maison de force de Tsiafahy, les 3 autres à Antanimora.

**L'ancien président Zafy Albert attend les enquêteurs à son domicile.** Il argue de sa qualité d'ancien président de la République pour refuser de se rendre à la gendarmerie pour y être interrogé sur la mutinerie à la BANI. D'après lui, c'est aux enquêteurs de se déplacer à son domicile.

**« Le colonel Coutiti Assolant et le général Raelina sont rétablis même s'ils n'ont pas encore retrouvé leur état de santé avant qu'ils ne se rendent »**, ont déclaré les autorités pénitentiaires. Les deux hommes auraient été victimes de tortures sans que les autorités au niveau de la gendarmerie ni celles qui les ont conduites à la maison de force de Tsiafahy ne l'admettent ouvertement. Apparemment, elles se rejettent la responsabilité. Le colonel Richard Ravalomanana n'exclut cependant pas que des éléments des forces qui les ont convoyé ne les aient roués de coups car ils auraient manifesté des menaces de revanche et/ou des paroles arrogantes à leur rencontre. Le colonel affirme être intervenu pour s'interposer et calmer les esprits. L'opinion attend de connaître le contenu du rapport du CICR qui a pu se rendre à leur chevet. Le ministère de la Justice a affirmé que ces visites entraient dans le cadre des missions de routine de l'organisation. *Tribune* ajoute ce commentaire : « *Pour l'instant, il faut avouer que l'association qui lutte contre les tortures conduite par une célèbre avocate, aujourd'hui membre de la CENI, [allusion à Me Maria Raharinarivonirina présidente de l'ACAT-Madagascar] est demeurée muette sur les cas des officiers détenus à Tsiafahy. Plus muette en tout cas que l'ambassadeur de France, Jean-Marc Châtaigner, qui a déclaré dans une interview que s'il y a eu des mauvais traitements, il doit y avoir ouverture d'une enquête judiciaire pour que les auteurs répondent de leurs actes devant la Justice* »<sup>9</sup>. *Midi* note cette déclaration de l'ambassadeur : « *J'ai eu des échos sur le mauvais traitement des officiers. Dès que j'en ai été informé, j'ai saisi le délégué du CICR qui a fait son travail* ». La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, a anticipé sa défense face à une éventuelle condamnation des Nations Unies concernant l'atteinte à l'intégrité physique de certains officiers arrêtés à la BANI. Elle a affirmé que, s'agissant d'une affaire militaire, elle ne concerne en rien son département.

**Tantely Andrianarivo se retire brusquement (et provisoirement ?) de la politique.** « *Avec mon expérience passée, la gloire et la souffrance que ma famille et moi avons connues, je constate que les conditions ne sont pas réunies pour que je puisse, dans un proche avenir, assumer la fonction qu'un grand nombre d'entre vous souhaite me voir exercer* », a fait savoir l'ancien Premier ministre de Didier Ratsiraka, un mois et demi après son retour d'exil et après avoir tenu des meetings dans différentes régions. Faisant implicitement référence à la tension qui suite au référendum et à la tentative de putsch, l'ancien PM souhaite que Madagascar trouve enfin la voie de la sagesse, de la vérité et de la justice. Sa directrice de cabinet, surprise de cette décision inattendue, soutient que ce retrait subit n'aura pas d'incidence sur l'accueil qui sera réservé à Didier Ratsiraka à son retour. Pour *L'Express*, « *Les événements récents dans le pays pourraient aussi avoir des liens avec sa décision car il se trouve à la tête des organisateurs du retour de Didier Ratsiraka. La pratique politique est devenue dangereuse et réveille sans doute des souvenirs douloureux pour la famille de Tantely Andrianarivo* ». Le quotidien évoque aussi un possible désaccord avec l'ancien président qui ne semble pas prêt à passer la main à son ancien PM puisqu'il demande qu'à son retour on lui fasse à nouveau confiance pour résoudre la crise. *La Gazette* titre : « *Tantely Andrianarivo rentre en France : Une victime de la « Terreur »*. [Information démentie le lendemain par l'intéressé] Le journal rappelle que, après avoir été condamné à 12 ans de travaux forcés en 2003, il a été jeté en prison et a vu sa santé se dégrader rapidement. A la demande de sa famille notamment, il bénéficia d'une mesure de clémence de Marc Ravalomanana et fut évacué en France. Autre raison possible de cette défection : le sentiment qu'Andry Rajoelina est déterminé à ne pas accorder l'amnistie à ses concurrents potentiels à la prochaine présidentielle. Si Tantely Andrianarivo ne bénéficie pas de cette mesure, il pourrait être appréhendé afin de purger les 11 ans restants de travaux forcés. Le traitement subi par Raymond Ranjeva et sa famille auraient pu enfin le convaincre de l'imminence du danger.

**Marc Ravalomanana : « 1,5 milliard d'euros pour que je ne me présente pas ».** Au cours d'un entretien téléphonique avec son staff, Marc Ravalomanana a laissé entendre qu'on aurait voulu monnayer sa non-présentation à la prochaine présidentielle. « *On a voulu m'offrir la somme de 1,5 milliard d'euros à titre de dédommagement de tout ce que j'ai perdu dans cette crise et pour que je ne me présente pas à la prochaine élection présidentielle. Mais j'ai répondu que ce n'est pas le fait d'être à la tête de l'Etat qui m'intéresse mais de résoudre cette crise qui ruine le pays* », a-t-il fait valoir. Il envisage de revenir dès lors que « *la Transition consensuelle et inclusive aura été mise en place. Le cas échéant, des militaires de la SADC veilleront sur ma sécurité* », a-t-il indiqué. L'ancien président

<sup>9</sup> Cf Blog Justmad « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/47/64/448497/59462118.pdf>

accuse par ailleurs la France « *d'empêcher une sortie de crise reconnue par la communauté internationale* ». C'est la troisième fois en 3 mois que Marc Ravalomanana promet de revenir au pays.

**L'affaire du détournement de 12 milliards Ar à l'agence de la Banque centrale de Manakara revient sur le tapis.** Elle met en cause Louis Ranjeva, frère du juriste Raymond Ranjeva mis en cause dans l'affaire de la mutinerie de la BANI. *La Gazette* rappelle qu'en 2007, une plainte du ministère public a été déposée contre 4 employés de cet établissement. Les présumés auteurs de détournement ont été placés sous mandat de dépôt durant près de 2 ans. Le procès s'est tenu en avril 2009. Le verdict a acquitté les employés, y compris deux opérateurs considérés comme intermédiaires, mais les « *principaux cerveaux* » ne se sont pas présentés à l'audience. D'où une lourde condamnation envers eux : 15 ans d'emprisonnement ferme pour Louis Ranjeva, directeur de la Banque, 12 ans fermes pour le Français Dubosc et 10 autres années pour l'indo-pakistanaïse Danis Ramdjee. Pour la Transition, il n'y a aucun lien entre la réouverture de cette affaire et l'inculpation de Raymond Ranjeva. D'après le quotidien, ce seraient les condamnés, à travers leur avocat, qui auraient réclamé un autre jugement de l'affaire, qualifiant le procès d'avril 2009 de jugement par défaut. Les « *cerveaux* » de l'affaire ont quitté illicitement le pays et demeurent introuvables.

**Enseignement supérieur : menace d'année blanche.** Après plusieurs semaines d'hésitation, les enseignants-chercheurs ont déclaré que l'année était compromise pour les 6 universités du pays. « *L'année blanche est inévitable s'il n'y a pas de volonté pour dénouer le problème* », relate Armand Rasoamiaramanana, président du Seces. Le ministère fait part de sa confiance dans le dénouement prochain de la crise.

**Médiation de la Sadc : « *Égalité des chances pour tous les politiques* ».** Leonardo Simao, chef de la délégation des émissaires de la Sadc en mission à Madagascar, a rappelé que pour son organisation les élections à venir (législatives, présidentielle et communales) doivent refléter l'inclusivité et le consensus. « *Dans ce sens, tous les politiques devraient avoir la chance d'y participer. L'égalité de chances devrait être de mise. [...] Les organisateurs des élections doivent permettre que tous les électeurs puissent exercer leur droit en toute indépendance* », a-t-il lancé. Leonardo Simao n'a pas manqué de s'exprimer concernant l'arrestation des leaders des trois mouvances, notamment celle de Fetison Andrianirina, chef de file de la mouvance Ravalomanana. Selon lui, « *Le gouvernement doit faire attention. Il devrait accorder le droit à la différence en laissant les autres politiques s'exprimer librement* ». Pour Marcelin Razanakoto, membre du groupe parlementaire KMT (Kongresy Madagasikara Tanindrazana) au Congrès de la Transition, le comportement de la délégation de la Sadc s'apparente à « *du harcèlement et du mercenariat politique* ». « *La visite de la délégation menée par le Dr Leonardo Simao [...] a lancé les préparatifs d'une nouvelle rencontre entre les belligérants politiques. Cependant, Lalao Randriamampionona, membre de la CNOsc a déclaré que l'incarcération de Fetison Rakoto Andrianirina, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana rend l'organisation de cet événement encore plus difficile. D'autres signes restent toutefois positifs comme la volonté de l'Escopol de reprendre les négociations. L'Escopol qui, rappelle-t-elle, réunit plusieurs partis politiques autrefois opposés, dans une même plateforme. Par ailleurs, cette nouvelle tentative de rencontre sera également marquée par la présence du Ffkm* », écrit Tananews.

**Conférence de Cancun : Madagascar indésirable.** La presse déplore que Madagascar n'ait pas été invité au Sommet sur le changement climatique, dont un des thèmes majeurs est la lutte contre la déforestation. Un problème qui touche au plus haut point le pays. Aucun pays occidental n'aide Madagascar pour éradiquer l'abattage et l'exportation illicites des bois précieux, laissant libre cours aux trafiquants chinois, se désole *La Gazette*.

**30 novembre : le Parlement de la Transition se saisit du projet d'amnistie. Consultations pour la constitution d'un gouvernement d'union. Raymond Ranjeva reçu par la délégation de la Sadc. Lobbying diplomatique en faveur de la HAT.**

**Parlement de la Transition : projet d'amnistie en chantier.** Une commission mixte regroupant le CST et le Congrès concrétise la volonté d'avancer sur ce dossier. Elle travaillera à partir des résolutions de la « *Conférence nationale* ». De son côté, la commission juridique a élaboré un projet de loi qu'elle compte soumettre à la conférence des présidents puis en séance plénière. Les parlementaires souhaitent boucler ce dossier avant la fin de leur session et ne plus se contenter d'attendre un projet de loi présenté par le gouvernement. Un membre de la commission éducation

estime qu'il « *faut une amnistie réfléchie, en pesant les conséquences possibles d'une telle décision* », mettant en avant les risques que présenterait une amnistie générale, qui favoriserait la « *culture d'impunité* ». Certains évoquent la possibilité de créer un tribunal spécial chargé d'examiner les dossiers au cas par cas. Sa création pourrait être confiée au Conseil Supérieur de la Magistrature, afin de garantir son indépendance.

**Début des consultations en vue de la composition d'un gouvernement de consensus.** Se conformant à l'annonce faite par le président de la HAT, le Premier ministre Camille Vital a entamé ses premières consultations en vue du remaniement ministériel. Le principe du « *gouvernement de consensus* » recommandé par la « *Conférence nationale* » sera appliqué « *mais il n'y aura qu'une trentaine de ministères et on ne pourra pas caser tout le monde* », a-t-il confié. Le chef du gouvernement a laissé entendre que l'ouverture envisagée se fera notamment en direction des différentes formations en présence ou représentées au sein du Congrès et du CST.

**25 millions de dollars, c'est le montant de l'aide étrangère inscrite dans la Loi des finances 2011.** La HAT espère obtenir la reconnaissance internationale et estime que suite aux annonces ou promesses faites par la communauté internationale, cette somme viendra s'ajouter aux autres aides d'organismes qui poursuivent leur aide, comme la BAD. Pour le ministre Hery Rajaonarimampianina, « *les bailleurs de fonds sont toujours là et il ne faut pas dire qu'il n'y a aucune aide étrangère* ». Il avoue toutefois que pour l'instant, il n'y a pas d'aide budgétaire.

**Le professeur Raymond Ranjeva reçu par les membres de la délégation de la Sadc.** L'occasion pour l'ancien vice-président de la CIJ de leur faire part de son projet « *Vonjy Aina* ». Il est vraisemblable que les déboires de sa fille Riana et son propre cas, auront été au centre de la rencontre. Une pétition de personnalités de différentes sensibilités a été mise en ligne. Elle dénonce « *les persécutions* » dont la famille de Ranjeva Raymond est l'objet, notamment celles dont seraient victime la fille de l'universitaire : « *dans aucun tribunal au monde l'acte d'un père n'est imputable à sa progéniture* ». Les auteurs affirment « *que le programme « Vonjy aina » qui est un Appel à la Nation en dérive, ne peut en aucun cas être associé à une prise de pouvoir par la force, Raymond Ranjeva n'est pas une menace militaire, mais une alternative basée selon nous sur le bon sens et la sagesse Malagasy, pour une sortie de crise durable et pérenne. [...] Il est aujourd'hui poursuivi, non pas pour ses actes, mais pour ses déclarations et ses opinions* ».

**Retour de Didier Ratsiraka : un comité d'accueil est créé dans la capitale et dans quelques régions.** Aucune date n'a encore été communiquée pour ce retour, différé en raison de la situation politique, notamment des événements qui se sont produits à la BANI le jour du référendum.

**Mouvance Ravalomanana : mise en place d'une autre équipe.** La mouvance ayant été décapitée par l'incarcération de Fetison Andrianirina à la maison d'arrêt d'Ambatolampy, Marc Ravalomanana a décidé de nommer quatre personnalités pour prendre la relève. Il s'agit de Mamy Rakotoarivelo, Manandafy Rakotonirina, Yves Aimé Rakotoarison et Roland Ravatomanga. L'ancien chef d'Etat démissionnaire a encore utilisé le sceau de la République malgache pour officialiser ces nominations. En même temps, un autre toilettage s'effectue au sein de l'ancien parti au pouvoir. Le président en exil du Tim, Yvon Randriasandratiniony, depuis les Etats-Unis, a nommé au poste de secrétaire général du parti, Mamy Rakotoarivelo.

**Les leaders des trois mouvances attendent encore l'autorisation émanant de la préfecture de police pour tenir 3 meetings au stade Malacamp début décembre.** « *Nous considérons pour le moment ce silence comme un refus de nous accorder cette autorisation* », concède Emmanuel Rakotovahiny. Lalatiana Ravolomanana a tenté de rencontrer le préfet de police mais il n'aurait pas honoré le rendez-vous fixé.

**Les médecins grévistes divisés sur les risques encourus par la réquisition annoncée.** Beaucoup auraient repris le travail, les menaces d'emprisonnement et d'amende ayant été dissuasives. La grève est suspendue mais le mouvement pourrait prendre d'autres formes si les contacts en cours avec le ministère ne débouchent pas rapidement. On note cependant un net durcissement du conflit dans un hôpital de la capitale où les médecins tenaient à expliquer que la réquisition ne peut être appliquée qu'en cas d'épidémie, de catastrophes naturelles ou en temps de guerre.

**Camille Vital** : « *La mission de la Sadc n'apportera rien de nouveau pour le pays* ». « *Ils viennent pour s'enquérir des changements qui ont cours dans le pays et j'espère qu'ils vont tenir compte du référendum que nous venons d'organiser. N'oublions pas qu'en Côte d'Ivoire, le deuxième tour de leur élection présidentielle a été perturbé par des troubles. Deux mois plus tôt, il y a eu plus de 80 morts au Mozambique, mais qu'a fait la Sadc par rapport à tout cela alors que chez nous, le référendum s'est déroulé dans le calme malgré les événements de la BANI...* »

**Paul Wille publie une lettre ouverte à la communauté internationale**<sup>10</sup>. L'ancien parlementaire belge a suivi le déroulement des préparatifs du référendum et son déroulement, il s'est déclaré globalement satisfait des conditions dans lesquelles le scrutin a été organisé. [Voir p. 32] Il en appelle « à tous ceux qui veulent sincèrement l'accomplissement de tous les processus démocratiques à Madagascar », pour qu'ils donnent des signes clairs. « À l'Union Européenne et au Parlement européen, je demande d'encourager Madagascar, en débloquent les fonds à caractère social pour qu'enfin ils arrivent chez les malgaches les plus démunis ».

**La COI cautionne la « Conférence nationale »**. Un vent diplomatique souffle en faveur de la HAT dans sa feuille de route de sortie de crise. La COI penche en effet vers une adhésion au processus initié par la « Conférence nationale » et les termes des accords politiques d'Ivato : organisation d'élections libres et transparentes dans les meilleurs délais, mise en place d'un gouvernement de Transition selon l'accord politique d'Ivato, mesures d'amnistie. Des conditions présentées comme nécessaires à l'« apaisement du climat politique » dans « le nouveau contexte politique de la crise malgache » depuis mai 2010. La COI invite à cet effet la Transition à reporter le calendrier électoral pour assurer plus de crédibilité au processus et permettre de convaincre la communauté internationale. Elle milite pour une refonte de la CENI et un appui de la communauté internationale à l'organisation des prochains scrutins. La COI invite l'actuel président de la Transition à confirmer sa déclaration à ne pas se présenter aux prochaines présidentielles.

## DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

---

**Affaire « Radio Soatalily » : les membres de l'association « Limby Liberté » en appellent au président de la HAT** pour la libération immédiate et sans condition des personnes détenues à la maison d'arrêt de Toliara, dans le cadre de la supposée affaire de pillage et d'incendie de la radio locale. Selon l'association, « *les témoignages des habitants indiquent que celle-ci n'a jamais brûlé et que ses émissions n'ont jamais été interrompues* ». En outre, lors de la confrontation effectuée le 20 septembre au tribunal de Toliara, « *aucune preuve n'a été apportée par les responsables de Soatalily qui avaient porté plainte contre X* ». (05/11)

**Liberté d'expression** : Suite à la menace de fermeture de certains organes de presse, le Collectif des journalistes interpelle les autorités sur la définition et la redéfinition du cadre légal dans l'exercice de la profession. (22/11)

**Situation de Ralitera Andrianandraina, ex-directeur de la Sécurité de la HCC** : son avocat, Me Ratriamoarivony, a affirmé que sa détention préventive était illégale et que cette affaire prouve que la « *justice malgache n'est pas indépendante* ». Selon lui, Ralitera et ses compagnons de cellule auraient dû être libérés le 7 novembre, leur mandat de dépôt ayant expiré la veille. Ils sont retenus depuis 18 mois à Antanimora pour 5 chefs d'inculpations : « *destruction des biens et bâtiments publics, assassinat du bouquiniste d'Ambohijatovo, meurtre de l'agent de police Sambe Christian à Anosy, détention et fournitures d'armes illégales et fournitures de véhicules aux associations de bandits en vue de créer de troubles publics* ». Hanta Randrianantoandro, épouse de Ralitera, leader en son temps des « *femmes légalistes* », a annoncé la constitution d'un dossier qui sera adressé à la communauté internationale à Amnesty International et à la FIDH. L'ambassade et le consulat français suivraient de près l'évolution de l'affaire, surtout en ce qui concerne le colonel Ralitera, qui possède la double nationalité. (08/11)

**Les familles des 5 détenus**<sup>11</sup> **interpellent la HCC**. Elles lui demandent d'intervenir pour obtenir la libération des membres de son personnel « *détenus arbitrairement* » à la maison centrale

---

<sup>10</sup> Blog Justmad « *articles remarquables* » novembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/69/95/448497/59485769.pdf>

<sup>11</sup> Ralitera Andriamalala Andrianandraina, Razafindrakoto Jean De Dieu, Rakotomanga Andrianarimanana, Fanomezaza Razanadimby et Raharinjatovo Georges Martin

d'Antanimora. Les deux avocats, maîtres Yves Ratrimoarivony et Rasolo Ratrimoarivony, ont affirmé que l'ordonnance de transmission des pièces à la chambre d'accusation, en date du 4 novembre 2010, émanant du doyen des juges d'instruction près le Tribunal de Première instance d'Antananarivo, ne peut pas autoriser le prolongement de la détention des 5 responsables de la sécurité de la HCC. Selon Me Yves Ratrimoarivony, aucune pièce à conviction ne peut étayer les 5 chefs d'inculpation retenus contre le groupe. La femme abattue à Ambohijatovo reste une inconnue et son corps n'a pas été retrouvé. « *Donc il n'y a pas de meurtre au sens propre de la loi* » selon l'avocat. Les armes et munitions qui ont servi à accuser les 5 responsables de la sécurité de la HCC ont disparu. Le procès de Ralitera et consorts s'est déjà déroulé au mois d'août mais le jugement a été reporté à une date ultérieure. Si la chambre d'accusation ne compte pas prononcer sa décision d'ici la fin du mois, le jugement sera reporté à la prochaine rentrée judiciaire, en mars 2011. (09/11)

**Hery Raharisaina, ex-député Tim : plus de 100 « détenus politiques ».** La Gazette rapporte que ce médecin prétend tenir un décompte exact des prisonniers politiques et en possède la liste. Le quotidien écrit : « *Signalons néanmoins que l'expression « détenu politique » n'a pas une définition claire dans l'île. En tout cas, le compte semble être bon si on qualifie de « détenus politiques » tous ceux arrêtés dans le cadre d'événements plus ou moins politiques : tuerie du 7 février, coup d'Etat d'Ambohijanaka, coup d'Etat des sous-officiers, émeutes de rue, bombes artisanales, mutinerie de Fort-Duchesne, manif du Toko Be Telo à Toliara, etc. Rappelons seulement ici l'appréciation fournie sur les ondes, le 2 avril 2010, par le reporter de RFI : « Dès sa prise de pouvoir, Andry Rajoelina a vidé les prisons des nombreux détenus politiques de l'ère Ravalomanana. Mais il les a aussitôt remplies avec ceux accusés de menacer son régime ». Soulignons cependant un fait : sous cette transition, marquée par le trafic de bois de rose, le pillage des caisses de l'Etat, les détournements de deniers et ainsi de suite, personne (ou presque) n'a été jeté en prison pour ces raisons... Une situation qui nous rappelle le régime de Ravalomanana* ». (15/10)

**Suite à l'incarcération de Fetison Andrianirina et consorts, le GTT International a déposé une plainte pour action urgente auprès du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies.** Ses membres réclament aussi leur libération sans condition. Le Collectif des parlementaires Tim, emmené par Hery Raharisaina, réclame la libération immédiate et sans condition des détenus politiques qui sont au nombre de 100, affirme ce dernier, dont l'un des leurs, Zafilahy Stanislas, a été récemment arrêté. (15/11)

**Peine capitale confirmée pour deux hommes condamnés pour vol de véhicules.** Poursuivis pour vol de voitures, association de malfaiteurs, vol à main armée et recel de vol, ils ont été condamnés par la Cour Criminelle Ordinaire à la peine capitale. Les cinq autres accusés ont été relaxés au bénéfice du doute. Les deux principaux accusés avaient été condamnés à la peine de mort par contumace dans une affaire criminelle. La Cour a confirmé le premier jugement. (11/11)

**La plainte du GTT contre la HAT aux mains du Procureur de la CPI.** Dans une lettre adressée au plaignant, se référant à l'article 53 du Statut de Rome, Luis Moreno Ocampos stipule que le dossier a été pris en compte et se trouve actuellement en cours de traitement. Il faudra cependant attendre encore quelques mois avant que le bureau du procureur fasse part de sa décision, indique Tananews. Quelques mois pendant lesquels il examinera le dossier, les charges et preuves fournis par le plaignant, et l'établissement d'une base juridique raisonnable pour justifier que des crimes ont bien eu lieu. (10/11)

**Mariages forcés :** Selon l'UNICEF, le pourcentage d'enfants (âgés de moins de 18 ans) « *contraints* » au mariage a été de 39 % sur tout le territoire sur la période de 2000 à 2008. Ce fait concerne 29 % des jeunes en milieu urbain et 42 % en milieu rural. (16/11)

**Droits de l'enfant :** face aux tensions et troubles récents, l'Unicef Madagascar rappelle que « *les droits de l'enfant doivent être respectés dans leur intégralité dans toutes les circonstances* ». (17/11)

**La peur du regain des violences plane sur les Tananariviens. Les premières victimes restent les enfants.** Le regain de tension dans la capitale coïncide avec l'ouverture de la semaine des Droits de l'Enfant. Pour la coordonatrice de la plate-forme de la société civile pour l'enfance, les impacts de la crise planent encore dans les esprits des enfants. « *En 2009, ils ont été confrontés à la violence, comme les pillages et tout ce qui va avec. De nombreux gamins ont été entraînés dans ces actes. Cette année, la situation s'est un peu tassée, mais les séquelles sont restées, surtout, au niveau*

*familial* ». En 2009, des enquêtes ont été effectuées auprès des enfants d'Antananarivo et d'autres régions. Un travail a été ensuite lancé par le syndicat des Professionnels diplômés en travail social. Un soutien psychologique a bénéficié à environ 50.000 écoliers dans la capitale et ses environs. Suivis par une sensibilisation des familles. La présidente du syndicat, explique : « *les problèmes de concentration à l'école, la reproduction des actes de violence, la montée de la consommation de drogues, les viols effectués par des mineurs en croissance, tout cela sont les signes de l'impact de la crise chez l'enfant* ». (19/11)

**L'Unicef tire la sonnette d'alarme au sujet de la situation des enfants malgaches.** « *Cette génération risque d'être la prochaine génération de pauvres à Madagascar* », annonce le représentant de l'Unicef, Bruno Maes. Le budget de l'État pour l'année 2011 ne ferait que confirmer ses craintes. « *Il y a une baisse de la disponibilité des ressources nationales dans le secteur social. Cela nous inquiète* », ajoute Bruno Maes, concernant les sommes allouées à ce secteur dans la nouvelle loi de Finances. À l'heure actuelle, le pays compte « *10 millions d'enfants* », selon Dorothee Klaus, chef de la politique sociale de l'Unicef. C'est presque la moitié des Malgaches. Dans ce rapport, près de 78 % des enfants malgaches vivent dans des maisons sans sol ou sans mur. La plus grande privation des enfants est l'eau potable. Dans le milieu urbain pauvre, l'accès à l'eau potable a diminué. 50,1% d'enfants malgaches, âgés de moins de 5 ans, accusent un retard de croissance, l'un des taux les plus élevés au monde. L'Unicef a alloué plus de 75 millions de dollars afin d'aider ces enfants en difficulté pour l'exercice en cours. (25/11)

**Les vols d'ossements humains continuent de défrayer la chronique dans plusieurs régions.** Jusqu'ici, seuls des profanateurs et des intermédiaires ont été incarcérés et condamnés. Le directeur général de la police nationale a indiqué que toutes les enquêtes menées de longue date n'ont pas permis de déterminer la cause de ce fléau. « *Cette pratique ne repose sur aucun fondement explicable. Ceux qui ont été arrêtés n'arrivent même pas à donner des explications sur l'usage ou la destination des os volés* », a-t-il déclaré. Deux personnes viennent d'être condamnées aux travaux forcés pour ce trafic. (12/11)

**Les conditions de vie à Maurice des ouvriers malgaches évoquées au Parlement mauricien.** Le ministre du Travail et des Relations industrielles a été sollicité, suite aux plaintes déposées par l'ambassade de Madagascar auprès de son ministère. Ce ministère a en effet reçu des documents concernant ces conditions déplorables jugées déplorables. Plusieurs manifestations ont été organisées ces derniers temps par ces expatriés pour dénoncer non seulement leurs conditions de travail mais également celles de leur hébergement. *L'express.mu* avait mis en ligne une vidéo montrant les conditions d'hébergement inhumaines de ces Malgaches à qui leurs recruteurs avaient promis une vie meilleure. L'ambassade malgache a établi de nouvelles procédures en vue de protéger ses citoyens contre tout abus. Dorénavant, tout ressortissant malgache souhaitant venir travailler à Maurice doit d'abord obtenir l'aval de l'ambassade. Le conseiller économique à l'ambassade malgache à Maurice se propose même de mettre fin à ce flux d'ouvriers expatriés si les conditions ne s'améliorent pas. (19/11)

**Insécurité alimentaire : la population du Sud-ouest victime de famine** L'Office National de Nutrition (ONN) a déclaré que l'insécurité alimentaire frappe le district d'Ampanihy et de Betioky Sud. On assiste dans le secteur à un véritable exode rural, la population préférant se réfugier en ville, à proximité des marchés et des autorités. L'ONN et ses partenaires ont commencé à organiser l'aide d'urgence. Riz, maïs et légumes secs sont en cours d'acheminement. 11 communes sont concernées, plus de 500 personnes sont en danger. Le Premier ministre Camille Vital s'est rendu sur place pour évaluer la situation et procéder à des distributions de vivres. *Le Courrier* voit dans ce déplacement un intérêt suspect pour les populations du sud à l'approche des échéances électorales, alors que celles-ci sont depuis toujours abandonnées par les pouvoirs en place. (05/11)

Selon la Primature, le taux de la malnutrition enregistre une tendance à la hausse ces dernières années. En 2009, il était de 50,1% au niveau national. Il excède 50% dans 11 régions sur 22 et la partie Sud de l'île demeure la plus exposée. (12/11)

**Madagascar n'atteindra pas l'échéance de 2015 pour les OMD.** Aucun des objectifs fixés dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ne sera atteint d'ici l'échéance de 2015. Telle est la conclusion de François Roubaud, chercheur-économiste de l'IRD lors de la présentation de l'ouvrage intitulé « *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement* » dont il est l'un des co-auteurs. Parmi les objectifs présentant le plus de retard, il mentionne la pauvreté monétaire. Près de 75% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Dans le

cadre des OMD, l'objectif était de réduire cette proportion de moitié, ce qui est très loin d'être réalisé. L'ouvrage s'appuie sur des données antérieures à la crise politique. Les constats qui y figurent n'ont donc pas pris en compte les impacts négatifs de ces événements qui affectent le pays depuis près de 2 ans. François Roubaud estime notamment que sur un an, du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le revenu des Malgaches s'est contracté de 15 à 20%. (05/11)

**Indice de Développement humain (IDH) : Madagascar recule.** L'indice s'établit en 2010 à 0,435 alors qu'il était de 0,439 en 2009. L'espérance de vie à la naissance s'est réduite, par exemple, de deux ans : elle est de 61 ans en 2010 contre 63 ans en 2009. Plusieurs facteurs expliquent cette régression de l'IDH, selon le secrétaire général de « *Justice et Paix* », le père Alain Thierry Raharison : « *L'insécurité que ce soit alimentaire ou physique a diminué le taux de production de chaque ménage. La plupart des financements des bailleurs n'ont pas été non plus utilisés pour appuyer les 85% des Malgaches. Les fonds ont été utilisés pour renforcer la capacité de concepteurs mais non pas pour les producteurs. De ce fait, plus des deux tiers des Malgaches sont démunis. Ce recul de l'IDH n'est pas, de ce fait, très étonnant* ». Madagascar se situe en 2010 à la 135<sup>ème</sup> place, sur 169, une position qui n'a pas évolué depuis l'année 2000. 70,5% de la population vit dans la pauvreté multidimensionnelle avec une intensité de la privation de 58,5%. 55,4% de la population est privée d'éducation et 49,6 % de santé. 67,8% de la population vit sous le seuil de pauvreté (moins de 1,25USD/jour). Près de 23% des communes doivent encore relier à pied leur chef-lieu de district. L'accès par taxi-brousse ne concerne pas encore la moitié des communes (47,3%).

Le déclin rapide de la fécondité et des taux élevés de vaccination contre la rougeole et la tuberculose représentent cependant des succès dans le domaine de la santé, tout comme l'éradication de la polio, du choléra, de la diphtérie et du paludisme. Selon *La Gazette*, le PIB par habitant en 2008, à une période faste en termes de croissance économique, ne représente plus que 73% de celui de 1980, soit un recul de 27% en trois décennies. (06/11)

**Lutte contre le paludisme : baisse du taux de mortalité de 11,5% à 6,8% en 3 ans dans les centres de santé et des hôpitaux.** La lutte contre le paludisme a ainsi porté ses fruits, grâce à la campagne de distribution de moustiquaires à imprégnation durable (Mid). « *A ce rythme, le pays arrivera à éradiquer le paludisme d'ici 2012 en renforçant la campagne de sensibilisation et d'éducation sur l'utilisation des moustiquaires dans chaque ménage afin d'atteindre cet objectif* », affirme avec optimisme le ministre de la Santé. Pour le moment, le paludisme est classé première cause de mortalité hospitalière et deuxième motif des consultations médicales externes. Plus de 5,6 millions de Mid doivent être distribuées durant la campagne qui démarre, soit une moustiquaire pour 3 personnes. 907 communes sont concernées. Les moustiquaires ont été fournies par l'Usaid/PMI, le Fonds mondial de lutte contre le paludisme et l'Unicef. Le coût total de la campagne est estimé à 7 millions de dollars. (09/11)

**Le Bianco en difficulté.** Depuis le début de la crise, le Bianco ne fonctionne plus qu'avec 55% de son budget normal. Ses investigations ne se font plus que dans les grandes villes, annonce une dépêche de *Sobika*. (02/11)

**Pour *La Gazette*, le Bianco mène campagne pour se dédouaner de l'échec de sa mission.** Le quotidien écrit : « *Cela fait 8 ans qu'il est là, et ce bureau censé être indépendant n'a jamais pu faire baisser le taux de prévalence de la corruption dans le pays, comme l'a attesté Transparency International. Grassement payé et indemnisé, le personnel du Bianco semble être pris à la gorge par une sorte de complexe de culpabilité puisque, du moins dans le domaine de la répression, il apparaît que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Ses membres sont-ils incompetents ou sabote-t-on leurs efforts, les ridiculisant aux yeux du public ? Et qu'en est-il de la justice, chaîne pénale anti-corruption ou justice tout court, dans les mains de laquelle aboutissent les dossiers instruits par le Bianco ? D'après les aveux maintes fois réitérés de certains responsables de cet organe, le blocage vient essentiellement de la justice, qui n'accompagne pas comme il le faut les efforts du Bianco* ». (03/11)

**Bonne gouvernance : Madagascar invité à Bruxelles.** La Grande Ile fait partie des trois pays du continent sélectionnés par la Banque mondiale pour participer à une conférence sur l'entrepreneuriat responsable et la bonne gouvernance en Afrique. Le pays sera représenté par le jeune entrepreneur Hasina Raveloson. La conférence réunit entrepreneurs, hommes politiques, universitaires et représentants de la société civile. L'objectif de la Banque est de promouvoir la bonne gouvernance et de donner une nouvelle impulsion au leadership éthique au sein des institutions clés africaines. (04/11)

## ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

---

### Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

**L'UE au chevet du Sud Est : 5,4 millions d'euros pour les infrastructures de transport.** L'aide d'urgence fait suite aux dégâts occasionnés au réseau routier et ferroviaire par le passage du cyclone Hubert en mars 2009. Des dégâts qui ont fragilisé la mobilité des usagers et qui aggravent les risques pour la sécurité routière. On estime à 100.000 le nombre de riverains dépendant exclusivement de la ligne de chemin de fer Fianarantsoa-Côte Est (FCE). Ces populations sont ainsi dans une situation particulièrement précaire et subissent les répercussions sur le prix des denrées alimentaires. Cette intervention s'inscrit dans le cadre des « *mesures appropriées* » arrêtées en juin dernier par le Conseil de l'UE en conclusion des consultations avec Madagascar au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou. Ces mesures précisaient notamment que l'aide d'urgence n'était pas affectée par la situation politique de Madagascar. Le démarrage de cette tranche, lancée avec clause suspensive, est prévu en décembre 2010, pour une durée de 8 mois. (06/11)

« **Monja Roindefo et Sheikh Nassar Abdullah - La faillite !** », titre **La Vérité**. En avril 2009, Monja Roindefo, alors Premier ministre, a signé une convention d'approvisionnement en PPN avec Sheikh Nassar Abdullah, dirigeant de « *Bashirco international* », une firme saoudienne. A ce jour, le constat d'échec est patent. Aucun produit « *made in Arabie saoudite* » n'a été livré et la filiale malgache de la firme saoudienne a été mise en cause pour défaut de remboursement d'emprunts auprès d'un établissement bancaire de la place. Le quotidien pro-HAT pronostique le même sort à l'accord passé entre le même Monja Roindefo et des opérateurs thaïlandais pour des projets urbanistiques dans la capitale. (26/11)

« **Wisco était une bonne affaire, il faut remettre cela** », titre **Tananews**. Le site croit savoir que tout récemment deux membres de la HAT se sont envolés pour Singapour, à bord d'un vol privé affrété par un groupe d'opérateurs chinois. Le Congrès de la Transition engageait le débat sur un éventuel investissement de la CIF (China International Fund) Limited, un regroupement de plusieurs opérateurs chinois. Un projet sur 10 ans, mettant en jeu un investissement de 80 millions de dollars. La CIF, dont certains membres sont spécialisés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'occuperait de réaliser les promesses faites par Andry Rajoelina lors de la campagne référendaire. (30/11)

### Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement<sup>12</sup>

**Déforestation accélérée.** 2 millions d'ha de forêts ont été brûlées cette année dont 40% étaient d'origine criminelle, selon le ministère de l'Environnement et des Forêts. (02/11)

**Bois de rose : une vidéo accuse Andry Rajoelina<sup>13</sup>.** Une vidéo diffusée par Global Witness et Environmental Investigation Agency montre que des Chinois qui font le commerce de bois de rose se vantent d'être en relation directe avec le Président de la HAT. L'enquête secrète a mis en évidence plusieurs cas de revendeurs en Chine qui affirment qu'ils traitent directement avec les plus hautes autorités de Madagascar. Selon les enquêteurs, Monsieur Lu, propriétaire d'une société d'import à Guangzhou dans laquelle l'État chinois aurait également des intérêts, aurait déclaré qu'il était un ami de Rajoelina et qu'il a importé plus de 1.000 conteneurs de bois de rose de Madagascar. « *Il arrive que le gouvernement n'ait pas l'argent pour payer ses fonctionnaires, dans ce cas, il vend le bois pour obtenir de l'argent* » dit-il devant une caméra cachée. « *Le gouvernement fait payer plus de 45.000 dollars par conteneur et impose aussi d'autres taxes* ». La société de M. Lu est également propriétaire d'un hôtel et d'un casino à Madagascar. Selon M. Lu, ce casino est fréquenté par des ministres. Mme Liu Hongyu, une responsable de Meheco, un grossiste de bois de rose basé à Beijing, a été filmée en caméra cachée en train de dire qu'elle traitait directement avec le président de Madagascar. Selon leurs déclarations, les deux compagnies ont importé plus de 60% du bois de rose de Madagascar arrivé en Chine au cours des 3 à 5 dernières années. L'enquête a également permis de filmer des détaillants chinois de meubles en bois de rose conseillant leurs clients sur les procédures à suivre pour les importations illégales aux États-Unis. « *Vous pouvez faire une déclaration douanière en anglais mais assurez-vous de déclarer « des meubles en bois »* » indique un propriétaire de magasin

---

<sup>13</sup> Pour voir la vidéo : [http://fr.mongabay.com/news/2010/fr1105-rajoelina\\_eia\\_video.html](http://fr.mongabay.com/news/2010/fr1105-rajoelina_eia_video.html)

interviewé par les enquêteurs. Une vendeuse note que « *bois de rose* » ne devrait figurer sur aucun formulaire. « *Nous n'avons jamais eu de problème* », ajoutent-ils. (06/11)

**L'authenticité de la vidéo est contestée par des spécialistes** qui fournissent un certain nombre d'arguments pertinents permettant de douter de son origine (la renommée agence américaine EIA). Les témoignages de la vidéo contredisent le récent rapport de cette agence qui reproche au gouvernement de la Transition de montrer des priorités contradictoires dans la gestion de l'exploitation forestière illégale mais reconnaît que des efforts ont été faits à l'égard de l'exportation des bois précieux. Des informaticiens partagent également ces doutes, en se plaçant sur un plan technique. *Le Courrier* accorde cependant du crédit à cet enregistrement et demande au pouvoir de s'expliquer. Cette vidéo, un temps supprimée, a été remise en après amélioration de la sécurité des témoins par l'EIA.

**L'ancien président Zafy Albert avait déjà fait savoir qu'il détenait un dossier explosif sur ces trafics** et qu'il pouvait apporter la preuve de l'implication de hautes personnalités. Il demande à nouveau au ministre de la Communication l'autorisation d'intervenir sur ce sujet sur les ondes nationales. (08/11)

**En visite pré-référendaire à Toamasina, Andry Rajoelina a démenti formellement être impliqué dans ces trafics.** Il a déclaré que les taxes appliquées à la régularisation des exportations de bois de rose ont rapporté à l'Etat 40 milliards Ar, qui seront intégralement affectés au reboisement. (12/11)

**Des témoignages inquiétants sur la poursuite des trafics.** Malgré la multiplication des déclarations de bonnes intentions dans la lutte contre le trafic de bois de rose, la situation continue d'être inquiétante, si l'on en croit les témoignages de voyageurs ayant récemment traversé le parc Masoala. Les touristes ont découvert de nombreux dépôts de bois de rose, croisé des 4x4 chargés de billes de bois et observé des mouvements de bateaux sur les fleuves qui mènent à l'océan. Les agents du parc redoutent d'avoir à affronter les trafiquants. (06/11)

**Les trafics se poursuivent avec la complicité des forces de l'ordre.** La Police de Toamasina a saisi 52 rondins de bois de rose qu'un convoi a pu véhiculer jusqu'à destination sur un parcours de 70 km où il a pu franchir sans encombre 4 barrages de la gendarmerie. 10 personnes ont été arrêtées.

**L'exploitation illicite se poursuit dans le district de Mananara,** selon la *RNM*. Des représentants des autorités locales sont impliqués et la population n'ose plus protester car elle est victime d'intimidations de leur part. Les petits exploitants font l'objet d'arrestations tandis que les gros exploitants poursuivent leurs activités. Les opérateurs blanchissent ensuite l'argent dans l'exploitation du girofle dont la campagne est en cours. Des bateaux embarquent directement les rondins depuis Mananara. (9, 10 & 21/11)

Un équipe de scientifiques du Missouri Botanical Garden, chargée de réaliser un inventaire botanique entre les rivières Ankavia et Ratsianarana, dans la partie orientale du parc national du Masoala, estiment à 10.000 le nombre de personnes travaillant dans le parc à la coupe des arbres et à la chasse aux animaux sauvages, y compris aux lémuriens protégés qui sont de plus en plus vendus sur les marchés pour la consommation des habitants. (18/11)

**L'embarquement de 100 conteneurs empêché au port de Vohémar.** Tout avait commencé le 2 novembre, quand *La Vérité* avait dénoncé des préparatifs d'embarquement de 100 conteneurs de bois de rose, d'une valeur estimée à 20 millions de dollars, en dépit de l'interdiction d'exporter ce bois. D'après le site *mongabay.com*, ce trafic serait organisé par Vernier Mathon, un Malgache d'origine chinoise qui prétendait bénéficier d'une exemption à la loi garantie par Andry Rajoelina lui-même. L'individu disait aussi avoir l'assurance que les douanes fermeraient les yeux lorsqu'il embarquerait les conteneurs à bord du Kiara, un bateau appartenant à la compagnie française CMA-CGM. Mais lorsque la nouvelle de cet embarquement programmé a éclaté, les agents des Eaux et forêts ont tout mis en œuvre pour empêcher son exécution. *Tribune* note que la CMA-CGM a été très prudente avec cette cargaison et a contrôlé tous les documents. Pour *L'Express*, les preuves de l'existence de cette nouvelle expédition n'ont pu être apportées. (12 & 15/11)

Monja Roindefo, en tournée à Fianarantsoa, dénonce les « *trafics de bois de rose, et faux bons du Trésor pour un montant de 25 milliards d'ariary* » (07/11).

**Le bois de rose est désormais inscrit parmi les produits protégés par la convention internationale CITES.** Le ministère de l'Environnement et des forêts a décidé d'inscrire ce produit dans l'annexe III de la CITES, une convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Elle oblige les 175 pays signataires à collaborer avec les autorités malgaches pour empêcher tout trafic illégal de ce produit. « *C'est grâce à cette convention que nous avons pu rapatrier les bois de rose saisis aux Comores, et les 400 tortues saisis en Malaisie* », explique le général Herilanto Raveloharison, ministre de l'Environnement et des forêts. Sur

le plan national, les autorités abandonnent l'idée d'une superstructure recourant massivement aux forces de l'ordre pour lutter contre les trafics. « *Un système trop coûteux et qui lèse l'utilisation des forces locales* », selon le ministre. La Task force est donc officiellement dissoute. La démarche, aujourd'hui, consiste à sensibiliser et à responsabiliser les autorités locales et les services décentralisés. Une vaste campagne d'informations a été menée notamment au niveau des régions sensibles pour vulgariser les textes régissant la filière. Une stratégie qui pourrait être à l'origine de l'accalmie observée depuis quelques semaines en matière de trafics illicites. (30/11)

**Pêche illégale : après les Taïwanais, les Portugais.** Le bateau de pêche Baluero a été arraisonné aux larges de l'île Ste-Marie avec à son bord 38 tonnes de viande et d'ailerons de requins, dont la pêche est interdite dans les eaux malgaches. Le navire a été conduit au port d'Ehoala à Tolagnaro, afin que le propriétaire s'acquitte des amendes prévues par la loi et que les produits soient saisis et vendus aux enchères (10 & 11/11)

La surveillance régionale des pêches a été au centre d'un entretien qu'a eu le ministre Mandehatsara Georget, en charge de la Pêche et des Ressources Halieutiques, avec un représentant de la COI. Le Centre de Surveillance des pêches malgache ne dispose que de trois bateaux pour une zone économique exclusive de 1.140.000 km<sup>2</sup> et un littoral long de 5 603 kilomètres. (11/11)

« **Aquamas et Wisco, deux firmes incompatibles à Soalala** », titre **Tananews**. La ferme aquacole Aquamas (élevage de crevettes et crabes) fait part de ses réserves quant à l'implantation de la firme Wisco sur son secteur. D'après l'un des responsables, des critères liés à l'environnement et à la proximité industrielle ont été ignorés lors de l'étude du projet d'exploitation du minerai de fer par le consortium chinois. La ferme requiert de conditions environnementales strictes et rigoureuses. (09/11)

**Accaparement des terres : le projet de Constitution est inacceptable pour le Collectif Tany.** Le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches exprime sa vive inquiétude à la lecture de l'article 1 du projet de Constitution soumis au référendum. En effet, après les phrases « *Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité territoriale de la République. Le territoire national est inaliénable* », il est écrit que « *Les modalités et les conditions relatives à la vente de terrain et au bail emphytéotique au profit des étrangers sont déterminées par la loi* ». Cela signifie que ce projet de Constitution avalise le principe de la vente de terrains aux étrangers, une perspective que le Collectif ne peut accepter car elle est contraire à l'attachement de l'ensemble des citoyens malgaches à la terre de leurs ancêtres. La loi actuelle et dont le Collectif demande la révision permet à toute société étrangère possédant une filiale malgache d'acheter des terres. Mais aucun décret d'application n'ayant encore été publié, toute tentative de l'appliquer directement ou par des moyens détournés est condamnable. Le Collectif plaide pour la réalisation dans les plus brefs délais d'un débat national et démocratique sur la durée des baux emphytéotiques et les autres modalités d'investissements sur les terres agricoles à Madagascar. Les transactions sur les terres se multiplient à grande vitesse à l'échelle planétaire et Madagascar est une cible convoitée. Le Collectif se prononce pour le rejet du projet de Constitution. (12/11)

## Divers

**Climat des affaires de « Doing Business » : Madagascar recule de deux places et se classe 140<sup>ème</sup>.** En 2010, Madagascar était en 138<sup>ème</sup> position sur 183. Ce recul intervient malgré deux réformes réglementaires pour améliorer le climat des affaires. Ce classement est issu du rapport « *Doing Business* » 2011 publié par l'IFC et la Banque mondiale. Paradoxalement, Madagascar est aussi citée parmi les 30 économies s'étant le plus améliorées au cours des 5 dernières années. A preuve, de 14% du PIB en 2003, l'investissement privé (domestique et étranger) y est passé à 18% en 2006 puis aux alentours de 34% en 2008. Dans son étude intitulée « *Vers un agenda de relance économique* » publié en juin sur la base des constats établis par des enquêtes menées auprès des entreprises, la Banque mondiale a mis en évidence un certain nombre de contraintes qualifiées de majeures, empêchant l'amélioration de l'environnement des affaires. Elle cite notamment le coût et la qualité de l'électricité, la difficulté d'accès aux financements et l'instabilité politique. D'autres facteurs sont également mis en cause, parmi lesquels les relations avec l'administration. Maurice arrive en tête du continent pour la troisième année consécutive (20<sup>ème</sup> position) et, bien qu'elle ait perdu 2 places, l'Afrique du Sud se classe 34<sup>ème</sup>. (05/11)

**Secteurs porteurs : un lobbying puissant empêche la libre concurrence.** « *Le régime de transition a hérité de trois dossiers dont le fil conducteur le plus apparent est l'existence d'un lobbying très*

*puissant pour déstabiliser l'instauration d'une concurrence libre à Madagascar. Une concurrence déstabilisée mais également une liberté d'investir éraflée », remarque la revue juridique et fiscale du cabinet Madagascar Conseil International (MCI). Deux des dossiers cités portent sur le secteur des télécommunications et le troisième sur les Nouvelles Brasseries de Madagascar (NBM). Même si Tiko n'exerce plus de quasi-monopole sur plusieurs secteurs, il n'a fait que céder la place à d'autres groupes de lobbying. Ces derniers ont le même objectif que Marc Ravalomanana et son groupe Tiko. La revue rappelle en effet qu'elle a déjà dénoncé l'inexistence de la concurrence ou l'existence illusoire d'une loi sur la concurrence qui laissait libre cours aux abus de position dominante du groupe Tiko. A l'heure actuelle, seuls les noms et le régime changent mais les pratiques demeurent, à la différence près que le lobbying actuel reste dans l'ombre, juge *La Gazette*, qui ajoute : « *D'aucuns connaissent toutefois l'entreprise et les hommes ou plutôt l'homme derrière le lobbying qui existe actuellement dans le secteur des télécoms. Il s'agit d'un jeune milliardaire évoluant discrètement dans la sphère du pouvoir et ayant des intérêts dans le secteur. [...] Il fait tout pour influencer le gouvernement, lequel va jusqu'à empiéter sur les plates-bandes de l'organe de régulation qu'est l'Office malgache des études et de la régulation des télécommunications (OMERT) ».* (11/11)*

**Le projet « Gateway » est-il de nouveau remis en route ?** La *LOI* révèle que François Régis Tézé, patron de la société française General Engineering Marketing Development and Trading (GEMDT) a soumis, il y a quelques mois, au président de la HAT un projet de financement du secteur audiovisuel public par l'installation d'un système de « Gateway » contrôlant les télécommunications entrant et sortant du pays. Selon les estimations, la taxe prélevée sur les opérateurs de télécommunications peut rapporter jusqu'à environ 5 millions de dollars par mois dont une partie servirait à rémunérer GEMDT. Il s'agirait d'une nouvelle offre, autre que celle que l'ancien ministre Iharizaka Rahaingoson a refusé de signer. Le projet précédent se trouvait au stade de la signature de contrat entre l'Etat et les sociétés d'Hassan Ghandour, qui devrait accoucher d'une société appelée Vocalpad. Les recettes auraient été versées auprès d'une banque des îles Vierges britanniques. Un montage qui aurait pu rapporter près du quart du chiffre d'affaire aux hommes d'affaires gravitant autour d'Andry Rajoelina. La dernière proposition est défendue par Philippe Leclerc, conseiller d'Andry Rajoelina et président d'Orizon Finance. Pour la *LOI*, la centralisation de la gestion des télécommunications à l'internationale comporte un risque de violation de la correspondance puisque cela permettrait aux services de renseignement malgaches de contrôler la communication des malgaches ainsi que les transitions financières et économiques. Le projet « Gateway » a séduit des gouvernements qui devront faire face à une crise ou à un conflit comme le Niger, la République Centrafricaine et la Guinée. (10/11)

**Fuite de cerveaux : 39,2% des médecins quittent le pays.** Ce chiffre est rapporté par la Banque mondiale dans son rapport 2011 sur les envois de fonds de la diaspora vers leur pays d'origine. Pour les paramédicaux, l'émigration concerne 27,5% de l'effectif. La fuite de cerveaux des Malgaches ayant effectué des études supérieures s'élève à 7,6%. La Banque mondiale affirme que les îles et les pays « fragiles » ou touchés par un conflit ont en général des taux élevés d'émigration de personnels hautement qualifiés. (10/11)

« **L'argent du sommet de l'UA finance TGV** », affirme la *LOI*. La HAT aurait largement puisé dans un compte du Trésor, doté de 39 milliards Ar (14,4 millions d'euros) à la date d'avril 2009, initialement prévu pour financer le projet avorté de sommet de l'UA à Antananarivo. Un document du Trésor, dont La Lettre de l'Océan Indien s'est procuré une copie, détaille les mouvements de ce compte entre le 17 mars 2009 (chute de l'ex-président Marc Ravalomanana) et début juillet 2010, où le solde n'était plus que de 19,9 milliards Ar (7,3 millions d'euros). Des intermédiaires, dont les noms figurent sur ledit document, se présentaient au guichet de la direction de la Comptabilité publique pour récupérer en cash les sommes affectées à leur activité... (22/11)

---

**Sources :** L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, La Gazette de la Grande Ile, Ma-Laza, Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, Mada.pro, Tananews, Times of Madagascar, Madonline, Madaplus, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, Belga, PANA, APA, IPS, News Press, IRIN News, Afriscoop.net, RFI, Le Monde, Cyberpress.ca, Courrier International

Taux de change : au 30/11/2010, 1 euro = 2691 Ariary (cours pondéré)